UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MOBILISATION ET DÉSAMORÇAGE DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER AU
MAROC : LA THÉORIE DES CADRES À L'ÉPREUVE D'UN CONTEXTE
AUTORITAIRE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
NADIA HAJJI

FÉVRIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie mon directeur de recherche, M. Vincent Romani, pour ses nombreux commentaires judicieux, son sens du perfectionnisme et ses encouragements sans faille. Je le remercie particulièrement de m'avoir poussée à mener une enquête de terrain et de m'avoir écoutée attentivement parler de mon expérience de chercheuse : M. Romani, me confier à vous a été libérateur.

Je remercie également mes ami-e-s, ma famille et celui qui m'a accompagnée de ne m'avoir jamais demandé de me taire alors que je n'avais que le Mouvement du 20 février à la bouche. Merci à mon père et au cher ami qui ont pris le temps de traduire certains documents.

Enfin, j'aimerais dédier ce mémoire à mes ami-e-s activistes de Rabat, sans qui je n'aurais jamais pu réaliser cette recherche. Vous êtes inspiré-e-s et inspirant-e-s, motivé-e-s et motivant-e-s! Bonne continuation.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CONSTRUCTION DE LA RECHERCHE À PARTIR D'UNE ENQUÊTE DE TERRAIN	8
1.1 Revue de la littérature : du moment tunisien à l'essoufflement du Mouvement du 20 février	8
1.1.1 De l' « effet d'utopie » arabe au retour de la contestation politique au Maroc	9
1.1.2 Renouveau de l'autoritarisme marocain et autolimitation des acteurs contestataires	11
1.1.3 La longue histoire de la négociation des règles du jeu politique marocain	14
1.1.4 Entre mobilisation et désamorçage du Mouvement du 20 février	17
1.2 Théoriser et problématiser la recherche : du processus de cadrage à la répression du Mouvement du 20 février	20
1.2.1 Appliquer la théorie des cadres au Mouvement du 20 février	20
1.2.2 Définir les concepts : cadrage, cadres, contre-cadrage et répression	22
1.2.3 Des indicateurs découverts sur le terrain d'enquête	27
1.3 Démarche méthodologique : à la découverte d'un contexte répressif	28
1.3.1 Limite spatiale et échantillonnage du terrain d'enquête	29
1.3.2 Un terrain accessible grâce à des informateurs ouverts	30
1.3.3 Un objet de recherche dangereux	33

CHAPITRE II	
DISCOURS À L'ENCONTRE DE L'IDÉOLOGIE TRANSITIONNELLE	36
2.1 La démocratie : un enjeu des disputes de cadrage	37
2.1.1 Décentralisation d'un mouvement contestataire à vocation démocratique.....	37
2.1.2 Une improbable modification des relations de pouvoir.....	41
2.1.3 La difficile cohésion idéologique des acteurs	45
2.2 « Dignité, liberté, justice sociale! » : haro sur le processus de « démocratisation »	51
2.2.1 L'échec du système de gouvernement	52
2.2.2 Une remise en cause de la « société de cour »	56
2.2.3 La politisation de revendications sectorielles non politisées	62
2.3 Politisation des citoyen-ne-s et expériences militantes.....	67
2.3.1 La politisation des citoyen-ne-s pour un élargissement du champ politique	68
2.3.2 L'éveil politique d'activistes non politisé-e-s.....	72
2.3.3 La continuité d'une politisation antérieure	78
2.4 Portée et angles morts de la théorie des cadres à la lumière du Mouvement du 20 février.....	83
CHAPITRE III	
DE LA DÉLÉGITIMATION À LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT	87
3.1 Délégitimation de la contestation : un contre-cadrage insuffisant?	88
3.1.1 La poursuite du modèle de l' « exception marocaine »	88
3.1.2 Le discrédit médiatique des activistes du Mouvement	92
3.1.3 L'invisibilisation médiatique de la contestation	96
3.2 Expérimenter la répression psychologiquement et physiquement.....	101
3.2.1 L'intimidation : une logique dissuasive déficiente	101
3.2.2 Les baltagias : une sous-traitance de la répression au quotidien	104

3.2.3 De la matraque à la torture : des gracieusetés offertes par les gouvernants	108
3.3 La transformation des pratiques contestataires	113
3.3.1 Les quartiers populaires : enjeux d'un nouvel espace de la contestation.....	114
3.3.2 La créativité dans l'action : le « poétique » au service de la politique ..	116
3.3.3 La re-sectorisation des luttes : une émergence de nouveaux mouvements sociaux	120
3.4 Contre-cadrage, répression et re-sectorisation de la contestation	125
CONCLUSION	129
ANNEXE A PLATEFORME CONSTITUTIVE DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER	139
ANNEXE B COMMUNIQUÉ CONSTITUTIF DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER	146
ANNEXE C CHARTRE DES REVENDICATIONS DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER.....	150
BIBLIOGRAPHIE.....	151

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AMDH	Association marocaine des droits humains
ATTAC	Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
CCRC	Commission consultative de révision de la constitution
CES	Conseil économique et social
CNDH	Conseil national des droits humains
CNI	Congrès national <i>ittihadi</i>
DST	Direction de la Surveillance du Territoire
JEF	Jeunesse Estudiantine Féministe
MALI	Mouvement alternatif pour les libertés individuelles
MAP	Maghreb Arabe Presse
PADS	Parti d'avant-garde démocratique socialiste
PJD	Parti de la justice et du développement
PPS	Parti du progrès et du socialisme
PSU	Parti socialiste unifié
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
UECSE	Union des étudiants pour le changement du système éducatif
UNEM	Union nationale des étudiants du Maroc
UNFP	Union nationale des forces populaires
USFP	Union socialiste des forces populaires

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche analyse les stratégies de mobilisation et de désamorçage du Mouvement du 20 février, né au Maroc en 2011, à la suite des révoltes tunisienne et égyptienne. Le mouvement contestataire rassemble des acteurs hétérogènes aux idéologies distinctes dans l'ensemble du royaume autour de revendications politiques, socioéconomiques et identitaires. Essentiellement composé de membres d'associations, de partis d'opposition de gauche, d'organisations politiques islamistes non reconnues et d'indépendants, le Mouvement doit relever le défi de mettre en sourdine les animosités de ses divers acteurs pour réussir à mobiliser les citoyen-ne-s. Il dénonce l'autoritarisme et se présente comme un mouvement décentralisé à vocation démocratique. Cette recherche, construite à partir d'une enquête de terrain et analysée à travers la théorie des cadres (*framing theory*), montre, d'une part, que la stratégie de mobilisation du Mouvement s'articule autour d'un discours à l'encontre de l'idéologie transitionnelle des gouvernants; d'autre part, que la stratégie de désamorçage, passant par la délégitimation et la répression du Mouvement, a concouru à la transformation des pratiques contestataires des jeunes activistes qui poursuivent leurs luttes dans de nouveaux mouvements sectoriels.

Mots-clés : Mouvement du 20 février, Maroc, contestation, contexte autoritaire, stratégie de mobilisation, stratégie de désamorçage, processus de cadrage, cadres de l'action collective, contre-cadrage, répression.

INTRODUCTION

Les 14 janvier et 11 février 2011 marquent la chute des présidents Zine El Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, à la suite de révoltes en Tunisie et en Égypte. Les contestations dans le monde arabe semblent alors gagner du terrain, lorsque des mobilisations autour du Mouvement du 20 février¹ naissent au Maroc, à partir du dimanche 20 février 2011. La particularité de ce mouvement, dans l'histoire contestataire du Maroc indépendant (post-1956), est de rassembler des acteurs hétérogènes aux idéologies distinctes dans l'ensemble du royaume autour de revendications politiques, socioéconomiques et identitaires. L'ensemble des contributions réunies dans le numéro « Retour sur les situations révolutionnaires arabes » de la *Revue française de science politique* (2012) « insiste sur l'importance du rapprochement momentané de groupes que tout sépare et différencie en conjoncture routinière » (Bennani-Chraïbi et Filleule, 2012,781). Le Mouvement du 20 février se compose essentiellement de membres d'associations comme l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), de partis d'opposition de gauche², d'organisations politiques islamistes non reconnues comme *Al Adl wal Ihsane*³ (« Justice et bienfaisance ») et d'indépendants⁴. Il semblerait que « protester ensemble nécessite de mettre en sourdine, ne serait-ce que provisoirement, les animosités et la méfiance qui traversent aussi bien la gauche que les islamistes et

---

¹ Dès le communiqué constitutif en date du 14 février 2011 (Annexe B), le mouvement de contestation se présente sous le nom du « Mouvement du 20 février » (*Harakat 20 febrayer*) et ses auteurs se présentent sous l'expression des « Jeunes du 20 février » (*Chabab 20 febrayer*).

² Dans l'opposition parlementaire : le Parti socialiste unifié (PSU), le Parti d'avant-garde démocratique socialiste (PADS), et le Congrès national *ittihadi* (CNI); dans l'opposition non parlementaire : *Ennahj Addimocrati* (« La Voie démocratique »)

³ Alors qu'il avait adhéré au Mouvement du 20 février dès le début des mobilisations, *Al Adl wal Ihsane* annonce son retrait le 19 décembre 2011.

⁴ Les indépendants sont ceux qui sont exclus de la politique instituée ou qui y occupent une position marginale (Bennani-Chraïbi et Jeggillaly, 2012, 873)

qui opposent « organisés » et « indépendants », ceux qui sont intégrés au sein de la politique instituée et ceux qui en sont exclus ou qui y occupent une position marginale » (Bennani-Chraïbi et Jeggllaly, 2012, 873).

Fondé par des jeunes de Rabat, la capitale marocaine, le Mouvement du 20 février dénonce ouvertement l'autoritarisme et le « *Makhzen* économique⁵ », et réclame l'indépendance de la justice, la séparation des pouvoirs et la justice sociale. Cette contestation met à mal le consensus sur la transition démocratique, auquel se prête une large majorité d'acteurs politiques et sociaux marocains, pour accompagner les changements que connaîtrait le système de gouvernement depuis la fin des années 1990 (Vairel, 2007, 109). Ce consensus propose un discours transitionnel qui consiste à reconnaître un processus de nature politique, mené d'abord par le roi Hassan II (1961-1999) et ensuite par son fils le roi Mohammed VI (depuis 1999), conduisant vers un régime démocratique. La volonté du Mouvement de rompre avec ce discours se traduit par son exigence de la mise en place d'une nouvelle constitution « démocratique votée par une assemblée constituante élue démocratiquement », ainsi que d'un véritable gouvernement de transition provisoire qui serait chargé d'initier les revendications du Mouvement du 20 février.

C'est la première fois, depuis les « années de plomb⁶ » et l'arrivée au pouvoir du roi Mohammed VI en 1999, qu'un mouvement social affirme pleinement sa volonté politique contestataire⁷. Contrairement aux partis politiques qui participent à la

---

⁵ Le *Makhzen* est un terme pour désigner l'appareil étatique marocain, géré par le Palais royal contrôlant le gouvernement. L'expression « *Makhzen* économique » est employée par Najib Akesbi (18 mai 2011) pour désigner l'emprise de la famille royale et de ses proches sur l'économie du pays. Sur le sujet, voir aussi Graciet et Laurent (2012).

⁶ Les « années de plomb » est un terme employé au Maroc pour désigner la période allant des années 1960 aux années 1980, sous le règne de Hassan II, père de Mohammed VI, caractérisée par une forte violence répressive contre les opposants politiques.

⁷ Il est toutefois à noter qu'il existe un « front du refus », appellation mobilisée par les gouvernants, composé de partis politiques, d'organisations et de militant-e-s. Ces acteurs de l'extrême gauche, islamistes ou défenseurs radicaux des droits humains n'entrent pas dans le consensus transitionnel et

politique officielle, permise par les institutions contrôlées par le Palais royal, le Mouvement du 20 février s'inscrit dans le politique comme champ d'affrontement collectif plus large et plus profond. Au lendemain de l'indépendance en 1956, le Parti de l'indépendance, *Istiqlal*, et notamment sa tendance socialiste, s'oppose à l'accaparement du pouvoir par le monarque. Les mouvements de gauche entament dès lors une longue lutte contre le régime monarchique, qui ne prend fin qu'avec une relative ouverture politique au début des années 1990. Symbolisée par le multipartisme, cette « timide libéralisation du régime » (Vermeren, 2002, 91) aboutit en 1998 à l'entrée au gouvernement de l'opposition, formée en une coalition (la *Koutla*) entre l'Union socialiste des forces populaires (USFP), l'*Istiqlal* et le Parti du progrès et du socialisme (PPS). Cette alternance, permise par la renonciation des partis de la *Koutla* à toute contestation politique (Vairel, 2012, 225), marque le début de l'idéologie transitionnelle, qui n'est finalement rien de moins que la renonciation à la confrontation dans le champ de la politique officielle.

C'est ainsi que dans les années 1990 et 2000, les mouvements de protestation socioéconomiques s'organisent autour de revendications localisées (Zaki, 2008) qui, bien que parfois politisées, ne touchent pas aux institutions de l'État. Par exemple, le mouvement contre l'impunité des « années de plomb », regroupant des associations des droits humains, s'inscrit dans l'espace politique en demandant la mise en œuvre de procédures judiciaires et en préservant la mémoire des crimes de l'État (Vairel, 2005, 58; 2011). Toutefois, il s'est limité à des revendications sectorielles en matière des droits humains. En dehors des mouvements de protestation, l'AMDH ainsi que quelques partis d'opposition de gauche, ont réclamé une réforme constitutionnelle, qui instaurerait la séparation des pouvoirs et garantirait les droits et libertés (Bendourou, 2012, 392). Cette exigence, reprise dans les revendications du Mouvement du 20 février, vise notamment la nature autoritaire du régime

---

ne modèrent pas leurs revendications ou prises de positions au nom de l'« avancement de la transition » (Vairel, 2007, 80).

monarchique marocain, concédée par les cinq constitutions précédentes, où le monarque détient un statut hégémonique vis-à-vis des autres institutions (Bendourou, 2012, 392).

Aussi, trois semaines après les manifestations du 20 février 2011, Mohammed VI répond lors du discours du 9 mars 2011 par l'annonce d'importantes réformes constitutionnelles et la mise en place d'une Commission consultative de révision de la constitution (CCRC), dont les membres sont nommés par le roi (Mamfakinch, 2011). Organisé en coordinations locales qui prennent leurs décisions en assemblées générales, le Mouvement du 20 février refuse de répondre à l'invitation de la Commission qu'il juge illégitime (Mouvement du 20 février, 2011a). La stratégie de désamorçage du Mouvement passe par la délégitimation de ses revendications : le Palais royal mobilise une large majorité d'acteurs politiques et sociaux autour de projets de réformes qui confirmeraient la transition démocratique et en consolideraient le consensus.

Les premiers mois de manifestations du Mouvement du 20 février se caractérisent par une relative tolérance de la part des gouvernants et de leurs appareils de sécurité, mais leur répression devient vive à partir du mois de mai 2011. Tandis que le « oui » l'emporte le 1^e juillet 2011 au référendum constitutionnel à 98,49%, le parti d'opposition islamiste de la justice et du développement (PJD) remporte les législatives anticipées au mois de novembre 2011 et forme pour la première fois le gouvernement marocain. Depuis, les activistes du Mouvement du 20 février ont continué à mobiliser dans la rue jusqu'à leur deuxième anniversaire, malgré la répression et la diminution du nombre de manifestant-e-s. Les années 2013 et 2014 connaissent un essoufflement de la mobilisation, en même temps que le nombre de détenu-e-s du Mouvement continue à augmenter.

Il est pertinent de questionner la mobilisation de ce mouvement social et sa place dans l'histoire politique de la contestation marocaine, essentiellement pour deux raisons. D'abord, parce qu'il est historiquement et politiquement opportun d'éclairer l'évolution de l'autoritarisme marocain et des acteurs qui s'opposent à lui, d'une part, et d'analyser le développement de leur rapport de force, d'autre part. Le passage de mouvements contestataires dans les « années de plomb » aux mouvements sectoriels dans les années 1990 et 2000, dont les revendications sont plutôt matérielles que politiques, et la naissance d'un nouveau mouvement contestataire en 2011, alliant d'anciens et de nouveaux acteurs, interrogent sur l'évolution des revendications adressées aux gouvernants depuis l'indépendance du Maroc. L'analyse du Mouvement du 20 février nous fait revenir sur l'histoire contemporaine de l'autoritarisme marocain qui se renouvelle et, par la même occasion, sur l'histoire de la négociation des règles du jeu politique. En effet, depuis la répression des « années de plomb », les opposants auraient appris à s'autolimiter plutôt que de se confronter aux gouvernants; autolimitation dont les frontières semblent être repoussées par les activistes du Mouvement du 20 février.

Ensuite, parce qu'il est intéressant d'étudier l'évolution théorique dans l'analyse des mobilisations au Maroc, d'une part, et de mettre la sociologie des mouvements sociaux à l'épreuve du contexte autoritaire marocain, d'autre part. Depuis la relative ouverture politique au début des années 1990, le régime marocain est généralement analysé sous une perspective transitologique, où les mobilisations relèveraient d'une société civile qui accompagnerait le processus de « démocratisation ». Toutefois, l'insertion du Mouvement du 20 février dans les contestations des régimes autoritaires dans le monde arabe remet en cause à la fois l'application de la « transitologie » au modèle marocain et le discours idéologique de la transition démocratique au Maroc. Des politologues ont analysé dans les années 2000 les protestations à partir du contexte autoritaire marocain et il importe de resituer le Mouvement du 20 février dans ce même contexte. Aussi serait-il judicieux d'analyser

cette étude de cas à partir d'une théorie de la sociologie des mouvements sociaux afin de contribuer au dialogue entre cette discipline et l'étude des régimes autoritaires.

Aussi, quel discours est mis de l'avant par les activistes du Mouvement du 20 février pour mobiliser les citoyen-ne-s et quelles sont les stratégies mises en place par les gouvernants pour désamorcer la contestation? Sans prétendre expliquer l'émergence et le déclin de la mobilisation, cette étude de cas propose d'analyser le discours du Mouvement du 20 février comme stratégie partielle de la mobilisation, ainsi que les stratégies mises en œuvre par les gouvernants expliquant en partie l'essoufflement de la contestation⁸. Elle a été documentée à travers des articles scientifiques, des ouvrages et des sites internet. Elle a aussi fait l'objet d'une enquête de terrain au sein de la coordination de Rabat, durant laquelle j'ai eu accès aux archives ainsi que rencontré et interviewé de jeunes activistes de la communauté étudiante.

Ce mémoire se divise en trois chapitres. Dans le premier, je construis ma recherche à partir de la revue de littérature complétée par mon enquête de terrain. Je définis la problématique ainsi que les cadres théorique et méthodologique de la recherche. Dans le deuxième chapitre, j'analyse le discours des activistes du Mouvement du 20 février comme stratégie de mobilisation, en étudiant la charte des revendications du mouvement, les tracts de la coordination de Rabat et les slogans. Dans le troisième chapitre, j'analyse la stratégie de désamorçage de la contestation par les gouvernants, à travers les tentatives de délégitimation et la répression. Je montre, dans ce travail de recherche, que les lacunes de la stratégie de mobilisation du Mouvement du 20 février, auxquelles s'ajoute la stratégie de désamorçage par les gouvernants, ont joué un rôle essentiel dans l'essoufflement de la contestation. Je montre également que les efforts pour désamorcer le Mouvement ont concouru à la transformation des pratiques

---

⁸ Le choix des termes « stratégies de mobilisation » soulève un problème dans la mesure où il implique d'attribuer aux acteurs de la mobilisation un volontarisme homogénéisant. Bien que ces termes nous aient paru adéquats pendant la rédaction de ce mémoire, il aurait été plus pertinent de penser en termes de « processus de mobilisation ».

contestataires des jeunes activistes qui poursuivent leurs luttes dans de nouveaux mouvements sectoriels.

CHAPITRE I

CONSTRUCTION DE LA RECHERCHE À PARTIR D'UNE ENQUÊTE DE TERRAIN

Dans ce premier chapitre, je construis la recherche sur le Mouvement du 20 février à partir de la revue de littérature, abondamment complétée par mon enquête de terrain auprès des activistes de la coordination de Rabat. Dans un premier temps, je présente la revue de la littérature scientifique écrite sur les contestations dans le monde arabe, l'autoritarisme, l'histoire des mobilisations au Maroc ainsi que sur la politisation du Mouvement du 20 février et son désamorçage par les gouvernants marocains. Dans un deuxième temps, j'expose le cadre théorique auquel j'ai recours pour analyser mon objet de recherche et en définis la problématique. Dans un troisième temps, j'explique ma démarche méthodologique qui m'a permis de découvrir sur le terrain d'enquête un contexte répressif.

1.1 Revue de littérature : du moment tunisien à l'essoufflement du Mouvement du 20 février

Je commence par mettre en lumière le contexte des contestations dans le monde arabe à travers la littérature scientifique, dans le but de souligner à la fois la synchronicité du Mouvement du 20 février avec cette vague contestataire et la singularité de la contestation dans l'environnement politique marocain. En ce sens, j'examine la littérature scientifique concernant l'autoritarisme, dans la mesure où les activistes du Mouvement du 20 février contestent celui-ci. Je poursuis avec l'analyse de la recherche portant sur l'histoire des mobilisations au Maroc afin d'étudier le Mouvement dans son contexte national, où s'est enracinée une tradition de

contestation politique durant les « années de plomb », puis de protestations socioéconomiques durant les deux dernières décennies. Enfin, j'analyse les travaux qui portent sur la politisation du Mouvement du 20 février et sur son désamorçage par les gouvernants marocains.

1.1.1 De l' « effet d'utopie » arabe au retour de la contestation politique au Maroc

Dans l'ouvrage d'Ayari et Geisser (2011), les auteurs cherchent à « comprendre le Printemps arabe dans la profondeur de son surgissement », à travers une analyse rigoureuse en sept questions clés. Les « révolutions en cours » seraient issues de mouvements populaires et spontanés, réunissant toutes les couches sociales de la nation et souhaitant normaliser le capitalisme et la démocratie. Les auteurs mettent de l'avant le rôle déterminant des femmes issues des milieux populaires dans les mobilisations, la motivation des jeunes par le besoin d'accéder à une vie digne et décente et de procéder à un renouvellement générationnel, et la présence discrète des islamistes. « Révolutions à l'heure d'Internet » plutôt que des « révolutions d'Internet », elles seraient néanmoins menacées par l'influence américaine et par des contre-révolutions militaires. Pour certain-e-s, elles promettent une démocratie authentique; pour d'autres, un chaos généralisé. « Rien ne sera jamais plus comme avant », concluent les auteurs. Toutefois, ceux-ci n'ont pas creusé davantage les cas pour lesquels il serait difficile de parler de « révolutions en marche », au Maroc, en Algérie et en Jordanie, pays qui ont pourtant connu des mobilisations⁹.

L'exclusion de ces pays arabes de l'analyse aurait pu renvoyer de façon judicieuse à un rejet de l'approche culturaliste, qui prétend que l'ensemble du monde arabe, « réfractaire au pluralisme », « souffrirait de la même exception autoritaire et

---

⁹ Pour les mobilisations en Algérie, voir Addi (2011), Baghzouz (2011), Baamara (2012), Dris Aït Hamadouche et Dris (2012); en Jordanie, voir Larzillière (2011; 2013), Verdeil (2011).

constituerait la seule région demeurée en retrait d'un processus planétaire de démocratisation » (Khader, 2009, 242). Mais le recours imprudent à l'expression « printemps arabe », en plus d'être prématuré puisque les issues des mobilisations sont alors incertaines (Haouess, 2012), tend à homogénéiser les situations politiques et les modèles interprétatifs des contestations de l'ensemble du monde arabe. Il est vrai cependant que les pays du monde arabe partagent cette même crise de légitimité de leurs régimes, marquée par les protestations des années 2000, qui, avec le moment tunisien, transforme l'état d'impuissance des citoyens « en sentiment d'hyperpuissance et en volonté d'agir » (Geisser, 2012, 11). Ce moment tunisien aurait réactivé un « effet d'utopie » (Hincker, 1987) aux référents identitaires, inscrit dans une histoire commune des luttes sociales et politiques du monde arabe (Geisser, 2012, 14).

Mais cet « effet d'utopie » n'enlève rien à la complexité et à la singularité de chacune des sociétés arabes et donc à l'importance d'en étudier les contestations dans l'environnement politique qui leur est propre. Selon Bennani-Chraïbi et Jeghllaly (2012), la chute des présidents tunisien et égyptien ne suffit pas à déclencher mécaniquement une vague de protestation au Maroc, mais amène les acteurs protestataires marocains à calculer le jeu politique autrement. Après avoir critiqué les principales grilles de lecture des révoltes dans la région¹⁰, Bennani-Chraïbi et Fillieule (2012) réfutent tout causalisme ou illusion étiologique (Dobry, 1986) pour appréhender les soulèvements et voient la nécessité de recourir à une « sociologie des situations révolutionnaires ». Ils recherchent alors les séquences d'actions et donc les combinaisons de processus activés et vécus par l'ensemble des parties prenantes

---

¹⁰ Pour les travaux d'inspiration marxiste, voir Hanieh (2011), Agathangelou et Soguk (2011), Smith (2011), Amin (2011) et Noueihed et Warren (2012); pour les travaux d'inspiration structuraliste, voir Corm (2011), Bozarlsan (2011), Daguzan (2011), Martinez (2011), Hibou (2011a), Geisser et Krefa (2011), Joffé (2011), Mouhoud (2011-2012), William Baker (2012) et Salt (2012); pour un travail inspiré des théories de la frustration relative, voir Todd (2011); pour les travaux inspirés des théories de la modernisation, voir Badie (2011), Gonzalez-Quijano (2011), Khosrokhavar (2012).

pour déplier les étapes successives qui ont éventuellement conduit à des situations révolutionnaires (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012, 793). Pour décortiquer ces séquences d'action, les chercheurs doivent être dotés « d'une connaissance approfondie de l'historicité des espaces étudiés » puisque les trajectoires et les formes prises par les soulèvements sont très contrastées (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012, 767, 795). La singularité de chaque situation révolutionnaire est au cœur de la réflexion des auteurs qui évitent ainsi les raccourcis intellectuels sur le double présumé « autoritarisme arabe » et « printemps arabe ». Bien que ce mémoire ne prétende pas analyser les séquences d'action de la mobilisation du Mouvement du 20 février, c'est dans la même veine qu'il étudie la situation elle-même dans l'historicité de l'autoritarisme et de la contestation du Maroc indépendant.

1.1.2 Renouveau de l'autoritarisme marocain et autolimitation des acteurs contestataires

Penchons-nous à présent sur la littérature scientifique concernant l'autoritarisme et sa contestation au Maroc. L'ouvrage dirigé par Dabène *et. al.* (2008) se démarque de l'évidence disciplinaire qui inscrit la problématique de l'autoritarisme dans une visée à la fois normative et comparatiste entre les régimes, et pose la thèse selon laquelle l'autoritarisme fait partie intégrante de n'importe quelle logique politique. L'autoritarisme ne saurait seulement être l'affaire de l'État mais aussi celui des dominés, dans la mesure où il serait un phénomène coproduit par des acteurs sociaux aux statuts hétérogènes dans des contextes sociopolitiques donnés (Geisser, 2008). Cette réflexion est à mettre en lien avec celle de Hibou (2011, 9) concernant la vision simpliste d'un pouvoir marocain absolu, en ce sens que les complexités dans les relations entre citoyen-e-s et gouvernants ne sont pas finement analysées. Dans le contexte marocain, c'est le consensus transitionnel des acteurs politiques et sociaux qui aboutit au verrouillage des dynamiques politiques (Vairel, 2007, 114, 125). En

participant à ce consensus, les citoyen-e-s contribuent à l'autoritarisme qui prend une forme renouvelée.

Selon Vairel (2004, 193), « [c]omme théorie en usage chez les acteurs [politiques dominants], l'improbable « transition » que le Maroc a connue renvoie peut-être à la mort du roi [Hassan II en 1999, mais] ne signifie en aucun cas celle de l'autoritarisme » qui passe « d'une configuration [...] à une autre ». Dans le même sens, Camau et Geisser (2003) analysent les mutations successives de l'autoritarisme tunisien, contrairement à plusieurs chercheurs en sciences sociales qui analysent la Tunisie sous le prisme de la « transitologie », ou la théorie de la transition démocratique. Formulée dans les années 1980 pour comprendre le changement en Europe du Sud et en Amérique latine, la « transitologie » est devenue dans les années 1990 « une école dominante dans l'analyse des changements politiques intervenus en Europe de l'Est (dont l'ex-URSS, Union des républiques socialistes soviétiques) et en Afrique subsaharienne à la faveur de la fin de la guerre froide » (Dufy et Thirirot, 2013, 19).

Selon Dufy et Thirirot (2013, 21), l'utilisation extensive, « souvent abusive et simpliste », des outils proposés par les premiers transitologues « a conduit à certaines impasses, notamment à une conception téléologique du changement politique guidée par le modèle implicite de la démocratie occidentale ». L'emprise de la « transitologie » sur le milieu académique dans les années 1990 correspondrait aux préoccupations politiques du moment, pendant lequel « la démocratisation est tout à la fois un objectif politique universel, une valeur morale et un cadre théorique central » (Dufy et Thirirot, 2013, 22). Contrairement aux premiers transitologues qui parlaient prudemment de « *transition from authoritarian rule* » (O'Donnell et Schmitter, 1986) dans le cadre des processus analysés de manière séquentielle et à l'issue incertaine, les seconds moins précautionneux ont parlé de « transition *vers* la

démocratie », où cette dernière est une « finalité de fait normative » (Dufy et Thiriot, 2013, 23).

Le principal mérite de Camau et Geisser (2003) est alors d'étudier sur une temporalité longue le « syndrome » de l'autoritarisme, comme système de gouvernement qui persiste et se renouvelle en Tunisie, tout en expliquant l'improbabilité d'un autoritarisme culturel arabe. Au Maroc, le pouvoir des gouvernants revêt également le syndrome autoritaire : il « a profondément changé d'aspect, sans pour autant se métamorphoser dans ses structures, et a adopté de nouvelles stratégies de contrôle et de répression, sans pour autant abandonner les anciennes » (Mernissi, 2011, 9). Pommerolle et Vairel (2009, 3) soulignent que « [f]ace à une réaction imprévisible de la part de l'État, à des alliances fragiles, et à une opinion publique difficilement mobilisable, les pratiques protestataires observées sont en constante expérimentation » en situation de contrainte. L'exemple du cas marocain illustrerait la difficulté de se mobiliser et donc de s'opposer en régime autoritaire (Vairel, 2008, 213). D'après Vairel (2008, 213, 231), loin de permettre de penser le passage à la démocratie en théorie, la « transitologie » comme proto-science s'est muée en langage de pouvoir et rend plus difficile en pratique l'activité des opposants qui préfèrent demeurer dans l'autolimitation, plutôt que d'entrer en opposition frontale avec les gouvernants. Mais en contestant l'autoritarisme marocain et en tentant de rompre avec le consensus transitionnel, les activistes du Mouvement du 20 février ont repoussé les frontières de l'autolimitation lors des mobilisations. Est-ce à considérer pour autant que les relations de pouvoir entre acteurs contestataires et gouvernants ont été modifiées?

La situation marocaine combinerait mobilisation et maintien de l'autoritarisme, précisément parce que l'espace protestataire participe des transformations de ce dernier (Vairel, 2008, 231). Ce point-ci est d'ailleurs en contradiction avec les propositions de Linz (2000), selon lesquelles l'apathie politique et la démobilisation

sont consubstantielles aux régimes autoritaires (Vairel, 2008, 213). Mais la mobilisation d'acteurs contestataires ne signifie pas pour autant la constitution d'une « société civile » sur la scène politique marocaine. En effet, l'hypothèse d'une « société civile » marocaine est faible, selon Catusse (2002), dans la mesure où le recours à ce concept s'inscrirait dans une mise en récit de la transition démocratique, dont il serait un indice et un vecteur. Il serait alors plus intéressant d'analyser la littérature scientifique qui porte sur l'histoire des mobilisations au Maroc afin de restituer la praxis des mouvements sociaux dans leur contexte autoritaire.

1.1.3 La longue histoire de la négociation des règles du jeu politique marocain

Tout d'abord, faisons un point sur la littérature portant sur l'histoire des mouvements sociaux marocains pendant les « années de plomb ». Selon Al Ayadi (1999), les mouvements de la jeunesse marocaine auraient rompu dès les premières années de l'indépendance avec la monarchie et auraient choisi l'option révolutionnaire : celle de son abolition. Cependant, la thèse révolutionnaire d'Al Ayadi (1999) est à nuancer : si « [l]a génération étudiante 1967-1973 se caractérise par son opposition radicale au pouvoir », « [e]lle se retourne d'abord contre les appareils politiques nationalistes d'opposition jugés « ossifiés » et impuissants face au pouvoir personnel du roi » (Vermeren, 2002, 51). Autrement dit, c'est cette « génération d'étudiants ultra-politisée » d'obédience marxiste-léniniste¹¹ qui aspire à la révolution, pendant que « [l]a génération des indépendances est alors dépassée par ses jeunes contestataires de plus en plus dégagés du nationalisme » (Vermeren, 2002, 51).

---

¹¹ Notamment les mouvements du « 23 mars », en référence à l'émeute du 23 mars 1965 qui a éclaté à Casablanca et qui a causé la mort d'une centaine de civils par les forces de l'ordre, et *Ila al Amam* (« En avant ») fondé en 1972.

Mais un lent processus de désengagement s'en serait suivi entre mouvements politiques, d'un côté, et sociaux, de l'autre (Bouaziz, 1999). Selon Bouaziz (1999), le passage de l'Istiqlal (le Parti de l'indépendance) et de l'Union nationale des forces populaires (UNFP, ancêtre de l'Union socialiste des forces populaires, USFP, née à la suite d'une scission en 1975) de la résistance à une vocation gouvernementale dans le cadre de la monarchie aurait précipité ce processus. De leur côté, les organisations de gauche ont connu un déclin dans les années 1990, en raison de la répression des appareils de sécurité qui sévissait depuis plus de trente ans et de la concurrence des organisations islamistes sur le marché politique (Vairel, 2008, 223). Aussi, selon Bennani-Chraïbi (1999), les années 1990 auraient apporté un désintérêt populaire face aux organisations formelles que les individus ne rejoignent que pour profiter de quelques occasions stratégiques. Toutefois, le passage des mouvements sociaux du défi à l'autolimitation, à la routinisation et à la renégociation des règles du jeu politique, tel que mentionné, n'est pas expliqué par l'auteur.

En revanche, nous trouvons des explications dans la littérature scientifique portant sur les protestations socioéconomiques qui ont suivi les « années de plomb ». Vairel (2008, 226) constate la difficulté des acteurs protestataires à s'opposer et leur nécessité de proposer, de façon presque permanente, des délimitations par lesquelles passe la légitimité de leur action. Au niveau des pratiques, l'auteur analyse l'utilisation du sit-in au Maroc, dans les années 1990 et 2000, à travers son enquête de terrain sur deux organisations qui luttent contre l'impunité des « années de plomb » (Vairel, 2005). Ainsi, le sit-in ferait figure d'enjeu et de terrain de lutte au sein de la coalition contre l'impunité, et entre les acteurs protestataires et les appareils de sécurité (Vairel, 2005, 48). Selon Vairel (2005, 48), « [c]es derniers viennent fixer dans la rue les limites du tolérable ou du répréhensible ».

Effectivement, les mouvements protestataires à Sidi Ifni et Bouarfa, selon les enquêtes de Bennafla et Emperador Badimon (2010) entre 2007 et 2009, et les études

d'Allal et Bennafla (2011)¹², montrent que les gouvernants continuent de gérer les mobilisations périphériques qui se multiplient depuis une décennie en alternant répression et concessions. Bien que leurs revendications matérielles limitent leur portée politique, leurs actions ouvriraient la voie à la contestation pour parler de problèmes publics qui étaient tus jusqu'alors (Allal et Bennafla, 2011, 19). Dans le même sens, Catusse et Vairel (2010) se demandent si les acteurs qui se mobilisent pour la question sociale et le développement, parviennent à arracher des territoires de l'action publique au *Makhzen*. De même pour Catusse (2011), les politiques sociales sont devenues une « affaire d'État », au sens d'arrangements politiques et de transformation de l'action publique par les gouvernants, mais aussi au sens de conflits majeurs qui peuvent remettre en question le pacte social et déstabiliser de ce fait la monarchie.

Néanmoins, l'apolitisme, comme refus des acteurs protestataires de se placer dans le champ politique et illustré depuis les années 1990 par le mouvement des diplômés chômeurs qui revendique le droit au travail, semble être préféré à la contestation politique de front (Emperador Badimon, 2011). Selon les diplômés chômeurs, la revendication *khobsiya* (littéralement « du pain », matérielle) renvoie au nécessaire, à l'urgence et à l'unanime, tandis que la revendication *siyassiya* (« politique ») renvoie à l'accessoire et au différend (Emperador Badimon, 2011, 86). Bien que le Mouvement du 20 février s'inscrive dans la continuité de mobilisations précédentes qui contredisent « le tableau flatteur d'un Maroc en réformes », il se distingue par la politisation ouverte de ses revendications et par la coordination à l'échelle nationale d'actions protestataires grâce aux réseaux sociaux (Bennafla, 2011, 16). Il serait alors intéressant de s'interroger sur le discours du Mouvement du 20 février comme stratégie de mobilisation et la stratégie de désamorçage de la contestation utilisée par les gouvernants.

---

¹² Enquêtes à Sidi Ifni (Maroc) et Gafsa (Tunisie) dans la deuxième moitié des années 2000

1.1.4 Entre mobilisation et désamorçage du Mouvement du 20 février

La politisation du Mouvement du 20 février est examinée de manière différente selon les auteurs. Bennafla et Seniguer (2011) voient un élargissement de la conflictualité politique et une politisation des problèmes sociaux et économiques, tandis que pour Hibou (2011) le Mouvement demeure dans l'« antipolitique » en refusant d'entrer dans le jeu politique officiel et de s'engager sur des options claires. Toutefois, tous ces auteurs se demandent si le Mouvement, par son rejet de la Commission consultative de révision de la constitution (CCRC), est capable de penser la politique en dehors d'une vision étroite et figée du pouvoir. Mais Desrues (2012, 374) balaie d'un revers de main cette hypothèse, en constatant que les propositions peu audacieuses des partis politiques au sein de la CCRC n'ont pas contribué à faire évoluer la monarchie marocaine vers un régime démocratique de monarchie parlementaire.

Pour sa part, Vairel (2012), qui a enquêté à Rabat et Casablanca pendant les neuf premiers mois de mobilisations, ne remet pas en question la politisation des revendications du Mouvement. Il souligne cependant l'autolimitation des activistes qui n'entendent pas mettre fin à la monarchie mais qui réclament une réforme profonde de celle-ci. Seul le choix provocateur des lieux de mobilisations (la Direction de la Surveillance du Territoire, DST) ou de leur point de départ (les quartiers populaires) montrerait un affranchissement vis-à-vis de l'autolimitation, calculée par les acteurs dans les contraintes de la politique autoritaire (Vairel, 2012, 227). Néanmoins, ce que Vairel (2012, 229) désigne par un « radicalisme autolimité » n'est pas pour autant une invitation à réformer la monarchie absolue en une monarchie parlementaire ou constitutionnelle.

Contrairement à l'intention prêtée par plusieurs chercheurs au Mouvement du 20 février¹³, celui-ci ne s'est jamais prononcé sur la nature du régime. En effet, mon enquête de terrain à Rabat révèle que les fondateurs et fondatrices du Mouvement ont préféré s'abstenir quant à la mention d'un type de régime dans la charte des revendications, considérant que face à la multitude des opinions dans le groupe et dans le pays, il revient au peuple marocain d'en décider. Une première version de la charte (Annexe A) aurait inclus comme première revendication l'instauration d'une « monarchie parlementaire », mais qui aurait été retirée en raison de l'objection des partisans d'*Ennahj Addimocrati* (« La Voie démocratique », parti marxiste-léniniste) et des membres d'*Al Adl wal Ihsane* (« Justice et bienfaisance », organisation islamiste) pour être remplacée par la revendication d'une « constitution démocratique ». C'est cette révision de la charte, contenue dans le communiqué constitutif du 14 février 2011 (Annexes B et C¹⁴), qui a été présentée publiquement et qui continue à être le ciment du Mouvement du 20 février à travers le Maroc.

Dans leurs articles sur le Mouvement du 20 février, les chercheurs ont ainsi jugé de la portée réformatrice du Mouvement, eu égard à une revendication qui n'existe pas. En revanche, il est vrai que des pancartes et des slogans de manifestant-e-s indiquaient la préférence pour une monarchie parlementaire. Mais face à la pluralité des tendances idéologiques au sein du Mouvement et à l'absence d'une telle revendication dans la charte, il est impossible de faire fi des diverses opinions pour les homogénéiser en une. Il serait toutefois pertinent de se demander, d'une part, de quelle façon cette fausse revendication s'est répandue aussi bien à la communauté scientifique qu'à celle des journalistes; d'autre part, quelles répercussions son utilisation scientifique comme médiatique a pu avoir sur la mobilisation du Mouvement. Il semblerait qu'en

¹³ Les chercheurs que nous évoquons sont Vairel (2012), Bayloq et Granci (2012), Bennafla et Seniguer (2011), Gonzalez Riera (2011), ainsi que Tourabi et Zaki (2011).

¹⁴ L'annexe B correspond à la version en langue arabe et l'annexe C à la version en langue française du communiqué. Dans la mesure où les deux versions ne sont pas traduites mot à mot, ce travail de recherche se base sur la version en langue française du communiqué contenant la charte des revendications (Annexe C).

l'absence de porte-parole du Mouvement du 20 février, certains acteurs se seraient permis de parler en son nom et déclarer le caractère réformiste de celui-ci. Ceci aurait eu pour conséquence scientifique la propagation d'analyses erronées sur le Mouvement du 20 février, et pour conséquence médiatique de contribuer à la délégitimation de celui-ci lors de ses prises de décision pour les boycotts de la CCRC, du référendum constitutionnel et des législatives anticipées. Politiquement, ceci aurait dénié au Mouvement sa volonté de rupture avec le discours et le consensus transitionnel.

Par ailleurs, les auteurs cités plus haut mettent l'emphase sur la politisation du Mouvement et de ses revendications, ainsi que sur leur autolimitation, sans prêter attention à ce qui habilite les activistes à mobiliser. Les stratégies de légitimation, de motivation et d'orientation de l'action collective sont alors ignorées. En retour, la stratégie de désamorçage du Mouvement par les gouvernants serait à la fois une conséquence de désamorçages politique et social précédents (Ferrié et Dupret, 2011), et provoquée par la voie réformiste du référendum constitutionnel (Tourabi et Zaki, 2011). Ce « plébiscite populaire » aurait renforcé la légitimité et l'image de l'État, au détriment des revendications du Mouvement du 20 février (Gonzales Riera, 2011, 45). Au désamorçage politique et à la propagande médiatique s'ajoute la répression du Mouvement, qui montre les limites établies par la monarchie mais sans entamer la ténacité des activistes (Desrues, 2012, 381). Il serait également approprié de s'interroger sur les répercussions de la stratégie de désamorçage sur la mobilisation.

En somme, le Mouvement du 20 février doit être analysé au-delà de l'« effet d'utopie » arabe, en examinant scrupuleusement la singularité du contexte autoritaire et de l'histoire contestataire du Maroc indépendant. Malgré le renouvellement de l'autoritarisme et l'autolimitation des acteurs contestataires, les activistes du Mouvement ont tenté de rompre avec la longue histoire de la négociation des règles du jeu politique marocain. Cependant, la littérature scientifique tend à mettre en

évidence la politisation du Mouvement et son autolimitation, plutôt qu'à prendre en considération ce qui habilite les activistes à mobiliser et à orienter l'action collective. C'est pourquoi j'opte pour l'utilisation d'un cadre théorique qui me permet d'analyser : d'abord, le discours comme stratégie de mobilisation employée par les activistes du Mouvement; ensuite, la stratégie de désamorçage de la contestation par les gouvernants.

1.2 Théoriser et problématiser la recherche : du processus de cadrage à la répression du Mouvement du 20 février

Ce travail de recherche entreprend l'application de la théorie des cadres (*framing analysis*) au Mouvement du 20 février, pour en expliquer partiellement la mobilisation et le désamorçage¹⁵. Après avoir exposé les questions de la recherche, je définis les concepts mobilisés ainsi que les indicateurs découverts essentiellement sur le terrain d'enquête.

1.2.1. Appliquer la théorie des cadres au Mouvement du 20 février

L'ouvrage de Neveu (1996) offre une synthèse des diverses théories de la sociologie des mouvements sociaux : des théories du comportement collectif (Smelser, 1962; Olson, 1966; Gurr, 1970) aux théories des opportunités politiques (Kitschelt, 1986; Tarrow, 1989), en passant par celles de la mobilisation des ressources (Oberschall, 1973; Tilly, 1976; McCarthy et Zald, 1977), des « nouveaux » mouvements sociaux (Inglehart, 1977; Melluci, 1977; Touraine, 1978; Offe, 1990), du militantisme et de la

---

¹⁵ En effet, cette recherche n'ambitionne pas d'expliquer l'intégralité de la mobilisation et de son déclin, puisque ces deux grandes unités thématiques débordent la capacité de travail et d'analyse réalisable dans un mémoire de maîtrise, mais propose d'en expliquer des éléments significatifs.

construction identitaire (Gaxie, 1977; McAdam, 1988; Bourdieu, 1994), et des cadres de perception ou de l'action collective (Goffman, 1974; Snow *et. al.*, 1986; Klandermans et Oegema, 1987; Gamson, 1992; Benford et Snow, 2000). Bien que toutes ces théories présentent des qualités et des lacunes, je préfère n'en choisir qu'une pour élaborer cette recherche sur le Mouvement du 20 février : la théorie des cadres (*framing analysis*).

Il est vrai que j'aurais pu avoir recours à l'approche du processus politique qui combine l'analyse des structures de mobilisation, des cadres discursifs et de la structure des opportunités politiques. Toutefois, ce mémoire ne présente qu'accessoirement les pratiques organisationnelles du Mouvement du 20 février et de la coordination de Rabat, afin de restituer la construction du discours des activistes dans son cadre organisationnel. Il aurait cependant été intéressant d'analyser les pratiques organisationnelles et les tactiques du Mouvement afin de mieux comprendre les effets de la répression. Mais ce travail de recherche met particulièrement l'accent sur le discours comme stratégie de mobilisation, dans la mesure où la rupture avec le consensus transitionnel est la raison d'être du Mouvement qui apparaît au Maroc au croisement de deux temporalités. D'une part, celle des contestations à l'encontre des régimes autoritaires dans le monde arabe; d'autre part, à l'échelle nationale marocaine, celle de la contestation politique des « années de plomb » et des protestations socioéconomiques des deux dernières décennies.

La théorie des cadres nous permet alors d'analyser les diagnostics et pronostics élaborés par les activistes ainsi que les motivations qu'ils et elles ont mises de l'avant. En retour, la théorie des cadres nous permet d'analyser les stratégies des gouvernants de délégitimer la contestation, mais non leurs stratégies répressives. Si la théorie des cadres a été choisie pour sa capacité à expliquer les stratégies de mobilisation et de démobilisation, elle présente le désavantage de ne pas mettre de

l'avant la continuité existante entre les cycles de mobilisation, comme le fait l'approche du processus politique.

Comment la théorie des cadres peut-elle aider à comprendre la stratégie de discours pour mobiliser dans le cadre du Mouvement du 20 février, ainsi que les stratégies de désamorçage de sa contestation? À partir des failles soulevées dans la revue de littérature et de mon enquête de terrain à Rabat, je réponds dans les deux prochains chapitres aux questions sous-jacentes suivantes. À quel cadrage de discours les activistes du Mouvement du 20 février ont-ils/elles procédé pour mobiliser les citoyen-ne-s? Quels cadrage et contre-cadrage les dirigeants ont-ils opéré pour délégitimer la contestation et ont-ils été suffisants pour désamorcer le Mouvement? Quelles sont leurs répercussions ainsi que celles de la répression sur la mobilisation?

1.2.2 Définir les concepts : cadrage, cadres, contre-cadrage et répression

Comme l'écrit Contamin (2009, 38; 2010, 55), « une mobilisation ne dépend pas tant de la disponibilité de ressources, de l'ouverture d'opportunités politiques ou d'un calcul coûts-bénéfices que de la façon dont ces différents éléments sont perçus ». Selon McAdam, McCarthy et Zald (1996), la médiation entre opportunité, organisation et action passe par les significations et les définitions communes que les acteurs donnent à leur situation (Revillard, 2004, 11). En ce sens, le processus de cadrage (Snow *et. al.*, 1986) conditionne la perception des acteurs et correspond aux « efforts stratégiques conscients déployés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective » (McAdam, McCarthy et Zald, 1996, 6).

En d'autres termes, le concept de cadrage ou de processus de cadrage renvoie au « travail de construction de sens engagé par toutes les parties prenantes à une

mobilisation collective » (Contamin, 2009, 38; 2010, 55). Celui de « cadre » est ainsi forgé pour rendre compte des représentations que les acteurs des mouvements sociaux ont construites de la réalité (Contamin, 2010, 57). Il fait précisément référence à ce qui habilite ces acteurs à « localiser, percevoir, identifier, classer les événements de leur environnement, de leur vécu et du monde » (Goffman, 1991, 21; Neveu, 1996, 90) pour orienter l'action collective. De cette façon, les activistes sont engagé-e-s dans des activités de production et de reconduction du sens auprès des autres participant-e-s du mouvement social, des adversaires, ainsi que de leurs auditoires ou des observateurs (Benford et Snow, 2012, 223). De leur côté, les opposants aux changements préconisés par un mouvement social peuvent procéder à un « contre-cadrage » pour démobiliser les participant-e-s et désamorcer leur contestation. Le contre-cadrage correspond donc à leurs efforts « pour réfuter, ébranler ou neutraliser les mythes d'une personne ou d'un groupe, ses versions de la réalité ou son cadre interprétatif » (Benford, 1987, 75).

Pour qu'il y ait mobilisation, il serait nécessaire que les participant-e-s s'alignent sur un cadre commun, à partir de trois opérations essentielles de cadrage. Selon Contamin (2009, 40), Benford et Snow (2012, 225-226), ils et elles doivent s'accorder sur un diagnostic de la situation (cadrage de diagnostic), sur un moyen d'y remédier ou de s'y attaquer (cadrage de pronostic), ainsi que sur les motivations qui rendent l'action possible (cadrage motivationnel). En ce qui concerne le cadrage de diagnostic, plusieurs études de cas se sont concentrées sur les « cadres d'injustice » (Gamson, 1992; 1992a), produits par des acteurs qui définissent comme injustes les actions d'une autorité (Benford et Snow, 2012, 226-227). Elles démontreraient sur des bases empiriques que ces cadres d'injustice se retrouvent dans divers types de mouvements sociaux, sans pour autant affirmer comme Gamson (1992a, 68) que tous les « cadres de l'action collective sont des cadres d'*injustice* ». Le cadrage de diagnostic concerne avant tout l'identification d'une faute ou d'une responsabilité, dans la mesure où les mouvements sociaux cherchent à modifier une situation

problématique (Benford et Snow, 2012, 227). Les activistes du Mouvement du 20 février identifient, pour leur part, un ensemble de problèmes politiques, socioéconomiques et identitaires, desquels les gouvernants seraient responsables.

Le cadrage de pronostic implique que soient proposés une solution au problème ou un plan d'attaque avec des stratégies à mettre en place (Benford et Snow, 2012, 228). Toutefois, des contraintes pèseraient sur les cadrages de pronostic :

Comme pour d'autres activités de cadrage, il est important de rappeler que le cadrage de pronostic s'effectue dans une arène multi-organisationnelle qui comprend les différentes organisations formant l'économie d'un mouvement social, leurs opposants, des cibles d'influence, des médias et les auditoires auxquels ils s'adressent. Aussi n'est-il guère surprenant que l'activité de cadrage de pronostic d'une organisation de mouvement social implique typiquement de réfuter la logique ou l'efficacité des solutions préconisées par ses opposants et de justifier ses propres solutions. (Benford et Snow, 2012, 228)

Ainsi, les activistes du Mouvement du 20 février exigent l'élaboration d'une constitution démocratique *versus* les constitutions « octroyées » précédentes, le remplacement du système de gouvernement contre la « tyrannie » du régime actuel, et politise les revendications des protestations sectorielles précédentes. Enfin, le cadrage motivationnel passe par la construction de vocabulaires de motifs qui justifient et convainquent les potentiel-le-s participant-e-s de s'engager dans une action collective (Benford et Snow, 2012, 229-230). Dans une étude sur le mouvement pour le désarmement nucléaire aux États-Unis, Benford (1993) a identifié quatre vocabulaires de motifs : les vocabulaires de la gravité, de l'urgence, de l'efficacité et de la justesse de l'action collective (Benford et Snow, 2012, 230). Les activistes du Mouvement du 20 février, quant à eux et elles, procèdent à un cadrage motivationnel d'indignation, de colère, et de sentiment de mépris, transformés en capacité des citoyen-ne-s à se prendre en main.

Selon Benford et Snow (2012, 238), « les cadres sont développés, produits puis élaborés non seulement par les trois opérations essentielles de cadrage déjà évoquées mais aussi par trois ensembles de processus imbriqués qu'on peut concevoir comme discursifs, stratégiques et conflictuels. » Les processus discursifs renverraient aux actes de langage ainsi qu'aux communications écrites des membres du mouvement social dans le cadre de ou en rapport avec les activités de celui-ci (Benford et Snow, 2012, 238). Le caractère innovant des cadres de l'action collective ainsi produits résiderait dans la manière dont ses éléments idéationnels sont juxtaposés et articulés, de telle sorte qu'ils proposent un nouveau point de vue ou une nouvelle interprétation (Benford et Snow, 2012, 238). Parmi ces éléments, les questions, croyances et événements accentués « fonctionnent en quelque sorte comme des synecdoques qui font ressortir et symbolisent le cadre ou le mouvement plus large dans lequel ils s'inscrivent » (Benford et Snow, 2012, 239). Certains slogans, tels que « Dignité, liberté, justice sociale » ou encore « Vive le peuple! » dans le cadre du Mouvement du 20 février, illustrent cette fonction.

Les processus stratégiques, quant à eux, réfèrent au processus d'alignement de cadre susmentionné, afin de rapprocher les intérêts des mouvements sociaux et leurs cadres interprétatifs de ceux des membres potentiels et des soutiens effectifs et potentiels (Benford et Snow, 2012, 239). Toutefois, comme le souligne Contamin (2009, 45; 2010, 75), « l'essentiel n'est pas tant qu'il y ait alignement des cadrages, mais que le désalignement puisse être assez occulté pour qu'on puisse faire croire à un tel alignement ». En effet, le « présupposé aligniste » de la théorie des cadres est remis en cause, par Dobry (1986, 31) par exemple qui avance l'idée théorique, empirique et méthodologique suivante (Contamin, 2010, 75) :

C'est pour des « raisons », des « motifs » ou des « intérêts » hétérogènes ou, mieux, sous l'effet de séries causales ou de « déterminismes » largement indépendants les uns des autres que, en des sites sociaux distincts, des groupes ou des individus sont incités à se saisir de mobilisations lancées par d'autres, à les

investir d'autres significations et à leur donner ainsi, par leur « entrée dans le jeu », d'autres trajectoires historiques.

Enfin, les processus conflictuels correspondent aux contestations des cadres de l'action collective élaborés. Les disputes sur les cadres au sein des mouvements sociaux interviennent lors des complications dans l'alignement ou l'occultation des désalignements des cadres. Dans son analyse du mouvement pour le désarmement nucléaire aux États-Unis, Benford (1993a) conclut que « les conflits internes étaient aussi utiles que préjudiciables aux mouvements sociaux et à leurs organisations » (Benford et Snow, 2012, 244). Au regard des définitions offertes par Benford et Snow (2012) et de la critique théorique de l'« alignisme » des cadres (Contamin, 2009; 2010), il est difficile d'appréhender séparément les processus discursifs, stratégiques et conflictuels qui tendent à s'entremêler et se confondre. La distinction nette entre ce qui relève de la construction identitaire et idéationnelle d'un mouvement social et ce qui émane de sa stratégie de recrutement de participant-e-s potentiel-le-s serait une erreur analytique. Les discours émis et les stratégies mises en place par les activistes du Mouvement du 20 février s'imbriquent dans une même logique de mobilisation et d'orientation de l'action collective, qui passe par la délibération, la négociation et les rapports de force entre les acteurs impliqués.

Par ailleurs, il est important de définir le concept de répression, bien qu'il n'appartienne pas à la théorie des cadres. McAdam *et. al.* (2001, 69) en donnent une définition large : il s'agit pour eux des « efforts pour supprimer tout acte contestataire ou tout groupe ou organisation responsable de ces derniers » (Combes, 2009, 462). Pourtant, selon Combes (2009, 466), la littérature sur les mouvements sociaux a développé une focale assez étroite de la répression, les travaux sur le sujet s'étant essentiellement portés sur la répression policière lors d'actions protestataires. De plus, « [e]n mettant l'accent sur le moment manifestant, la majorité des travaux laissent de côté les autres formes de répression étatique. » (Combes, 2009, 467). Earl

(2003, 47) préconise de croiser dans l'étude l'identité des agents de la répression, le caractère de l'action répressive et la possibilité d'observation. L'auteure souligne qu'à côté de la coercition, d'autres actions répressives de l'État peuvent avoir des effets sur la mobilisation comme, dans le cas tunisien, « le processus de criminalisation de toute activité politique qui ne serait pas agréée par le pouvoir central » (Hibou, 2005, 15). Par ailleurs, Combes (2009, 467) relève un autre biais de l'intérêt pour l'interaction entre acteurs protestataires et État : l'absence de prise en compte des acteurs non-étatiques. Comme je l'explique dans le troisième chapitre, la répression à l'encontre des activistes et des manifestant-e-s du Mouvement du 20 février est, à partir du mois de juin 2011, sous-traitée par de nouveaux acteurs répressifs : les « baltagias ».

1.2.3 Des indicateurs découverts sur le terrain d'enquête

Dans le cadre de cette recherche, les indicateurs du cadrage du Mouvement du 20 février, du contre-cadrage et de la répression de la part des gouvernants ont essentiellement été découverts sur le terrain d'enquête. Les indicateurs du processus de cadrage correspondent avant tout aux discours véhiculés par les activistes pour inciter à la mobilisation. Un examen attentif des revendications du Mouvement, à travers la charte des revendications, les slogans scandés pendant les mobilisations et les tracts appelant à manifester, permet de reconstituer ledit processus. Les décisions politiques prises en assemblées générales au sein des différentes coordinations du Mouvement du 20 février ainsi que les actions collectives font aussi partie intégrante du processus de cadrage. S'il appert plutôt difficile d'analyser ces dernières comme indicateurs, en raison des diverses intentions des acteurs qui y ont contribué et des diverses significations qui peuvent leur être attribuées, je montre davantage quelles incidences elles ont eu sur la mobilisation.

La critique du cadre d'analyse amène Contamin (2009, 45; 2010, 75) à proposer son assouplissement afin de lui permettre d'envisager certains questionnements. D'une part, il s'interroge sur les limites des processus de cadrage initiés par le centre (les entrepreneurs « centraux » *versus* les entrepreneurs « locaux » de la mobilisation) et sur les fragiles conditions qui permettent à la diversité des cadres subsumés par une même mobilisation de tenir ensemble. De la même manière, j'analyse le processus de cadrage du Mouvement du 20 février initié par le centre (les fondateurs et fondatrices du Mouvement ainsi que les activistes de la coordination de Rabat), tout en tenant compte de ses limites et de sa fragilité pour mobiliser.

D'autre part, Contamin préconise d'étudier les stratégies dont usent les opposants à une mobilisation pour mettre en question le fragile cadre construit, le contre-cadrage n'étant qu'un élément presque marginal pour ce faire. Dans le contexte autoritaire marocain, je montre l'utilisation de la répression est utilisée parallèlement au contre-cadrage pour mettre fin à la contestation. Les indicateurs du contre-cadrage se rapportent, d'une part, au discours et aux décisions politiques dans le cadre du « contre-projet » royal pour la poursuite du modèle de l' « exception marocaine »; d'autre part, au discours dépréciateur véhiculé par les médias sur les activistes et le Mouvement du 20 février. Quant aux indicateurs de la répression, cette recherche met en lumière ses pratiques physique comme psychologique, dans des logiques de dissuasion et de coercition.

1.3 Démarche méthodologique : à la découverte d'un contexte répressif

Afin d'analyser le processus de cadrage du Mouvement du 20 février ainsi que le contre-cadrage et la répression dont le Mouvement fait l'objet, j'ai procédé à la collecte des données à travers des méthodes de recherche qualitatives : la recherche documentaire ainsi que le dépouillement d'archives et l'entretien compréhensif

(Kaufmann, 2004) pendant mon enquête de terrain dans la capitale marocaine. Après avoir présenté la recherche documentaire, j'expose les limites au niveau de l'espace et de l'échantillon du terrain d'enquête. Je brosse également un tableau du terrain, à la fois accessible grâce à des informateurs ouverts et dangereux en raison de l'objet de la recherche.

1.3.1 Limite spatiale et échantillonnage du terrain d'enquête

J'ai enquêté auprès de jeunes activistes de la coordination de Rabat du Mouvement du 20 février, du 1er avril au 14 mai 2013, en accordant une attention particulière aux activistes issu-e-s de la communauté étudiante. Rabat est la ville où le Mouvement a été fondé avant d'être repris dans les autres villes du Maroc au sein de coordinations locales et présente l'avantage d'être le centre politique du pays, qui regroupe à la fois les institutions nationales mais aussi les sièges syndicaux, partisans et associatifs. Je suis consciente que la limite spatiale diminue l'exhaustivité de l'étude du Mouvement qui ne saurait se limiter à la seule capitale qui présente une histoire politique spécifique et qui se constitue d'activistes plus éduqué-e-s qu'ailleurs au Maroc. D'autres villes et villages, avec leurs propres dynamiques de mobilisation, auraient pu avoir mon attention. Toutefois, cette limite spatiale m'a permis de m'entretenir également avec des activistes fondateurs qui ont rédigé la plateforme du 14 février 2011, contenant les neuf revendications du Mouvement du 20 février, reprise par chaque coordination locale créée.

L'autre limite se situe au niveau de l'échantillon des activistes retenu. Tout d'abord, en raison du contexte répressif de mon terrain d'enquête, le nombre d'activistes interviewé-e-s a été limité à huit individus, bien que j'en aie rencontré davantage. Ces huit activistes proviennent de groupes socioéconomiques divers. De plus, j'avais à l'agenda d'autres rendez-vous prévus, jusqu'au 16 mai 2013, et je prévoyais la

possibilité de compléter ma liste d'entretiens entre le 30 mai et le 7 juin 2013. Cette contrainte du terrain limite la multiplicité des perceptions et des expériences : par exemple, seul-e-s trois activistes interviewé-e-s ont une appartenance politique partisane ou associative. Bien que je dispose de huit récits de vie, je ne mobilise que faiblement les sociohistoires individuelles des activistes, dans la mesure où l'objectif n'est pas tant de les analyser à la manière de l'analyse processuelle de l'engagement individuel (Fillieule, 2011). Les propriétés et trajectoires biographiques des activistes sont plutôt nécessaires dans cette recherche pour montrer que le processus de cadrage du Mouvement se situe au croisement de multiples expériences, à la fois individuelles et collectives. Ensuite, sur les huit activistes seules deux sont de sexe féminin. Bien que ces deux jeunes femmes laissent entendre lors de nos entretiens que les rôles au sein de la coordination ne sont pas « genrés », il aurait été intéressant d'analyser les attitudes et les implications des activistes en fonction de leur sexe. Enfin, en ne retenant dans mon enquête que des jeunes de 19 à 28 ans, j'ai exclu plusieurs générations de militant-e-s qui auraient pu m'apporter d'autres regards sur le Mouvement, sa mobilisation et son désamorçage.

Par ailleurs, une autre limite empirique et méthodologique est à souligner : il s'agit de la difficulté de recueillir et de générer des données quantitatives pour évaluer l'ampleur de la mobilisation. Certaines sont indisponibles, comme le nombre exact d'arrestations et d'emprisonnements; d'autres sont incertaines, comme le nombre et la fréquence des manifestations ayant eu lieu à Rabat et sur le reste du territoire national, ainsi que le nombre de personnes et d'organisations mobilisées.

1.3.2 Un terrain accessible grâce à des informateurs ouverts

Par l'intermédiaire d'un ami marocain rencontré à Montréal, j'ai fait la connaissance de quelques jeunes activistes de la coordination de Rabat dès mon arrivée sur le

terrain, en début avril 2013. Mon réseau s'est agrandi au fur et à mesure de l'enquête, grâce aux réseaux personnels et militants des activistes rencontré-e-s. Ainsi, le terrain m'a paru accessible et favorable pendant la majorité de la période de l'enquête. En effet, mon statut de jeune chercheuse universitaire canadienne d'origine marocaine, venue enquêter sur le Mouvement du 20 février d'outre-Atlantique, m'a ouvert les portes du monde des jeunes activistes de Rabat. Me situant dans la même tranche d'âge que les activistes rencontré-e-s et partageant les mêmes valeurs non conformistes dans une société traditionnelle, j'ai été facilement acceptée par eux/elles et leurs ami-e-s, et me suis liée d'amitié avec plusieurs d'entre eux et elles. Mes rencontres avec les activistes et leurs ami-e-s dans des lieux publics ont été quasi quotidiennes, m'offrant une meilleure compréhension de leur univers militant, du fonctionnement de la coordination de Rabat et du Mouvement en général. De plus, cette interaction continue nous a permis d'échanger des réflexions politiques et sociales, nous enrichissant mutuellement de points de vue à la fois activiste, idéologique et scientifique.

Je souhaitais également observer le modèle organisationnel de la coordination, en assistant à ses assemblées générales, et ses stratégies d'action collective lors de sit-in, manifestations ou autres. Étant cependant très affaiblie, la coordination de Rabat, comme la plupart des autres coordinations à travers le Maroc, n'avait plus organisé de mobilisation publique depuis le deuxième anniversaire du Mouvement et seul un groupe réduit continuait d'assister aux assemblées générales. En revanche, j'ai eu accès aux archives de la coordination pour un dépouillement des premiers documents constitutifs du Mouvement, des tracts distribués pendant l'année 2011 ainsi que des feuilles contenant les slogans scandés pendant les manifestations. Ce dépouillement des archives me permet d'étudier le discours utilisé par les activistes pour mobiliser.

J'ai aussi mené des entretiens compréhensifs auprès des activistes pour recueillir le récit de leurs expériences vécues au sein du Mouvement, avec tout ce que cela

comporte comme données biographiques, perspectives idéologiques et stratégiques. Ce type d'entretien prend une forme de conversation où l'enquêteur, tout en gardant le contrôle de l'entretien, a tout un monde à découvrir grâce à son informateur (Kaufmann, 2004, 51). Selon Kaufmann (2004, 60), « celui qui parle ne se limite pas à livrer des informations : en s'engageant, il entre dans un travail sur lui-même, pour construire son unité identitaire, en direct, face à l'enquêteur, à un niveau de difficulté et de précision qui dépasse de loin ce qu'il fait ordinairement. » Autrement dit, ce travail de précision délivré par l'informateur est riche en information, mais l'enquêteur se doit d'être attentif aux contradictions formulées inconsciemment par son interlocuteur pour une meilleure analyse.

La plupart des entretiens ont été menés dans des lieux publics, généralement sur une terrasse de café; les autres dans des lieux privés, tels que le lieu de travail ou le siège associatif de l'activiste interviewé-e. Dépendamment de la volubilité de l'activiste, ils ont duré entre quarante-cinq minutes et deux heures. Je voudrais signaler que toutes et tous ont accepté l'enregistrement oral de nos entretiens, et que certain-e-s ont même évoqué le fait d'être indifférent-e-s à la divulgation de leur identité. Cette attitude m'a semblé défiante vis-à-vis des gouvernants ou, du moins, être une manière de montrer qu'ils et elles n'ont pas peur d'être affiché-e-s, alors même que je les informais que leurs témoignages resteraient anonymes, au regard du contexte autoritaire marocain¹⁶. D'ailleurs, j'ai rapidement constaté l'éventuel danger qui guette chaque activiste, lors d'un entretien dans un café où se trouvaient également des « baltagias¹⁷ », bien que l'activiste interviewé n'en eut paru ni affecté ni intimidé.

---

¹⁶ Afin de garantir l'anonymat et la sécurité des huit activistes que j'ai interviewé-e-s, je leur ai attribué-e-s des prénoms fictifs.

¹⁷ Terme employé pour désigner les membres du groupe royaliste violent, connu sous le nom d'« Alliance royaliste marocaine » et qui s'en prend régulièrement, depuis le 19 juin 2011, aux manifestant-e-s du Mouvement.

1.3.3 Un objet de recherche dangereux

Le manque de réaction apparente de l'activiste relevait sans doute du contexte contestataire qui prévalait à ce moment-là. Du fait qu'aucune mobilisation publique n'avait été organisée depuis le 20 février 2013 et que le Mouvement semblait essoufflé depuis plusieurs mois, l'activiste en question ne ressentait probablement aucune crainte de représailles de la part des baltagias. Quand je suis arrivée à Rabat, j'ai été étonnée d'observer les activistes parler politique sans détour ni autocensure dans les lieux publics. Je savais pourtant, à la fois à titre de militante des droits humains au Maroc, de sympathisante du Mouvement du 20 février et de chercheuse universitaire, que quelques soixante-dix activistes d'autres coordinations locales du Mouvement étaient détenu-e-s. Mais je n'ai ressenti la proximité du danger qu'après un mois et demi d'enquête.

Le 14 mai 2013, trois ami-e-s dont un activiste, ainsi que moi-même avons été arrêté-e-s par deux policiers en civil, officiellement pour consommation d'alcool. Officieusement, nous l'étions en raison de notre proximité avec le Mouvement du 20 février. Après notre sortie du commissariat grâce à l'intervention téléphonique d'un proche, celui-ci m'a fait part de sa conversation houleuse avec un agent du ministère de l'Intérieur qui l'a invectivé. L'agent me faisait savoir que mon enquête devait prendre fin puisqu'elle n'aurait jamais dû commencer, que je n'avais plus le droit de communiquer avec mes ami-e-s, que nous avions été « vendu-e-s » par un agent secret infiltré dans notre groupe d'ami-e-s, que personne ne devait être mis au courant de ce qui s'était réellement passé, que mon téléphone était désormais sur écoute, que je resterais sur la liste de surveillance du ministère de l'Intérieur et que la prochaine fois personne ne pourrait rien pour moi. Pendant les deux semaines qui ont suivi cet épisode, j'ai reçu des séries de coups de téléphone anonymes dans la journée comme dans la nuit.

Sous le choc et terrorisée par l'intimidation, j'ai coupé tout contact avec mes ami-e-s activistes et leur entourage, sans les en prévenir. Cet épisode a été traumatisant à plusieurs points de vue. D'abord, j'ai été confrontée directement à une forme de répression de la part des gouvernants. Les nuits et les jours qui ont suivi ont été marqués par une peur tenace d'une arrestation imminente et d'une perquisition de la demeure familiale menant à l'arrestation des membres de ma famille. Ils ont également été marqués par une suspicion « paranoïaque », à la fois vis-à-vis des ami-e-s, des voisins et des piétons dans la rue. Ensuite, la culpabilité s'est installée vis-à-vis des ami-e-s abandonné-e-s : j'étais consciente qu'ils et elles ne comprenaient probablement pas la raison de ma soudaine disparition. Mais à côté de la culpabilité liée à l'affection amicale, coexistait une culpabilité éthique vis-à-vis de mes informateurs: celle d'être repartie avec leurs données personnelles sans savoir si les résultats de la recherche leur seraient transmis. Enfin, le traumatisme vécu sur le terrain est demeuré sept mois après mon retour au Québec, avec l'impossibilité d'en parler à mes proches¹⁸. La peur surdimensionnée qu'il m'arrive quelque chose ou qu'il arrive quelque chose à un proche au Maroc, a également eu des répercussions sur ma vie militante au Québec : j'ai délaissé mes activités au sein de mon association des droits humains.

Expérimenter personnellement la répression, après avoir connu des informateurs bienveillants dans un milieu militant visiblement accessible, est difficile aussi bien sous un angle personnel que scientifique. En effet, comment allier l'expérience traumatique vécue sur le terrain et le travail de recherche? Faut-il absolument inclure ce vécu dans la rédaction? Comment l'inclure alors même que mes proches ignorent l'issue de mon enquête de terrain et que je crains des représailles de retour au Maroc? C'est la colère et l'indignation ressenties au fil des mois qui m'ont permis de m'ouvrir à mes ami-e-s au Québec, à mon directeur de recherche et, enfin, à ma

---

¹⁸ Seul mon conjoint a été mis au courant à mon retour au Québec, lui faisant promettre de ne pas en dire un mot.

famille. À partir de cette libération progressive, j'ai renoué avec mes ami-e-s de Rabat, décidé d'inclure mon expérience d'intimidation dans ce mémoire, et repris mes activités militantes de manière plus intensive qu'auparavant. Dès lors, mon engagement politique en tant que chercheuse est devenu plus que jamais indéniable.

Dans ce mémoire, derrière une écriture qui tend vers l'objectivité, se cache une expérience subjective qui demande à être révélée, pour dénoncer la réalité d'un contexte répressif. La coercition est dirigée à l'encontre des activistes et de leurs proches, ainsi que des chercheur-euses de nationalité marocaine enquêtant sur un objet de recherche considéré par les gouvernants comme étant dangereux. En effet, la découverte d'un contexte répressif à mon corps défendant a également été éprouvante à l'égard de mon statut de chercheuse d'origine marocaine. Contrairement aux chercheurs-euses étrangers-ères qui enquêtent sans être inquiété-e-s par le ministère de l'Intérieur, ma nationalité marocaine est handicapante au point où je doute de pouvoir retourner sur ce terrain pour une nouvelle recherche en science politique.

Quant aux chercheurs français que j'ai rencontrés à Rabat au début de mon enquête de terrain, donc avant mon expérience de la répression, ils m'avaient assurée que je ne craindrais rien en réalisant ma recherche sur le Mouvement du 20 février. Prenant pour acquis que « le Maroc est l'un des pays les plus sécuritaires du monde arabe pour les chercheurs », ils ignorent peut-être que leur liberté sur le terrain d'enquête est un privilège dû à leur statut étranger. C'est ce statut qui leur confère le pouvoir de produire un savoir scientifique, et plus particulièrement politologique et critique, sur le Maroc. Au contraire, la production de savoir politologique des chercheur-euses marocain-e-s est circonscrite à long terme à des objets de recherche inoffensifs.

CHAPITRE II

UN DISCOURS À L'ENCONTRE DE L'IDÉOLOGIE TRANSITIONNELLE

Ce deuxième chapitre analyse le processus de cadrage opéré par les activistes du Mouvement du 20 février à Rabat, comme stratégie de mobilisation. Pour ce faire, j'étudie le discours émis par ses acteurs à partir de trois éléments du corpus de recherche. D'une part, la charte des revendications est la plateforme première sous laquelle se présente le Mouvement, à la fois aux citoyen-ne-s et aux gouvernants. D'autre part, les tracts, rédigés par le comité de communication pour appeler aux manifestations et distribués par les activistes, incitent les citoyen-ne-s à se mobiliser dans une lutte commune. Enfin, les slogans scandés, qui sont formulés et coordonnés pendant les manifestations par le comité des slogans, expriment les idées autour desquelles se rassemblent les manifestant-e-s et adressent un message particulier aux gouvernants.

Le processus de cadrage du Mouvement du 20 février par les activistes semble s'articuler autour d'un discours à l'encontre de l'idéologie transitionnelle émise par le Palais royal et véhiculée par une large majorité d'acteurs politiques et sociaux au Maroc. Mais il n'est pas aisé de juger de la réussite de ce discours comme stratégie partielle de mobilisation des citoyen-ne-s. Dans un premier temps, j'analyse l'enjeu des disputes de cadrage à travers le cadre de la démocratie. Dans un deuxième temps, j'analyse l'alignement des cadres sur le démenti du processus de « démocratisation », initié depuis le début du règne de Mohammed VI en 1999. Dans un troisième temps, j'analyse la politisation des citoyen-ne-s comme stratégie de cadrage, ainsi que les expériences militantes des activistes du Mouvement.

2.1 La démocratie : un enjeu des disputes de cadrage

Dans leur charte, les fondateurs et fondatrices du Mouvement du 20 février font de la constitution démocratique la revendication prioritaire pour l'instauration d'un régime démocratique au Maroc. Toutefois, le contenu d'une telle constitution fait l'objet de mésententes entre les divers groupes d'acteurs qui se disputent le processus de cadrage. À travers la genèse du Mouvement du 20 février, j'explique comment les fondateurs et fondatrices ont élaboré au départ un cadre commun de la démocratie, au sein d'une organisation décentralisée. Ensuite, l'analyse du cadrage de pronostic pour une constitution démocratique me permet de montrer l'improbabilité d'une modification des relations de pouvoir entre les acteurs contestataires et les gouvernants. Pour finir, l'analyse de l'hétérogénéité des acteurs au sein du Mouvement me permet d'expliquer comment la difficile cohésion idéologique a mis en danger le processus de cadrage.

2.1.1 Décentralisation d'un mouvement contestataire à vocation démocratique

Durant le mois qui précède la manifestation du 20 février 2011, six à douze jeunes de Rabat se rassemblent à huis clos dans le local de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) pour débattre de la situation politique au Maroc. Plusieurs d'entre eux et elles se sont connu-e-s lors de manifestations en soutien avec les peuples tunisien et égyptien pendant les premières semaines de janvier 2011. D'autres parmi eux et elles ont aiguisé leurs arguments politiques sur les réseaux sociaux avant de joindre le reste du groupe. Pour la plupart, ils et elles sont sans affiliation politique ou associative préalable mais côtoient des militant-e-s associatifs¹⁹ et politiques engagés

---

¹⁹ Des associations telles que : AMDH, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), Mouvement alternatif pour les libertés individuelles (MALI), Union nationale des étudiants marocains (UNEM), etc.

dans la gauche non-gouvernementale²⁰ (Desrués, 2012, 362). Face aux révoltes qui surviennent dans le monde arabe, ces jeunes de la capitale contestent la théorie de l'« exception marocaine », relevant du discours transitionnel qui présente le Maroc comme un espace d'exception politique au sein du monde arabe. L'évolution politique s'y ferait dans la tranquillité au sein d'une monarchie qui représenterait la continuité, l'unité et la cohésion de la nation, et qui serait le moteur des réformes et du progrès (Saint-Prot et Rouvillois, 2013). Dénonçant l'autoritarisme, ils et elles s'unissent autour d'un projet commun : la création d'un mouvement contestataire qui revendique la démocratie au Maroc. D'emblée, les fondateurs et fondatrices du mouvement, qui constitueront selon leur terminologie le « noyau », se mettent d'accord pour écarter leurs dissensions idéologiques. Afin d'élaborer un cadre commun de la démocratie, ils et elles travaillent sur une plateforme qui constituera leur charte de revendications (Annexes B et C).

Après avoir renoncé à la date du 27 février, coïncidant avec l'anniversaire du Polisario²¹, ils et elles arrêtent une nouvelle date et lancent le 14 février sur le site YouTube leur première vidéo, « Ana maghribi-a » (« Je suis marocain-e »), accompagné du texte du premier tract appelant à manifester le dimanche 20 février 2011 (Mouvement du 20 février, 2011b). Dans cette vidéo, les fondateurs et fondatrices du Mouvement expliquent les multiples raisons pour lesquelles ils et elles sortiront manifester dans la rue le 20 février 2011. Le processus de cadrage pour la démocratie commence dès lors et s'articule autour des thématiques de la liberté, de la dignité (contre le rabaissement quotidien des citoyen-ne-s, contre la pratique de la corruption à toutes les échelles sociales, contre la répression policière et pour le jugement des gouvernants « voleurs ») et de la justice sociale (pour l'accès égalitaire

²⁰ Des partis politiques tels que : Parti socialiste unifié (PSU), Parti de l'Avant-garde démocratique et socialiste (PADS), *Ennahj Addimocrati* (« La Voie démocratique »), etc.

²¹ Le front Polisario (Front populaire de Libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro) est le mouvement politique armé qui s'est opposé depuis 1973 à l'occupation espagnole du Sahara occidental et qui s'oppose depuis 1975 au régime marocain pour le contrôle de ce territoire.

à l'éducation, pour un meilleur système de santé, pour la salubrité des logements, pour les droits des travailleurs). Ce sont ces thématiques qui devront constituer le cœur de la constitution démocratique revendiquée.

Lors de leur première conférence de presse, le 17 février 2011 au local de l'AMDH, les fondateurs et fondatrices du Mouvement présentent la charte de revendications et appellent à la création de coordinations locales à travers l'ensemble du pays, à l'image des coordinations contre la vie chère durant la décennie 2000. Créées en l'espace de trois jours grâce aux réseaux de militant-e-s associatifs, syndicaux et partisans, les coordinations locales parviennent à mobiliser le jour de la manifestation une centaine de milliers de personnes dans des dizaines de villes et villages. Pourtant, la veille au soir, le fondateur du groupe sur Facebook « Démocratie et liberté maintenant », présenté par les médias comme l'un des leaders de l'appel à la manifestation, a annoncé au journal télévisé que celle-ci n'aurait pas lieu. À partir du 20 février 2011, les manifestations se multiplient, hebdomadaires dans certaines villes et villages, et mensuelles à l'échelle nationale.

Malgré les réticences voire le boycott de leurs dirigeants, des membres des sections de jeunesse de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et du Parti de la justice et du développement (PJD, parti islamiste) se sont joints à la mobilisation. Aux côtés des « gauchistes » et des jeunes fondateurs et fondatrices plutôt proches des idées libertaires, se sont mobilisé-e-s des militant-e-s du mouvement culturel amazigh et des jeunes islamistes appartenant à des mouvements illégaux ou non reconnus²² (Desrues, 2012, 362). Selon Desrues (2012, 362), l'incorporation de jeunes islamistes d'*Al Adl wal Ihsane* (« Justice et Bienfaisance ») n'allait pourtant

---

²² Telles que *Al Adl wal Ihsane* (« Justice et Bienfaisance »), *Al Badil al Hadari* (« Alliance civilisationnelle ») et *Al Harakat lil Oumma* (« Mouvement pour la Communauté »).

pas de soi, dans la mesure où ce mouvement a pour vocation l'instauration d'un État islamique au Maroc.

Le principe de leur participation à titre exclusivement individuel et citoyen sur la base de l'acceptation de la charte revendicative – et donc de la reconnaissance de l'« État civil » comme forme légitime d'organisation politique –, a permis de dépasser les réticences initiales des « gauchistes » suscitées par les antagonismes idéologiques et la mémoire d'affrontements parfois violents. (Desrues, 2012, 362)

Dès lors, contrôlé par les jeunes activistes, le Mouvement du 20 février se constitue en un mouvement social décentralisé, constitué de coordinations locales et dépourvu de direction, de leaders ou de porte-parole. Au contraire, la force des mouvements sociaux des « années de plomb » tenait au ralliement des citoyen-ne-s autour d'organisations fortement institutionnalisées, dotées d'une organisation centralisée et de leaders charismatiques, à l'image de Mehdi Ben Barka et Abderrahim Bouabid, leaders du parti socialiste dirigeant l'opposition (l'Union nationale des forces populaires, UNFP), ou d'Abraham Serfaty et Abdellatif Laâbi, fondateurs du mouvement marxiste-léniniste *Ila al Amam* (« En avant »).

Les coordinations locales du Mouvement du 20 février sont autonomes et chaque assemblée générale prend ses propres décisions. Si elles sont en mesure de faire les actions qu'elles souhaitent quand elles le souhaitent, elles respectent néanmoins l'appel aux manifestations nationales organisées mensuellement (20 février, 20 mars, 24 avril, 22 mai...) et sont attachées à la charte des revendications, même si certaines coordinations y ont ajouté des revendications ayant trait à leurs problèmes locaux. Autrement dit, non seulement le processus de cadrage n'est pas une exclusivité du centre, c'est-à-dire des fondateurs et fondatrices du Mouvement, mais il est soumis aux tensions internes de chaque coordination locale et de chaque assemblée générale.

La réussite d'une mobilisation ne tient pas seulement au nombre de participant-e-s, mais aussi à la bonne organisation de l'action collective, qui est une partie intégrante

du processus de cadrage pour mobiliser les citoyen-ne-s. Pour ce faire, les coordinations locales s'organisent autour de comités qui travaillent sur les différents aspects de la mobilisation. À Rabat, la coordination en est dotée de cinq : le comité d'organisation qui planifie les manifestations et autres actions collectives; le comité d'urgence qui élabore un plan alternatif en cas d'interdiction d'une manifestation ou de présence des forces de l'ordre sur le trajet initial; le comité de logistique qui prévoit le matériel nécessaire à la réalisation des actions collectives; le comité des slogans qui est en charge de les rédiger et de les coordonner lors des manifestations et autres actions; et le comité de communication qui rédige les communiqués et les tracts, et qui présente les conférences de presse. Les deux derniers comités ont un rôle clé dans le processus discursif du cadrage, dans la mesure où ils produisent et véhiculent les cadres construits par les activistes de la coordination. Quant aux activistes, ils et elles œuvrent au sein des comités qui les intéressent et selon leurs disponibilités.

2.1.2 Une improbable modification des relations de pouvoir

La première revendication donne le ton directif au reste de la charte : elle exige « une constitution démocratique votée par une assemblée constituante élue démocratiquement » (Mouvement du 20 février, 2011). Autrement dit, les cinq constitutions précédentes avalisées par les Marocain-e-s font office de textes sans légitimité, dans la mesure où ils ont été confectionnés dans le haut sérail du roi Hassan II, loin des yeux et de la voix du peuple et de ses représentants. Ce cadrage de diagnostic n'est pas sans rappeler celui de la « constitution octroyée », opéré dès les années 1960 par l'opposition marocaine, qui réclamait déjà l'élection d'une assemblée constituante qui rédigerait le texte constitutionnel (Bouharham et Iraqi, 2011). Soulignons que cette réclamation de l'opposition fut définitivement

abandonnée après la constitution de 1996 (Bouharham et Iraqi, 2011), avant d'être ressuscitée par les activistes du Mouvement du 20 février en 2011.

Ainsi, la première revendication touche à la fois la forme et le contenu de la constitution. Elle prescrit le processus démocratique dans lequel cette constitution doit être rédigée : il revient au peuple marocain d'élire au sein d'une assemblée constituante les personnes qui seront à même de rédiger, puis de voter pour une proposition constitutionnelle qui lui sera soumise. En réponse au discours royal du 9 mars 2011 annonçant une réforme constitutionnelle dirigée par le roi, les activistes de la coordination de Rabat appellent à une manifestation nationale le dimanche 20 mars 2011. Dans leurs tracts, apparaît un cadrage motivationnel d'indignation, où ils et elles somment les citoyen-ne-s de parler de leurs droits face « à l'absurdité de leur réponse à nos revendications ». Les activistes ont l'impression de ne pas être pris au sérieux par le roi et que l'annonce d'une réforme constitutionnelle est une tentative de réduire le Mouvement au silence et de lui retirer toute légitimité politique.

Les différentes assemblées générales des coordinations locales décident de boycotter la Commission consultative de révision de la constitution (CCRC), chargée de l'élaboration d'une nouvelle constitution et à laquelle le Mouvement du 20 février a été convié. Les membres de la CCRC ont été désigné-e-s par le roi, ce qui supposait que les pouvoirs absolus de celui-ci resteraient indiscutés. Lors de la manifestation du 20 mars 2011 et celles qui lui succèdent, les manifestant-e-s réitèrent leur refus d'une constitution non démocratique à travers les slogans suivants :

« Non, non aux constitutions en l'absence des peuples »

« Refus collectif de la constitution makhzénienne et la véritable alternative est une constitution populaire démocratique »

« Dans les poubelles sont jetées les constitutions octroyées »

En participant à la CCRC, l'opposition historique ainsi que la majorité des partis politiques marocains « [ont accéléré] en même temps la dépolitisation du champ parlementaire et [ont illustré] le refoulement d'une conflictualité politique au profit de la recherche permanente d'un consensus avec les autorités centrales » (Bennafla et Seniguer, 2011, 154). De leur côté, les coordinations locales du Mouvement du 20 février ont refusé d'y participer, mais sans non plus se donner pour mandat de rédiger une proposition constitutionnelle pour la lui opposer. Selon Ismail²³, « il aurait fallu proposer des alternatives, comme pour la constitution. Mais les gens n'ont pas la tête à faire ça maintenant. » Même son de cloche pour Amar²⁴ : « Il faut proposer : de la même manière que le pouvoir a proposé la constitution, le Mouvement devait en faire de même. » Le cadrage de pronostic pour une constitution démocratique est resté inachevé, dans la mesure où cette revendication demeure une coquille vide.

Pour leur part, Hibou (2011, 9), Bennafla et Seniguer (2011, 156) critiquent le choix du Mouvement du 20 février de ne pas participer aux travaux de la CCRC, alors même que le Palais royal invite les acteurs politiques à s'exprimer. Il en va de même pour Mehdi²⁵ qui se dit « contre la politique de la chaise vide ». Bennafla et Seniguer (2011, 156) se demandent si le Mouvement est incapable de penser le politique en dehors d'une vision étroite et figée du pouvoir, celle d'un *Makhzen* omniprésent et omniscient comme le suggère Hibou (2011, 8, 10). Selon Hibou (2011, 9), l'invitation des acteurs politiques aux travaux de la CCRC est l'occasion pour les activistes du Mouvement du 20 février d'exprimer leurs revendications, nonobstant la langue de bois pratiquée par les partis politiques. Concernant la commission mise sur pieds par le roi, voici un extrait de mon entretien avec Nasser, qui revient sur les rapports de force entre les partis politiques et le Mouvement :

---

²³ Ismail, 21 ans, étudiant en informatique et gestion industrielle, Rabat, 19 avril 2013

²⁴ Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013

²⁵ Mehdi, 21 ans, étudiant en science politique, Rabat, 2 mai 2013

Le problème, c'est que le Mouvement du 20 février ne voyait pas comment proposer une alternative et les partis politiques ont joué aussi un grand rôle en cassant la dynamique, en jouant un va et vient jusqu'à cette catastrophe.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

En effet, les partis politiques semblent « [préférer] suivre le Palais plutôt que d'entrer dans un rapport de force avec lui » (Hibou, 2011, 10). Hibou (2011, 11) poursuit son idée en écrivant ceci :

Mais il en va de même de la très grande majorité des intellectuels, des journalistes, des bloggeurs et des manifestants, qui disent refuser cette relation au *Makhzen* et vouloir la remettre définitivement en cause mais qui, lui imputant toutes les faiblesses de la société marocaine, non seulement perpétuent une vision intentionnaliste et simpliste d'un pouvoir absolu où n'existe aucune marge de manœuvre, mais, ce faisant, s'empêchent de modifier les relations de pouvoir.

Ce travail infirme cependant le fait que les activistes du Mouvement du 20 février « perpétuent une vision intentionnaliste et simpliste d'un pouvoir absolu où n'existe aucune marge de manœuvre ». Les assemblées générales des coordinations locales du Mouvement ne reconnaissent pas la légitimité de la CCRC, dont les membres ont été désigné-e-s par le roi, pour réviser démocratiquement la constitution. En rejetant une telle commission, nouvel emblème de la politique officielle dirigée par le Palais royal, les assemblées générales ont confirmé leur définition du champ politique dans lequel s'inscrit le Mouvement du 20 février. Les activistes du Mouvement cadrent leur lutte commune et leurs actions collectives dans le champ contestataire, en opposition à la politique officielle, pour certain-e-s, ou parallèlement à elle, pour d'autres. En ce sens, la non reconnaissance de la CCRC, la non-participation à ses travaux ainsi que l'absence d'effort de négociation avec les gouvernants inscrivent la mobilisation du Mouvement du 20 février dans une logique de rapport de force, qui tient moins aux arguments des parties qu'au nombre de leurs tenants.

La perte de vue du contexte régional dans la gestation du Mouvement du 20 février serait une erreur analytique. Bien que les règles du jeu politique aient été longuement

négociées dans l'histoire contemporaine marocaine, les révoltes tunisienne et égyptienne au début de l'année 2011 ont modelé la vocation démocratique du mouvement contestataire marocain. La charte de revendications comme plateforme contestataire devait être acceptée ou rejetée par les gouvernants; la seule forme de négociation prévue devait être la conséquence du nombre de manifestant-e-s mobilisé-e-s dans les rues agissant comme outil de pression sur les gouvernants. Toutefois, la manifestation comme action collective récurrente aurait invisibilisé le Mouvement à force d'exposition, tout comme l'occupation de la voie publique par les diplômés chômeurs avait fini par banaliser leur protestation. Bennafla et Seniguer (2011, 156) relevaient déjà au cours de la première année de mobilisation du Mouvement du 20 février que certain-e-s activistes mettaient en garde contre le risque de banalisation des protestations, dû à la multiplication des manifestations publiques.

Même le fait de sortir tous les dimanches, ça a tué la puissance du Mouvement. Les gens du Mouvement ne veulent pas travailler en dehors des manifestations. Tout le monde veut que le Mouvement soit visible dans la rue, mais ce n'est pas la bonne stratégie. Il faut étudier si ce qu'on fait nous mène vers notre but ou non.

(Ismail, 21 ans, étudiant en informatique et gestion industrielle, Rabat, 19 avril 2013)

Selon Ismail, les citoyen-ne-s ont fini par ne plus répondre à l'appel à manifester des activistes du Mouvement : « C'était le peuple qui devait sortir alors qu'il n'a pas répondu à l'appel. On a continué à sortir même en 2013 mais les gens disaient de laisser le gouvernement travailler. »

2.1.3 La difficile cohésion idéologique des acteurs

Par ailleurs, le modèle acéphale du Mouvement du 20 février rend la négociation avec les gouvernants impossible.

Le [Mouvement du] 20 février n'est pas un mouvement mais une invitation à sortir. Il n'a pas de leader, personne ne peut parler en son nom, les gens parlent en

leur propre nom dans le cadre de cette invitation à sortir. C'est une bonne chose qu'il n'y ait pas de leader : il faut qu'une majorité de personnes revendiquent des choses à ceux qui ont le pouvoir. Il ne faut pas que le Mouvement devienne un parti : dans la rue, nous sommes libres; devenant un parti, soit il suit le système soit il dégage.

(Dounia, 19 ans, étudiante en communication, Rabat, 17 avril 2013)

La distinction nette qui est formulée concernant les rôles respectifs des partis politiques et du mouvement de contestation est significative en ce qui a trait à la définition du champ politique investi : en quittant le champ contestataire, le Mouvement perdrait la possibilité de critiquer la politique officielle comme la majorité des partis politiques. Alors même que la majorité des jeunes activistes interviewé-e-s affiche une distance vis-à-vis des partis politiques et éprouve peu d'estime à leur égard, elle ne cherche pas pour autant à les remplacer face à leur inaction. Cet extrait d'entretien où Nasser évite de répondre à la question sur l'éventualité d'une proposition constitutionnelle alternative par le Mouvement le dénote :

Si la constitution avait été faite démocratiquement, nous aurions été d'accord. Les partis politiques invitaient à voter « oui » au lieu d'expliquer [au peuple] ce qu'elle contient.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Conscient-e-s du rôle majeur que devraient jouer les partis politiques auprès des citoyen-ne-s marocain-e-s, les activistes du Mouvement ont des attentes à leur égard qui, ils et elles le savent, ne seront probablement pas satisfaites. Comme l'écrit Hibou (2011, 11), « ils rejettent les partis, quels qu'ils soient, et leur dénie, par avance, toute capacité de changement sans penser à se substituer à eux, ni même à se structurer et organiser des instances de représentation, de négociation et de médiation. » Cette forme d'attentisme, suggérée par Hibou (2011), est complexe en ce que la contestation se suffirait à elle-même, alors même que l'espoir que les acteurs institutionnels répondent aux revendications du Mouvement est limité. Mais l'ancrage du Mouvement du 20 février dans le champ contestataire permet

d'expliquer l'attentisme supposé de ses activistes. En se constituant en un mouvement contestataire ouvert aux diverses tendances politiques, les activistes souhaitaient redynamiser la vie politique marocaine, que les partis de gauche et autres organisations politiques auraient contribué à élargir vers un champ politique d'affrontement.

Toutefois, Amar estime que l'utilisation par les activistes du Mouvement des mêmes stratégies de mobilisation que les militant-e-s de gauche pendant les « années de plomb » relève pour lui d'un « faux militantisme » auquel il suggère de mettre fin.

Le faux militantisme, c'est de prendre juste les aspects du militantisme et ne pas vraiment proposer un projet qui peut, selon moi, concurrencer le projet du pouvoir. Le pouvoir il est là, moi je crois qu'il ne faut pas le casser mais plutôt proposer quelque chose qui, elle, est meilleure que ce que propose le pouvoir. C'est-à-dire que le pouvoir ne se retrouvera plus seul, il y aura un autre pouvoir à côté, qui est plus alternatif, et en devenant plus fort, bien sûr les autres ne peuvent pas résister, c'est impossible.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Selon lui, la « récupération politique » du Mouvement du 20 février par les partis de gauche ainsi que leur inefficacité dans le système politique marocain doivent amener les activistes du Mouvement à réfléchir aux stratégies de mobilisation et d'orientation de l'action collective.

Ce que je trouve dommage dans les partis de gauche, c'est qu'ils veulent ressusciter un mouvement des années soixante-dix et garder les mêmes structures de ce mouvement. Alors [le Mouvement du 20 février] c'est la même lignée que ce militantisme, sauf qu'aujourd'hui on a d'autres choses : internet, la propagande des médias, la propagande de la musique, l'art aussi fait partie de cette propagande. C'est-à-dire que les armes appartenant à l'époque des militants de gauche, c'est devenu les armes du système. Donc tu ne peux pas combattre ces armes avec quelque chose de vieux. Il faut vraiment développer tes armes aussi pour se battre contre eux, sinon tu reproduis la même chose, les mêmes causes.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Pour Hibou (2011, 11), en refusant d'entrer dans le jeu politique officiel, le Mouvement du 20 février ne peut porter ses revendications sur la scène politique, faute d'alimenter le débat de fond. Toutefois, Hibou (2011) ignore dans ses propos l'hétérogénéité des acteurs, et donc des idéologies qui coexistent au sein du Mouvement, qui ne lui permet pas non plus de se positionner dans la sphère instituée. En effet, des partis de l'opposition de gauche, des syndicats, des associations, le mouvement islamiste *Al Adl wal Ihsane* (« Justice et bienfaisance ») ainsi que des indépendants, représentant une pluralité de tendances idéologiques et construisant chacun un cadre de l'action collective, ont répondu présents à l'appel des fondateurs et fondatrices du Mouvement du 20 février.

C'est cette même hétérogénéité qui a mis le processus de cadrage du Mouvement en danger. Selon Snow (2001, 11), « les cadres de l'action collective sont partiellement dérivés des idéologies disponibles, au travers d'un processus conjoint d'articulation et d'amplification ». Comme le souligne Desrues (2013, 415), l'hétérogénéité est commune dans les mouvements sociaux, mais devient un problème sérieux quand elle est synonyme d'incompatibilité idéologique, comme c'est le cas entre la gauche et l'islamisme au Maroc. L'alliance de circonstance entre les partis de gauche et les islamistes d'*Al Adl wal Ihsane* au sein du Mouvement mène inmanquablement à la question des jeux d'influence et de pouvoir. Amar relève l'aspect dérisoire de cette alliance aux négociations incohérentes :

À un moment, il y avait des gens qui disaient qu'il ne faut pas bouger, attendre les directives... Lesquelles, celles de leur parti? Ouai... L'alliance *Ennahj* [*Addimocrati*] et *Al Adl* [*wal Ihsane*], c'était bizarre. On était entré dans la politique à la marocaine, à l'officielle : nous on sort, vous restez, on attaque par là et vous vous faites ça... Il faut que ça s'organise plus.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

En ce sens, les fondateurs et fondatrices du Mouvement ont eu un rôle central dans la gestion des conflits qui opposaient les activistes de la coordination de Rabat, pour

prévenir l'avortement d'un mouvement fragile en émergence au sein duquel les disputes de cadrage étaient dès le départ difficiles à éviter. Le « noyau » a rapidement imposé la règle du consensus au sein de l'assemblée générale, au détriment de la règle « un vote, une voix » qui n'était utilisée qu'en dernier recours. Selon Chapouly (2011),

[i]l s'agit davantage d'un fonctionnement minimaliste visant avant tout à préserver la virginité idéologique du mouvement des prédations partisans et de l'influence du nombre présagé de chaque tendance, que d'une pure volonté de dépasser une modalité démocratique considérée comme désuète.

Cependant, cette « virginité idéologique » évoquée par Chapouly (2011) correspond davantage à une stratégie discursive, amorcée à huis clos pendant la gestation du Mouvement du 20 février pour à écarter les dissensions idéologiques, qu'à une réalité empirique. En évitant que le Mouvement du 20 février ne s'apparente à une organisation particulière, le défi des fondateurs et fondatrices était alors de créer un mouvement à vocation démocratique dans lequel une majorité de citoyen-ne-s se reconnaîtrait.

Selon Ilias²⁶, les partis de gauche ainsi que le mouvement islamiste *Al Adl wal Ihsane* auraient toutefois essayé de phagocytter la coordination de Rabat en amenant aux assemblées générales un maximum de personnes de leurs formations, pendant la première année de mobilisation. Alors que les membres de ces formations ont été invité-e-s à joindre le Mouvement à titre individuel, la récupération de la coordination de Rabat par les partis selon leur agenda politique se serait tout de même faite, au désarroi des membres du noyau. Selon Nasser, les partis politiques « travaillent sur leur agenda politique, ils essaient d'imposer leur point de vue pour l'intérêt de leur parti au lieu de travailler pour le peuple marocain, qu'ils soient de gauche, islamistes... » Les partis politiques s'adonneraient à des calculs politiques plutôt que de jouer un rôle mobilisateur auprès des citoyen-ne-s. En tentant d'imposer leurs

²⁶ Ilias, 22 ans, étudiant en ingénierie, Rabat, 25 avril 2013

cadres de l'action collective, ils sont perçus par les membres du noyau comme des acteurs qui tirent profit d'un mouvement de contestation sans participer à son essor.

Nasser ajoute :

Ce qui a miné cette dynamique impulsée par le Mouvement, ce sont les conflits entre partis, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Mouvement. Même ceux de l'extérieur pouvaient avoir des discussions qui cassaient le Mouvement de l'intérieur : nouvelle constitution et nouveau gouvernement pour l'intérêt de l'État plutôt que pour l'intérêt du peuple.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Les rapports de force entre les acteurs politiques à l'intérieur et à l'extérieur du Mouvement du 20 février auraient accentué les disputes de cadrage en son sein. Au niveau interne, ces disputes sont illustrées par les tensions, parfois vives et agressives, entre les militant-e-s des diverses factions politiques lors des assemblées générales.

Un jour, les gens en sont arrivés aux mains. À l'entrée du local, un homme et une femme se tiraient les cheveux. L'homme était d'*Al Adl wal Ihsane*, la femme je ne me souviens plus.

(Ilias, 22 ans, étudiant en ingénierie, Rabat, 25 avril 2013)

Ces conflits entre forces politiques auraient rendu difficile la construction d'un cadre commun. Ismail, par exemple, regrette la présence de la première force d'opposition marocaine, les islamistes d'*Al Adl wal Ihsane*, dans les rangs du Mouvement du 20 février :

J'aurais préféré qu'*Al Adl [wal Ihsane]* ne fasse pas partie du Mouvement. Le nombre importe peu, il s'agit d'avoir un objectif commun avec la même stratégie pour y arriver.

(Ismail, 21 ans, étudiant en informatique et gestion industrielle, Rabat, 19 avril 2013)

Les fondateurs et fondatrices du Mouvement du 20 février ont tenté d'éviter les disputes de cadrage en écartant leurs dissensions idéologiques et en élaborant un

cadre commun de la démocratie. Toutefois, le processus de cadrage n'est pas une exclusivité du noyau et est soumis à des rapports de force au sein de chaque coordination locale et de chaque assemblée générale. Malgré les luttes internes, les assemblées générales du Mouvement ont fait front commun et rejeté la politique officielle en refusant de joindre les travaux de la CCRC. En essayant de maintenir un rapport de force avec les gouvernants, les acteurs auraient invisibilisé le Mouvement en ayant un recours abusif à la manifestation comme action collective. De plus, l'hétérogénéité des idéologies au sein du Mouvement s'est traduite par des tentatives d'imposition des cadres particuliers des acteurs en concurrence, mettant le cadre commun de la démocratie en danger.

2.2 « Dignité, liberté, justice sociale! » : haro sur le processus de « démocratisation »

Malgré sa mise en danger par les disputes de cadrage au sein du Mouvement, le cadre commun de la démocratie a été stabilisé grâce à la convergence autour de thématiques centrales qui lui servent d'ancrage et durent dans le temps. Mot d'ordre des contestations dans le monde arabe repris par les activistes du Mouvement du 20 février, le slogan « Dignité, liberté, justice sociale! » s'est rapidement imposé à travers le territoire marocain. Dans les revendications de la charte comme dans les tracts et les slogans, les thématiques de la dignité, la liberté et la justice sociale rappellent que le processus de « démocratisation » engagé par le roi Mohammed VI est une duperie. À partir des éléments du corpus de recherche, je montre d'abord que la mobilisation dénonce l'échec du système de gouvernement marocain, ensuite qu'elle remet en cause la « société de cour » organisée autour du roi et de son entourage, enfin qu'elle politise des revendications jusque-là sectorielles laissées en dehors du champ politique.

2.2.1 L'échec du système de gouvernement

Certaines revendications de la charte indiquent la voie à suivre pour doter la constitution d'un fond démocratique : « une justice indépendante et plus généralement la séparation des pouvoirs », « la dissolution du parlement et la destitution de l'actuel gouvernement ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition chargé d'initier les revendications du Mouvement du 20 février » (Mouvement du 20 février, 2011). Les activistes du Mouvement attachent donc de l'importance aux procédures constitutionnelles et au légalisme de la politique instituée, mais s'attaquent à ceux et celles qui siègent dans les institutions législative et exécutive de l'État marocain, perçu-e-s comme irresponsables. Le cadrage de diagnostic de l'irresponsabilité des représentants et des gouvernants marocains s'accompagne d'un cadrage de pronostic pour remplacer le système de gouvernement en vigueur. Ainsi, les revendications de la charte sont reprises dans ce slogan scandé à l'échelle nationale :

Les masses disent : la seule solution de toutes les solutions, c'est de faire tomber le gouvernement, dissoudre le parlement, changer la constitution, libérer la justice, libérer les médias. Écoute la voix du peuple, écoute les fils du peuple, écoute les filles du peuple : que le *Makhzen* s'en aille et que le Maroc soit une terre libre!

Le parlement marocain est décrédibilisé, comme le démontre le slogan suivant :

« Ô Maroc, ô Marocain, ô Marocaine! Notre parlement est une pièce de théâtre »

Il symbolise un centre décisionnel à la fois impuissant et intouchable. Dans le tract du mois de novembre 2011 appelant au boycott des législatives anticipées prévues pour le 25 novembre 2011, le texte laisse place à l'image : un dessin représente les citoyen-ne-s criant « Nous ne voterons pas », ainsi qu'une urne barrée sur laquelle est inscrit « la corruption ». Au bas de l'image, apparaît le message suivant : « Marocain et Marocaine, les élections sont une pièce de théâtre ». À ce moment, s'opère un cadrage motivationnel de l'irrespect et du mépris ressentis par les citoyen-ne-s, de la part de leurs représentants et gouvernants. La référence répétée à l'illusion et à la

comédie, par l'expression « pièce de théâtre », illustre une institution en mal de légitimité, où les représentants siègent mais sans s'acquitter de leur mandat.

Siégeant sans véritables pouvoirs, les représentants en chambre auraient échoué dans l'amélioration des conditions de vie des Marocain-e-s et bénéficieraient pour leur part de salaires faramineux. Les critiques sociales énoncées dans les trois slogans suivants sont accompagnées de critiques qui touchent au pouvoir, à son organisation, à son institution législative et à ses pratiques liberticides. Ces slogans montrent l'inéluctable stagnation des conditions de vie, puisque les citoyen-ne-s ne sont nullement autorisé-e-s à s'exprimer et que leurs représentants et gouvernants sont incapables d'apporter le moindre changement. Le message soulève le lien intrinsèque entre le fonctionnement du système politique et les politiques sociales. Ici, apparaît de nouveau un cadrage motivationnel d'indignation : la forme négative et péjorative (« ni », « sans », « honte ») accuse les déficiences des politiques sociales et celles des pratiques du pouvoir, pendant que l'antinomie des termes (villas/bidonvilles, parlement/matraque) souligne les contradictions sociales et politiques.

« As-tu réalisé, ô parlement, que certains sont sans toit et que d'autres ont faim? »
 « Olala, quelle honte! Villas et bidonvilles, le parlement et la matraque »
 « Voilà le Maroc : ni santé ni éducation, ni expression ni organisation du pouvoir »

Les contradictions énoncées dressent un portrait peu reluisant du système politique et des gouvernants marocains, accusés de perpétuer un modèle politique, économique et social qui ne convient pas aux citoyen-ne-s. L'indignation de ces dernier-ère-s semble remettre en question le système de gouvernement, contre lequel les manifestant-e-s s'insurgent. D'un côté, la confiscation du pouvoir par le *Makhzen* ainsi que l'irresponsabilité du gouvernement et du parlement sont dénoncées. De l'autre, les citoyen-ne-s prennent conscience de leur rôle à jouer dans la société et prennent la

parole pour se faire entendre par les gouvernants. En effet, un nouveau cadrage motivationnel met de l'avant la capacité des citoyen-ne-s à se prendre en main :

- « Vous les gouvernants en échec, donnez au peuple la parole »
- « Le peuple veut la fin du *Makhzen* »
- « Peuple marocain, marche, marche, vers la victoire et la libération »
- « Vive le peuple! »

Les revendications qui suivent dans la charte démentent le processus de « démocratisation » annoncé à la fin des années 1990 par la monarchie. En 2011, les activistes du Mouvement du 20 février se battent encore pour la justice et la liberté d'opinion, que les organisations des droits humains n'ont cessé de réclamer depuis les années 1980 (Gonzales Riera, 2011; Vairel, 2005; 2008; 2011). Procédant à un cadrage de pronostic contre la « tyrannie », ils et elles exigent « la libération de tous les prisonnier-e-s politiques et d'opinion ainsi que la traduction devant la justice de tous les responsables des arrestations arbitraires, des « disparitions », des tortures et des répressions sauvages ». Cette revendication est illustrée par le slogan suivant :

- « Le peuple veut la fin de la tyrannie »

D'autres slogans visent les pratiques répressives des forces de l'ordre. La répression est une réalité de toutes les contestations et protestations au Maroc. Les émeutes durant les « années de plomb » se sont souvent terminées en bain de sang, et les protestations des vingt dernières années ont souvent connu la répression policière. En effet, Vairel (2005), Bennafla et Emperador Badimon (2010) ainsi qu'Allal et Bennafla (2011) montrent dans leurs travaux que le « pouvoir central » continue à fixer dans la rue les limites du tolérable et du répréhensible selon lui. Il délimite le champ politique général à partir de sa répression des manifestations de rue, circonscrivant les mobilisations à des revendications sectorielles à incidence économique, sociale et culturelle, et les obligeant à demeurer en dehors du champ d'affrontement collectif.

Dans les slogans scandés par les manifestant-e-s, Ilias reconnaît ceux qui ont été conçus par le comité des slogans et ceux qui ont été repris des luttes d'organisations et d'étudiant-e-s universitaires des années 1990. Mon travail d'enquête à Rabat démontre que la circulation de la mémoire militante se fait par trois voies. D'abord, par la présence au sein du Mouvement de militant-e-s des anciennes générations; ensuite, d'enfants de militant-e-s des anciennes générations; enfin, de jeunes militant-e-s appartenant à des partis politiques et associations dirigé-e-s par les militant-e-s des anciennes générations. Les premiers slogans font à la fois allusion à la répression et à la politique, tandis que les seconds font plutôt référence à la résistance et à la lutte continue. Par exemple, le comité des slogans a lancé ceux-ci :

« Assez, assez de l'encerclement policier, assez, assez de l'hypocrisie politique »

« Manifester est un droit légal : *Makhzen* de quoi as-tu peur? »

Voici, par ailleurs, quelques slogans anciens repris des luttes précédentes :

« Pas de recul, la bataille va de l'avant »

« La répression ne nous terrorise pas, le meurtre n'aura pas raison de nous, le peuple donne sens à notre activisme »

« On a promis aux familles soit le changement soit la mort »

Dans le tract appelant à la manifestation du 20 mars 2011, à la suite du discours royal du 9 mars 2011 annonçant une réforme constitutionnelle, l'égalité entre les citoyen-ne-s, la justice et la libération des détenu-e-s politiques sont exigées et opposées à la tyrannie. Les activistes appellent les citoyen-ne-s à s'unir pour parvenir au changement démocratique : « Oui au changement! Tous ensemble pour la dignité, la liberté et la démocratie ». Une autre revendication de la charte est le jugement de « tous ceux qui sont impliqués dans le pillage, la gabegie et la dilapidation des richesses du pays » (Mouvement du 20 février, 2011). Il est à noter que ces revendications reprennent également des termes spécifiques à la gauche de

l'opposition historique marocaine, tels que « les répressions sauvages » et « la gabegie » (Ben Barka, 1962, 3, 9). Néanmoins, Vairel (2012, 224) souligne que pour le mouvement contestataire actuel, le marxisme n'est plus qu'un horizon régulateur des pratiques, loin de la dénonciation de l'impérialisme et de ses « valets », laissant place au lexique des droits et aux idées de démocratie, dignité et liberté.

À la suite des élections législatives anticipées du mois de novembre 2011 remportées par le parti islamiste de la justice et du développement (PJD), les activistes du Mouvement appellent à la dernière manifestation de l'année 2011, le dimanche 25 décembre. Dans le tract, une image symbolisant le *Makhzen* désigne la corruption et la tyrannie du régime. Symbole de la corruption et de la tyrannie, le *Makhzen* est aussi le premier à véhiculer le langage transitionnel au Maroc. Au bas de l'image, est inscrit un message qui laisse entendre que la lutte au sein du Mouvement du 20 février est directement dirigée contre le *Makhzen*, c'est-à-dire contre l'appareil étatique géré par le roi et son entourage : « La lutte continue jusqu'à la défaite de la corruption et de la tyrannie ». De la même manière, la corruption est dénoncée par les manifestant-e-s :

« Le peuple veut la fin de la corruption »

2.2.2 Une remise en cause de la « société de cour »

Le système de gouvernement marocain est dominé par le roi et son entourage. Certains slogans scandés lors des manifestations du Mouvement du 20 février visent les gouvernants²⁷ : il y a, d'une part, ceux qui se rapportent au roi Mohammed VI; d'autre part, ceux qui se rapportent à son entourage. Cette distinction permet de voir en quoi la fonction de roi est jusqu'à un certain point respectée, bien qu'elle soit dans

²⁷ Ces slogans ont été recueillis dans le blog de Larbi (2011)

la ligne de mire des manifestant-e-s. Alors que le roi est relativement épargné dans la mesure où les slogans s'en prennent plus à son absolutisme qu'à sa personne, l'ancien premier ministre Abbas El Fassi²⁸ et les conseillers du roi, Fouad Ali El Himma et Mounir El Majidi, sont stigmatisés. De manière générale, ces slogans reflètent un cadrage de diagnostic contre l'autocratie et le favoritisme qu'elle engendre.

Bien que les slogans ne mentionnent pas directement le roi, il est aisé de les reconnaître à travers les railleries des sacralités et des prérogatives qu'il accumule. La propagande autour de sa personne, faite par les médias officiels, est également l'objet d'une satire : chacune de ses actions serait « une offrande royale » que le peuple marocain doit applaudir et chacun de ses déplacements doit être célébré à la manière d'une « société de cour ». Dans son mémoire sur le Mouvement du 20 février, Chapouly (2011) utilise l'expression « le burlesque de la « société de cour » » pour analyser les slogans tournant en dérision la fonction du roi. En effet, dans les anciens régimes d'Europe, la cour représentait une société où les sujets sociaux et leur interdépendance engendraient des codes et des comportements originaux. Dotée d'une cour, cette société tout entière s'organisait à partir d'elle et la domination du souverain s'y affirmait par la soumission politique et symbolique des courtisans. La domination du souverain sur l'ensemble du pays n'était qu'une extension de son autorité sur sa cour. Le slogan commençant par « Il arrive, il arrive » et complété par différentes marques de déférence et d'obédience à l'égard du roi Mohammed VI, démontre ironiquement la nécessité de reproduire la société de cour à chacun de ses déplacements à travers le pays.

Il arrive, il arrive... réparez-lui les routes
 Il arrive, il arrive... déroulez-lui les tapis
 Il arrive, il arrive... faites-lui planter des arbres
 Il arrive, il arrive... préparez-lui les drapeaux
 Il arrive, il arrive... à genoux devant lui
 Il arrive, il arrive... faites-lui le baisemain

²⁸ Abass El Fassi était le premier ministre du Maroc du 15 octobre 2007 au 29 novembre 2011

Selon Elias (1933), les rouages de la société de cour fonctionnent comme mécanismes de l'absolutisme. L'étiquette est le moteur de cette société : en réglant la place, la fonction, l'attitude de chacun dans un jeu à l'équilibre instable, elle est un instrument de domination du souverain qui règne en maître (Cornette, 2002). La société de cour est une mise en scène permanente qui permet de maintenir les privilèges des grands, la hiérarchie entre eux et la distance qu'ils doivent afficher notamment à l'égard de ceux qu'ils considèrent leur être inférieurs (Cornette, 2002). En conservant les privilèges de la noblesse en même temps qu'il l'opprime, le souverain exerce d'abord sa domination sur le pouvoir exécutif, comme le décrit le slogan suivant²⁹ :

La réforme constitutionnelle... est une offrande royale
 Le conseil des ministres... est une offrande royale
 La désignation du gouvernement... est une offrande royale
 Celle des commissions... est une offrande royale
 Celle des Cheikhs des confréries... est une offrande royale
 La réalisation des revendications... est une offrande royale

La domination du pouvoir exécutif fait également du roi celui par qui les politiques publiques passent et se réalisent.

L'inauguration des hôpitaux... est une offrande royale
 Et celle des routes et des aéroports... est une offrande royale
 Et même la maison de l'étudiant... est une offrande royale
 Le nettoyage des plages... est une offrande royale

Ensuite, la domination du roi apparaît dans sa domination de la hiérarchie sociale par laquelle il peut gratifier certains sujets et leur permettre de s'élever dans la société.

Le protocole et la chancellerie... sont une offrande royale
 Le limogeage et la nomination... sont une offrande royale

Le roi est aussi celui qui initie la pratique de la corruption, grâce à laquelle ses favoris gravissent l'échelle sociale :

Les falsifications et les passe-droits... sont une offrande royale

---

²⁹ Le slogan a été décomposé et exposé en désordre afin d'en faciliter l'analyse.

Enfin, sa domination politique et sociale est tellement grande qu'elle s'exerce directement sur la vie de ses sujets. Généreux, le roi est celui qui détient le droit de vie et de mort, protège par son autorité religieuse, guérit et pardonne :

Les donations et les aumônes... sont une offrande royale
 Le bien-être et la vie... sont une offrande royale
 Et même la prière de la pluie... est une offrande royale
 La prière contre les calamités... est une offrande royale
 Et la guérison du cancer... est une offrande royale
 Et le pardon des pêcheurs... est une offrande royale

La charité extravagante du roi, désignée par l'expression répétitive et superlative « offrande royale », offre une réflexion sur le dysfonctionnement politique et la déresponsabilisation des institutions exécutive et législative. La satire, comme la démonstration par l'absurde, fait observer les tares d'un système de gouvernement réduit à un seul homme, et à son entourage, et conscientiser les citoyen-ne-s sur leurs droits bafoués. Les manifestant-e-s scandent « Ça suffit les sacralités, on veut plus de liberté! » et raillent la majorité des partis au pouvoir qui participent à l'élaboration de la nouvelle constitution et relaient le discours transitionnel. Ils et elles prêtent à ces partis les paroles de ce slogan : « Ne t'en fais pas, ne t'en fais pas! Ni gouvernement ni parlement », adressées au roi pour le rassurer sur son pouvoir absolu qu'ils ne tenteront pas de lui retirer. Lors d'une entrevue, Dounia dénonce l'accaparement des pouvoirs par le roi et s'indigne du fait que celui-ci ne rende pas de comptes aux citoyen-ne-s. Elle explique ainsi que « soit ce sont ses conseillers qui le conseillent mal, et dans ce cas à quoi il sert, soit il est au courant de la situation du pays, et encore une fois à quoi il sert? »

Le décèlement de slogans qui se rapportent au roi nous éclaire doublement sur la politisation des manifestant-e-s du Mouvement du 20 février. D'un côté, le fait que la fonction du roi fasse l'objet de railleries populaires est la marque d'une épiphanie politique de la part d'une société marocaine qui jusque-là ne critiquait pas

publiquement le roi. D'un autre côté, le fait que le roi ne soit pas directement attaqué par les slogans *ad hominem* montre aussi une forme d'autocensure de la part des manifestant-e-s. Cette forme d'autocensure joue également un rôle dans le processus de cadrage du Mouvement du 20 février : il s'agit à la fois de dénoncer l'absolutisme tout en évitant d'exclure ou de mettre en fuite les tenants de la monarchie qui souhaitent la démocratisation du régime. Bien que le roi ne soit pas ciblé par les slogans *ad hominem*, l'est-il sans doute par association lorsque son entourage est accusé de favoritisme et de corruption. En effet, un cadrage motivationnel de colère et d'affirmation de citoyen-ne-s responsables est déployé à l'encontre des proches conseillers du roi, El Himma et El Majidi, ainsi que du premier ministre de l'époque proche du Palais royal, Abbas El Fassi, et est accompagné d'un cadrage de pronostic en faveur de leur démission. Aussi ces derniers sont-ils fustigés et invités à quitter leurs fonctions :

- « Le trio de la corruption : El Himma, El Majidi et El Fassi »
- « Ni El Majidi ni El Himma... Les fils du peuple prennent la relève »
- « Le gouvernement d'El Fassi, c'est le gouvernement de ma misère »
- « Hé Abbas! Dégage, le Maroc ne t'appartient pas »

Dans ces slogans, les proches conseillers du roi, et dans une moindre mesure l'ancien premier ministre El Fassi, sont perçus comme étant les principaux gouvernants au Maroc qui se sont approprié les caisses de l'État. Il leur est prêté une accumulation des pouvoirs politique et économique, agrémentée de privilèges sociaux, et leur est déniée la faculté d'exercer leur fonction dans le respect des lois et des citoyen-ne-s. Les manifestant-e-s exècrent leurs excès et privilèges, permis grâce à la marginalisation et l'appauvrissement des citoyen-ne-s ordinaires.

Vos enfants, vous les avez éduqués
 Et les enfants du peuple, vous les avez expulsés
 Vos enfants, vous les avez engraisés
 Et les enfants du peuple, vous les avez affamés
 Vos enfants, vous les avez employés
 Et les enfants du peuple, vous les avez poussés à l'immigration clandestine

Mais les enfants du peuple se sont réveillés et ne sont plus dupes
 Les enfants du peuple vous crient :
 Ceci est le Maroc et nous sommes son peuple
 Et que El Himma dégage!
 Ceci est le Maroc et nous sommes son peuple
 Et que El Majidi dégage!
 Ceci est le Maroc et nous sommes son peuple

Proches de l'illusion héroïque (Dobry, 1986), les activistes tendent à présenter ici les mauvaises conditions socioéconomiques des Marocain-e-s comme le produit de la seule action de l'entourage du roi, sans tenir compte des aspects structurels qui ont pu y mener. Toutefois, l'entourage du roi n'est pas le seul à être visé dans la campagne de mobilisation : il se situe au sommet de l'élite politique et économique marocaine qui dirige le pays. Cette élite a été éduquée et promise à un avenir brillant, contrairement au reste de la population, comme l'énonce le slogan suivant :

« L'éducation est pour l'élite pendant que le peuple traîne dans les rues »

Ainsi, dans le premier tract de la coordination de Rabat, tous les hommes et toutes les femmes, particulièrement les classes populaires et marginalisées, les étudiant-e-s et les chômeurs, sont appelé-e-s à manifester contre les injustices quotidiennes causées par l'élitisme : « Assez de la brimade, de la tricherie et des pots-de-vin, assez de la cherté et des bas salaires, de la pauvreté et de la faim, assez de la marginalisation et de l'exploitation, de la répression et de la matraque. » Les citoyen-ne-s sont appelé-e-s à briser le silence (« Assez du silence! ») afin de s'affirmer (« Dire à haute voix ») et d'affirmer leurs volontés (« oui à ») quant aux volets politique (liberté d'expression et d'opinion, jugement des responsables voleurs), économique (travail et vie digne) et social (éducation gratuite, santé, logement décent).

2.2.3 La politisation de revendications sectorielles non politisées

À la différence des protestations sectorielles, des années 1990 et 2000, vidées de contenu politique général, les activistes du Mouvement du 20 février font leur un ensemble de problématiques politiques et socioéconomiques. S'il est vrai que le mouvement protestataire de Sidi Ifni, entre 2005 et 2008, exprime un ensemble de revendications socioéconomiques qui véhiculent une charge politique, celle-ci est minorée dans l'espoir d'obtenir des résultats matériels de la part des gouvernants (Allal et Bennafla, 2011, 10). Selon Allal et Bennafla (2011, 19), « [l]es collectifs mobilisés contestent les ressorts d'un ordre politique et d'un « système » injuste envers eux tout en endossant une posture de type « moral » qui va dans le sens d'une dénégalation du caractère politique de leurs actions ». Comme le souligne Emperador Badimon (2011, 77-78), la nouveauté du discours du Mouvement du 20 février tient au lien explicite qu'il établit entre les problématiques sociales et la gestion politique et économique du pays. Elle tient également à la reprise des « non-dits » des mobilisations précédentes, « précarité matérielle et autoritarisme étant sous-entendus comme les deux faces de la même monnaie ».

Le Mouvement opère un cadrage de diagnostic de problématiques identitaires et socioéconomiques. Les revendications identitaires et socioéconomiques de la charte du Mouvement du 20 février comprennent celles du mouvement culturel amazigh³⁰, dont la plupart des associations ont été créées à la fin des années 1980 et sont aujourd'hui présentes sur l'ensemble du territoire marocain, du mouvement des diplômés chômeurs et des coordinations contre la vie chère. Le Mouvement procède alors à un cadrage de pronostic de revendications de protestations sectorielles

---

³⁰ Les peuples amazighs sont les peuples autochtones en Afrique du Nord. Selon le Rapport du département d'État américain sur les droits de l'Homme au Maroc (2013), représentant approximativement 60% de la population marocaine, la culture, la tradition et la langue amazighe seraient perdues à cause de l'arabisation. Les régions les plus pauvres du Maroc seraient habitées par les Amazighs et auraient des taux de 80% d'analphabétisme.

précédentes qu'il politise. Le mouvement culturel amazigh incorpore des revendications sociopolitiques plus ou moins prononcées, mais la « question amazighe » n'a connu que de faibles avancées ces dernières années qui se réduisent à quelques initiatives de reconnaissance et de promotion de la langue et de la culture amazighes (Feliu, 2004, 274). Dans la charte du Mouvement, sont revendiquées « la reconnaissance de la langue amazighe comme langue officielle à l'instar de la langue arabe, ainsi que la reconnaissance des spécificités de l'identité marocaine dans ses éléments constitutifs essentiels: linguistiques, culturels et historiques ». Quelques années après son arrivée au pouvoir, Mohammed VI a contribué à l'institutionnalisation de la « question amazighe », afin de canaliser les demandes et de pouvoir ainsi les contrôler, et simultanément de coopter une partie du mouvement (Feliu, 2004). Cette stratégie politique est dénoncée lors des manifestations :

« Dites au système que le tamazight³¹ est national : pas d'opportunisme makhzénien »

De son côté, le mouvement des diplômés chômeurs revendique, depuis une vingtaine d'années, l'intégration de ses participant-e-s à la fonction publique. La pérennisation de son action collective et l'occupation de la voie publique par les diplômés chômeurs ont fini par produire une double logique de banalisation et de diabolisation de leur protestation (Emperador Badimon, 2007). Toutefois, les activistes du Mouvement du 20 février reprennent la revendication d'une « intégration des diplômés chômeurs à tous les niveaux de la fonction publique et ce par des concours en toute transparence et équité » (Mouvement du 20 février, 2011). La dénonciation des diplômés chômeurs contre le renchérissement des services de première nécessité (Emperador Badimon, 2007) s'insère également dans la charte de revendications du Mouvement du 20 février. Ce dernier appelle les gouvernants à « assurer l'accès des

---

³¹ Le tamazight est la langue amazighe.

plus pauvres à des services publics dignes de ce nom et dotés des moyens leur permettant de remplir leurs missions » (Mouvement du 20 février, 2011).

Quant aux coordinations contre la vie chère, elles ont rassemblé entre 2006 et 2008 dans tout le pays autour des problèmes d'augmentation des prix des biens de première nécessité (Zaki, 2008). Les activistes du Mouvement du 20 février s'inspirent de leurs protestations pour exiger que soit « [assurée] une vie digne à tous et toutes en luttant contre la vie chère », ainsi que « [l]'augmentation des salaires et du SMIC³² » (Mouvement du 20 février, 2011). Pendant les manifestations, les slogans scandés dénoncent également la vie chère :

« Deux chambres et une cuisine, l'électricité et l'eau sont chères »

« Comment peux-tu vivre, toi qui es pauvre? Le niveau de vie a pris son envol »

En sortant dans la rue muni-e-s des factures d'eau et d'électricité pour prouver l'augmentation scandaleuse des prix, les participant-e-s des coordinations contre la vie chère s'en sont pris à la logique politico-économique qui a présidé à la réforme de privatisation des services d'eau et d'électricité (Chapouly, 2011). De la même façon, les slogans suivants, sous forme de dialogue entre les citoyen-ne-s et les gouvernants, accusent cette logique qui mène à la privatisation et à la mondialisation, et qui s'oppose aux besoins des citoyen-ne-s.

« 1, 2, 3! Qu'est-ce qu'on fait maintenant? On fait des privatisations. Mais nous avons des besoins! »

« 1, 2, 3! Qu'est-ce qu'on fait maintenant? On travaille pour la mondialisation. Nous sommes prévenus... »

Le « nouveau Maroc », tant vanté par les médias officiels et par les gouvernants, celui du discours transitionnel, déçoit et intensifie la frustration des citoyen-ne-s.

---

³² Salaire minimum interprofessionnel de croissance

Leurs difficultés sociales et économiques perdurent tandis que les élites dirigeantes privatisent les services publics. Sur le ton de la dénonciation, les slogans laissent transparaître une souffrance sociale que les Marocain-e-s ne peuvent plus supporter : pensée « comme misère de position, décalage entre des attentes socialement construites et la perception du présent » (Gurr, 1970; Neveu, 1996, 43), cette souffrance est génératrice d'un potentiel de mécontentement que les activistes du Mouvement du 20 février tentent de canaliser. Voici quelques exemples de slogans relatifs à la pauvreté et à la marginalisation, fréquemment scandés à Rabat :

« Regardez le nouveau Maroc, un Maroc de misère et de marginalisation »

« Ô Maroc! La situation est très mauvaise : on habite dans les toilettes et on meurt dans les *pateras*³³ »

Selon Zaki (2008, 87), plutôt localisées et peu politisées, les mobilisations des coordinations contre la vie chère, entre les années 2006 et 2008, exprimaient « davantage le sentiment d'abandon des populations par le pouvoir central que des aspirations révolutionnaires ». De la même manière, Emperador Badimon (2011, 86) montre que la protestation des diplômés chômeurs est *khobsiya* (« relative au pain », c'est-à-dire économique), tandis que la contestation du Mouvement du 20 février est *siyassiya* (« politique »). En effet, le mouvement des diplômés chômeurs comme les coordinations contre la vie chère réclament des politiques publiques susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie. Quant aux revendications du Mouvement du 20 février, elles remettent davantage en cause l'ensemble du système politique qui agit comme frein aux aspirations à la fois politiques, sociales, économiques et identitaires des Marocain-e-s. Le cadrage de pronostic opéré par les activistes du Mouvement passe ainsi par la politisation de revendications sectorielles, provenant de luttes antérieures durant les deux dernières décennies.

---

³³ Les *pateras* sont les barques servant aux Marocain-e-s à traverser clandestinement le Détroit de Gibraltar pour se rendre en Europe.

Dans le tract appelant à la manifestation du 24 avril 2011, les activistes exposent les problèmes sociaux et économiques auxquels font face les Marocain-e-s et répondent que leur solution est politique. « Comment réaliser tout cela? », questionnent-ils/elles :

Il faut que le gouvernement de Abbas El Fassi s'en aille, que nous ayons un parlement qui nous représente et pas un parlement corrompu, que les responsables rendent des comptes et soient punis pour en finir avec la corruption, que l'État garantisse les services publics et ne vende pas les intérêts des citoyens aux sociétés privées qui nous exploitent (Redal, Amendis, Veolia), que la liberté d'expression soit garantie et que nous ayons une constitution votée par le peuple et qui ne lui soit pas imposée.

Le message de la fin annonce fermement que le changement est obligatoire et doit être imminent : « Aujourd'hui, pas demain, le changement est obligatoire. Soyons au rendez-vous! » Du mois d'avril au mois de juin 2011, les manifestations se tiennent dans les quartiers populaires de Rabat, où l'argument « à nos problèmes socioéconomiques, la solution est politique » doit être entendu. La « solution politique » suggérée est à comprendre aussi bien du point de vue du remplacement du système de gouvernement en place, que de la mise en place de politiques publiques en faveur des citoyen-ne-s.

Il faut continuer à faire connaître les revendications, comme maintenant on le fait pour la détention politique. [...] Il faut travailler avec les masses : en restant élitiste dans le cercle des militants, on ne gagne rien. Il faut être avec eux en soutien lors de difficultés, faciliter la sympathie des gens pour le Mouvement et la communication. Par exemple, les habitants de Sidi Allal Bahraoui de la forêt Maamora à qui on a arraché leurs terres et démoli leurs maisons, les jeunes du Mouvement du 20 février les accompagnent et maintenant ils sortent avec le Mouvement. Même chose à Casa pour le problème du logement : les bidonvillois ont rejoint les manifestations du Mouvement.

(Yasmine, 25 ans, employée de l'AMDH, Rabat, 10 mai 2013)

Yasmine considère que le processus de cadrage doit cibler les milieux sociaux défavorisés et avoir lieu dans les « quartiers populaires, comme Akari, Yaacoub el Mansour et Takadoum » pour « faire connaître aux gens leurs droits », plutôt que

dans le centre-ville de Rabat. Membre du parti marxiste-léniniste *Ennahj Addimocrati* (« La voix démocratique »), Yasmine suggère de travailler davantage auprès des classes sociales défavorisées, ou les « masses populaires » selon la terminologie gauchiste qu'elle emploie, pour leur faire connaître les revendications du Mouvement et les politiser.

Les activistes et les manifestant-e-s du Mouvement du 20 février ont crié haro sur le processus de « démocratisation », comme le dénotent les thématiques de la dignité, de la liberté et de la justice sociale, contenues dans la charte des revendications, les tracts et les slogans. En effet, les participant-e-s à la mobilisation cherchent à remplacer le système de gouvernement en place par un système qui les représente et qui mette en place des politiques publiques pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Ils et elles remettent en cause l'ensemble du système de gouvernement qui s'articule autour de la « société de cour ». Tout en maintenant une forme d'autocensure, dans la mesure où le roi n'est pas la cible de slogans *ad hominem*, les activistes et les manifestant-e-s dénoncent l'absolutisme du régime tout en évitant l'exclusion ou la mise en fuite des participant-e-s pro-monarchistes. Le processus de cadrage passe aussi par la politisation de revendications sectorielles provenant de luttes antérieures non politisées. Qu'en est-il de la politisation des citoyen-ne-s comme stratégie de cadrage?

2.3 Politisation des citoyen-ne-s et expériences militantes

Le processus de cadrage opéré par les activistes du Mouvement du 20 février avait pour but de mobiliser les citoyen-ne-s marocain-e-s pour revendiquer un régime démocratique. Les cadres de l'action collective ont été formulés à l'encontre du système de gouvernement articulé autour de la « société de cour » et en faveur de la

politisation des revendications sectorielles précédentes jusqu'alors non politisées. À ces cadres de l'action collective, s'ajoute la politisation des citoyen-ne-s comme stratégie de cadrage. Dans un premier temps, j'explique que la politisation des citoyen-ne-s est une stratégie de mobilisation qui doit permettre au Mouvement du 20 février d'élargir le politique à un champ d'affrontement collectif. Dans un second temps, je montre que l'émergence du Mouvement du 20 février a également permis un éveil politique des activistes non politisé-e-s jusqu'alors. Dans un troisième temps, je montre que l'engagement militant au sein du Mouvement peut également s'inscrire dans la continuité d'une politisation antérieure, que les activistes en soient à leur première expérience militante ou que celle-ci soit déjà forgée.

2.3.1 La politisation des citoyen-ne-s pour un élargissement du champ politique

Les activistes du Mouvement du 20 février ont procédé à un cadre de la politisation des citoyen-ne-s marocain-e-s. En effet, l'un des enjeux de la constitution du mouvement contestataire est le passage du politique comme champ officiel à un champ d'affrontement collectif plus large et plus profond. Afin que la politique ne soit plus limitée à la seule sphère officielle, contrôlée par le Palais royal et exigeant un consensus autour du processus transitionnel, et l'élargir au champ contestataire, les citoyen-ne-s doivent prendre conscience de leur capacité d'action et agir collectivement. D'après Dounia, la conscientisation politique préalable à la mobilisation des citoyen-ne-s passe par le travail d'information et de sensibilisation réalisé par les activistes du Mouvement. « Le fait que le Mouvement fasse des conférences, ça sensibilise les personnes qui n'y connaissent rien et viennent s'informer » (Dounia).

Cette conscientisation, comme une démythification de l'arène politique et de ses enjeux, aurait permis d'atténuer la peur de plusieurs citoyen-ne-s envers le politique

et la contestation. D'ailleurs, dès le début de notre entretien, Nasser caractérise d'emblée le Mouvement du 20 février par la nouveauté qu'il a créée : la possibilité de critiquer le système de gouvernement sans avoir peur.

C'est un mouvement d'une nouvelle ampleur. Dans les « années de plomb », il y avait beaucoup de détentions, tortures... Même si cela existe encore, c'est dans un degré beaucoup moindre, ce qui encourage cette tranche de la société marocaine à sortir [manifester] alors qu'elle a peur : le Mouvement du 20 février a cassé cette peur. Pour les jeunes, c'était différent, ils savaient qu'en militant, ils pouvaient être arrêtés à n'importe quel moment.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Selon Yasmine, il y aurait, d'une part, ceux et celles qui auraient rejoint les manifestations du Mouvement sans affiliation politique, d'autre part, ceux et celles qui auraient rejoint des partis politiques :

L'essentiel est de conscientiser les gens sur leurs conditions. Il existe des mouvements de protestation contre la pauvreté en dehors du Mouvement et ils continuent. L'essentiel, c'est qu'il y ait cette conscience. Le Mouvement du 20 février ne peut pas encadrer toutes ces personnes. Mais grâce au Mouvement, la peur s'atténue, les gens commencent à parler de politique, ont adhéré au Mouvement et sont allés aux manifestations sans avoir aucune affiliation politique.

[Il y a eu une ouverture politique grâce au Mouvement,] quoique vers d'autres partis qui ne sont pas très différents des partis administratifs du *Makhzen*. Mais au moins les jeunes surtout qui étaient dépolitisés parlent de politique.

(Yasmine, 25 ans, employée de l'AMDH, Rabat, 10 mai 2013)

La « peur brisée » ou « atténuée » évoquée par les activistes interviewé-e-s correspond à celle du politique comme champ d'affrontement où les citoyen-ne-s se donnent la possibilité de contester à la fois les politiques publiques, décidées par les acteurs de la politique officielle, et le système de gouvernement en place. Grâce à l'atténuation de cette peur menant à la libération de la parole contestataire, les citoyen-ne-s ont la possibilité de politiser à leur tour la vie politique marocaine jusque-là « dépolitisée ». La politisation progressive des citoyen-ne-s amène Amar à

comparer le Maroc à la République de Weimar, où les citoyen-ne-s allemands pouvaient s'exprimer librement :

Le Mouvement du 20 février est une mouvance, quelque chose qui réveille, une première vague qui en fait d'autres. Tout le monde commence à parler de politique : on se croirait dans la République de Weimar. Mais il faudrait que ce soit plus concret et proposer, que chacun soit responsable dans cette société.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Selon Amar, le Mouvement du 20 février aurait politisé doublement les citoyen-ne-s. D'abord, au sens d'une prise de conscience que la politique n'appartient pas seulement à ceux qui investissent la sphère officielle et qu'elle peut être investie par chacun-e des citoyen-ne-s. Ensuite, au sens d'une prise d'action contestataire possible à l'encontre de la politique officielle. Cependant, la prise d'action comme confrontation doit se réaliser concrètement : les citoyen-ne-s doivent prendre part à la vie politique et s'engager dans la construction de problèmes publics. Catusse et Vairel (2010, 6-7) reconnaissent que le *Makhzen* est une institution forte qui représente des limites pour l'action contestataire, mais aussi qu'il est d'une importance capitale d'étudier la capacité de mobilisation des citoyen-ne-s et des mouvements de contestation, qui participent à la construction des problèmes publics (Cefai, 1996; Catusse et Vairel, 2010, 7, 21). Selon Dounia, par exemple, « c'est déjà un grand pas d'emmerder le *Makhzen*. C'est gagnant, pas perdant » : « malgré la mascarade de la nouvelle constitution, ils se sont embêtés à en parler et à la faire parce qu'ils se sont sentis menacés ».

Catusse et Vairel (2010, 6-7) écrivent qu' :

[e]n dépit de l'autoritarisme du régime marocain, l'action publique ne peut en effet s'y réduire à des processus *top-down* dont le Palais royal serait tout à la fois l'unique initiateur, l'arbitre et le maître d'œuvre : bien qu'inscrite dans des mécanismes d'autorité déterminants, elle est également (parfois avant tout) le fruit de ceux qui y vivent, de leurs mobilisations, de leurs engagements ou prises de parole.

Pour Hibou (2011, 3), l'« antipolitique » est une vision radicalement négative du politique par les acteurs politiques marocains eux-mêmes, qui prétend bannir tout ce qui est reconnu comme politique. Il y a dès lors « « dépolitisation » des affaires politiques importantes, ce qui équivaut à placer le politique dans des lieux qui sont des « non-lieux », qui sont des espaces sans polémiques, sans conflits » (Rancière, 2005; Hibou, 2011, 3-4). En d'autres termes, le politique, comme champ d'affrontement, serait banni et laisserait place à la politique officielle dénuée de confrontation. Selon Hibou (2011, 11), les intellectuels, les journalistes, les blogueurs et les manifestants du Mouvement du 20 février sont aussi façonnés par l'antipolitique ambiant. Mais les témoignages recueillis auprès des activistes de la coordination de Rabat montrent que la politisation des citoyen-ne-s comme stratégie de mobilisation, est le remède le plus efficace contre l'antipolitique et le rejet de la pensée critique qu'il suppose (Hibou, 2011, 8). Non seulement le Mouvement du 20 février a permis « la publicisation de critiques jusque-là chuchotées ou restreintes à un milieu privilégié » (Hibou, 2011, 1), mais il a aussi participé à l'engagement de citoyen-ne-s dans l'espace contestataire pour mettre fin à l'« antipolitique ».

Grâce aux entretiens réalisés avec les activistes de la coordination de Rabat, cette recherche permet de mettre de l'avant une stratégie nouvelle dans le processus de cadrage pour la politisation des citoyen-ne-s. L'« artivisme³⁴ », comme forme innovante dans le répertoire de l'action collective, est une stratégie de mobilisation des citoyen-ne-s étroitement liée aux compétences des activistes qui le proposent. Selon Amar, plus subversif et plus présent dans la vie des citoyen-ne-s, l'art préparerait ces derniers-ères au changement démocratique. Mais pour que l'art puisse avoir une telle portée, il doit devenir permanent et non pas être une action ponctuelle à préparer.

Chaque individu est un artiste, sauf qu'on l'a oublié. Il n'y a pas de statut d'artiste confirmé, d'artiste professionnel; pour moi, c'est du charabia, ça n'existe pas.

³⁴ L'« artivisme » est une forme d'activisme qui passe par le biais de l'art

Chacun a la possibilité de s'exprimer via l'outil de l'art. Chaque personne a ça en lui. Il faut aller chercher les petites nuances chez les gens : le chant, la percussion, le dessin... pour que ça se développe plus. [...] Moi je crois à une théorie : c'est de l'art permanent en fait, il ne faut pas que ça devienne une action le fait de préparer une pièce. Mais que dans le temps et l'espace, il y ait tout le temps quelque chose : que quelqu'un soit en train de jouer devant la gare, que quelqu'un soit en train de dessiner sur le mur. Il faut que ça devienne ça, que les gens disent « c'est normal ». Il y a des gens qui lisent dans la rue... du coup tu changes même le paysage des gens. C'est une des possibilités : que les artistes poussent dans chaque endroit. Ça a été essayé mais le problème c'est qu'on prépare des actions, des actions... Non : il faut que ça soit chaque jour.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Selon Mehdi également, l'« artivisme » comme outil de politisation doit être au cœur de la stratégie de mobilisation des citoyen-ne-s. À travers l'art, les activistes du Mouvement doivent « brusquer les mentalités » des citoyen-e-s pour les préparer au « changement politique » à venir au Maroc.

Le Mouvement du 20 février a brusqué mais pas assez. Le choc doit se faire avec de la communication: il faut être innovant et créatif. L'« artivisme », c'est ce qu'aurait dû faire le Mouvement.

(Mehdi, 21 ans, étudiant en science politique, Rabat, 2 mai 2013)

2.3.2 L'éveil politique d'activistes non politisé-e-s

Bien que la tâche de politiser les citoyen-ne-s revienne aux activistes du Mouvement du 20 février dans le cadre de leur stratégie de mobilisation, il ne faut pas prendre pour acquis que tous et toutes étaient politisé-e-s avant la création du Mouvement. La mobilisation au sein du Mouvement du 20 février a donné l'opportunité à des citoyen-ne-s de se rencontrer autour d'idéaux démocratiques. Pour certain-e-s, l'émergence du Mouvement a été l'occasion de s'engager dans le militantisme et de faire leurs premières armes en politique.

Du coup, ça permet à beaucoup de gens de se rencontrer et ça c'est intéressant. De savoir à qui tu as à faire, de savoir à qui faire confiance : du coup tu apprends.

Pour moi, là c'est du politique pur et qui est bien, parce qu'en deux ans on a appris beaucoup de choses.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Cette expérience militante sur le terrain a apporté un apprentissage politique significatif aux citoyen-ne-s qui se sont engagé-e-s, du point de vue du corpus idéologique, des savoir-faire militants et des compétences politiques acquis, ainsi que de leur réseautage, leur socialisation politique³⁵ et leur interaction avec la sphère officielle.

Ismail et Ilias, par exemple, n'avaient aucune activité militante avant le Mouvement du 20 février, dont ils sont tous deux co-fondateurs. Étudiant en informatique et gestion industrielle et âgé de 21 ans, Ismail s'est joint dès le mois de janvier 2011 aux personnes qui organisaient le Mouvement et a travaillé au sein de divers sous-comités de la coordination de Rabat. Il se décrit comme étant le fruit de la conscientisation politique, d'abord à travers la révolution tunisienne et ensuite avec le Mouvement du 20 février grâce auquel il aurait mieux compris la situation politique marocaine. Ismail fait pourtant partie des activistes enfants de militant-e-s des anciennes générations. Son père, avocat de profession et membre du Parti socialiste unifié (PSU), est un ancien détenu politique qui appartenait au Mouvement du 23 mars. Facebookeur curieux, Ismail s'est joint au groupe « 20 febrayer, ajl al taghyer » (« 20 février, pour le changement ») grâce auquel il a commencé à prendre conscience de la réalité politique et socioéconomique marocaine, avant de participer à un sit-in en solidarité avec le peuple égyptien, où il a fait connaissance avec d'autres jeunes qui allaient fonder le Mouvement.

---

³⁵ La socialisation politique est un processus formateur de grille de lecture, de prédispositions et d'attitudes profondes (Percheron, 1985).

Parmi ces jeunes fondateurs, il y avait Ilias, un étudiant de 22 ans en ingénierie. Issu d'une famille relativement aisée, qui a vécu dans les dernières années une importante crise financière, Ilias commence très jeune à s'éloigner des normes sociales qui ne conviennent pas à sa personnalité. Plutôt libre penseur, il s'est défait du modèle familial patriarcal qui lui était imposé et lutte quotidiennement contre les modèles hiérarchiques. Ilias acquiert une conscience sociale à un jeune âge alors qu'il observe la réalité quotidienne de ses concitoyen-ne-s. Il est conscient de ne manquer de rien pour subsister mais est également conscient que tou-te-s les Marocain-e-s n'ont pas la même chance que lui. Ce sont ses réflexions humanistes, qu'il puise de son vécu mais aussi de ses lectures, des films qu'il regarde et des chansons qu'il écoute, qui l'ont mené vers l'activisme au sein du Mouvement du 20 février. Sensible aux révoltes voisines et aux revendications de justice sociale, il participe aux manifestations et sit-in organisés en solidarité avec les peuples tunisien et égyptien de la fin décembre 2010 au mois de janvier 2011. Ilias et d'autres compagnons rencontrés lors de ces événements débattent, partagent leurs opinions, constatent que « la situation au Maroc n'est guère meilleure qu'en Tunisie et en Égypte révoltées », et décident de fonder un mouvement de contestation. Parallèlement, il participe à quelques groupes de discussion sur Facebook, comme « Les jeunes s'adressent au roi », dont certains membres se joignent physiquement au mouvement en gestation. Sans idéologie partisane, Ilias fait partie des fondateurs non politisés du Mouvement qui veillent à son épanouissement en dehors des mouvements et partis politiques. Au sein des assemblées générales, Ilias est aussi l'un des fervents défenseurs du consensus pour la prise de décision et joue parfois le rôle de modérateur. Néanmoins, le fait de côtoyer des jeunes activistes politisé-e-s au sein du Mouvement l'ont amené à développer sa conscience politique, d'autant plus qu'il était dans l'obligation de défendre les revendications politiques de la charte auprès des personnes qu'il abordait lors des campagnes de mobilisation.

En revanche, d'autres activistes nient que leur action militante soit politique. En réalité, leur critique du politique vise la politique instituée, dans le cadre d'un parti, d'un syndicat, du parlement ou du gouvernement. Avec une action ancrée dans le cadre ou en marge d'un mouvement de contestation, ces activistes se voient en opposition à la classe politique, à laquelle ils et elles ne s'assimilent pas. Amar, étudiant en théâtre et artiste de 28 ans, veut continuer à militer par le biais de l'art et « laisse la politique à ceux qui savent la faire ». Le modèle organisationnel partisan le rebute par sa formalité et son conformisme.

[...] Il y a politique et politique, celle qui se fait par les canaux officiels. Ceux-ci sont bousillés, donc ça ne sert à rien, ça peut servir mais à ceux qui savent faire ça. Moi je serai incapable d'assister à une réunion d'un parti politique où [on s'appelle] « camarade, camarade ! ». Je trouve que c'est du fascisme. C'est trop organisé, trop de symétrie. Mais j'aime bien l'asymétrie, quelque chose qui sort du commun, et pour aider les politiciens à avancer, mais [aussi] pour montrer un autre système qui peut marcher.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Issu d'une famille de la petite bourgeoisie, Amar a grandi dans un quartier populaire de la ville de Fès où ses parents, militants marxistes du mouvement *Ila al Amam* (« En avant »), ont fait le choix d'habiter. Enfant, il a connu deux mondes, celui de la maison où des personnes aisées et instruites étaient de passage et celui de la rue où il fallait trouver sa place, « s'imposer, apprendre à se battre et surtout à parler aux gens ». Sa passion pour l'art et le théâtre, devenus les outils de son activisme, lui a été transmise par ses parents qui sont tous deux dans le milieu artistique. Le théâtre est aussi venu combler un vide lié au manque d'intégration dans un lycée où il était « entouré de petits barbus », jeunes garçons islamistes. Parallèlement, son engagement associatif commençait au sein de l'Association marocaine de l'éducation de la jeunesse, qui organisait des rencontres et des discussions sur Marx, sur la religion, et d'autres thèmes. Plus récemment, une dépression nerveuse l'a amené à s'exprimer sans détour et a été de cette manière le moteur de son passage à l'action militante. Son expérience militante débute le 20 février 2011. Interrogé sur les raisons qui l'ont mené à manifester ce jour-là, Amar répond :

Parce que je voulais voir, rencontrer des gens. Je me sentais tout seul, je ne pouvais pas m'exprimer librement. Je mettais beaucoup de temps pour savoir si je pouvais discuter avec untel. On a été élevé comme ça : quatorze ans Hassan II, quatorze ans Mohammed VI. Et là ça m'a permis de rencontrer plein de gens, à la date du 20 février, et créer des petites cellules dans ce que moi je sais faire : théâtre, un peu de vidéo, un peu de musique. Je ne me fais pas payer pour ça, mais tu rencontres des gens qui ouvrent leurs porte-monnaie, qui ouvrent leurs cœurs, qui travaillent avec moi sur telle ou telle chose. Après tu transmets et tu essaies de créer des esprits un peu libres, qui réfléchissent, qui lisent. Il faut lire beaucoup et tous les jours.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Longuement préparée depuis sa dépression, son entrée dans le monde militant semble caractériser la sortie d'un mutisme inculqué par vingt-huit années d'un régime monarchique absolu. Son activisme est alors vécu comme une thérapie à l'encontre d'un mal-être accentué par la situation autoritaire qui prévaut au Maroc.

Étudiante en communication âgée de 19 ans, Dounia ne supporte pas non plus le milieu partisan mais s'est engagée depuis quelques années dans les débats citoyens, qu'elle précise en dehors de la politique et de ses discours. La jeune activiste avoue qu'elle associe généralement « la politique aux mots techniques utilisés par les partis politiques pendant les assemblées générales et que les gens ne peuvent pas comprendre. » Sa participation aux activités de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), qu'elle a connue à travers l'amie de sa sœur dont les parents sont de « vrais » militants, lui a permis de former son esprit critique qu'elle n'aurait « pas développé en restant à la maison ». L'AMDH l'a attirée par les débats généralement organisés après des projections de films, ainsi que par l'apprentissage et l'information qu'elle y reçoit. Ces activités lui ont aussi permis d'élargir son réseau social, de connaître d'autres personnes engagées et d'approcher d'autres associations, comme l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) et Aquarium, une troupe de théâtre citoyen. Aujourd'hui, Dounia se considère comme « une amie de ces associations » auxquelles elle participe et

n'exclut pas d'en devenir membre un jour. Mais pour cela, elle doit s'assurer d'abord que les idéologies qu'elles véhiculent correspondent à la sienne.

Dounia s'est jointe au Mouvement du 20 février grâce à des ami-e-s qui avaient toute-s « le sens de la révolution, de l'anarchie et de la rébellion ». Elle-même considère avoir toujours été « rebelle ». Issue de la classe moyenne, elle explique que sa situation socioéconomique est bonne contrairement à la majorité de la population marocaine au nom de laquelle elle milite. Son activisme est également dirigé vers toutes les libertés qu'elle n'a pas en tant que citoyenne : la liberté d'expression, la liberté de culte et, en tant que femme, la liberté de se vêtir comme elle le désire sans subir de harcèlement moral ou sexuel. Sans avoir de rôle précis au sein de la coordination de Rabat, Dounia travaillait essentiellement au sein du comité de logistique où elle confectionnait des pancartes et faisait également partie de réunions du noyau. Le Mouvement du 20 février lui aurait non seulement « permis de rencontrer des personnes intéressantes mais aussi de faire sortir les gens de leur coquille ». Très communicatrice, elle indique la possibilité de changer les choses à son échelle :

Je peux sensibiliser mon entourage, débattre avec le chauffeur de taxi ou transmettre intelligemment un message à travers des activités artistiques, comme les pièces de théâtre et la danse par exemple. [...] J'ai essayé de conscientiser les gens dans ma classe les encourageant à participer à des débats, des pièces de théâtre ou des expositions.

(Dounia, 19 ans, étudiante en communication, Rabat, 17 avril 2013)

L'éveil politique est différent d'un activiste à l'autre. Pour Ismail, il a été le passage de l'état d'ignorance à celui de conscience des situations socioéconomique et politique; pour Ilias, le passage de la conscience socioéconomique à la conscience politique. L'éveil politique peut aussi être, comme pour Amar et Dounia, le passage à l'action contestataire lorsque le politique était considéré jusqu'alors circonscrit dans le champ institué.

2.3.2 La continuité d'une politisation antérieure

D'autres activistes avaient développé leur conscience politique avant l'émergence du Mouvement. Pour certain-e-s d'entre eux et elles, comme Mehdi, leur engagement au sein du Mouvement du 20 février est une première expérience militante. Pour les autres, comme Nasser, Yasmine et Adil, cet engagement vient s'ajouter à une expérience militante commencée plusieurs ou quelques années plus tôt, au sein d'associations, de mouvements ou de partis politiques. Les activistes interviewé-e-s ont en commun la présence dans leur entourage de personnes engagées dans le militantisme ou impliquées intellectuellement en politique : des parents, des professeurs ou des camarades de classe.

Étudiant en science politique âgé de 21 ans, Mehdi s'est toujours senti proche d'idées démocratiques, humanistes et socialistes sans avoir cherché à militer pour elles. Avec des parents luttant autrefois dans le mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste du 23 mars, un père qui militait également au sein de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) et une mère qui appartient aujourd'hui à l'Union socialiste des forces populaires (USFP), Mehdi a baigné dans un environnement familial politisé. Mais c'est le moment du « printemps arabe » avec le Mouvement du 20 février au Maroc qui aurait éveillé sa fibre militante. Issu de la petite bourgeoisie, Mehdi était « ancré dans le consumérisme, dans les règles du système et de la société » avant de découvrir en lui « une nouvelle personne grâce au Mouvement du 20 février ». Il dit avoir eu « une émotion primaire » avec le « printemps arabe » qu'il suivait sur Al Jazeera avec ses parents : « la dynamique personnelle s'est déclenchée et s'est poursuivie avec le Mouvement du 20 février ». Son premier défi a été de convaincre ses ami-e-s et son père, qui avaient réagi négativement à l'appel du Mouvement, à manifester le 20 février 2011. Selon lui, il n'a pas rejoint une organisation en se

joignant au Mouvement du 20 février, mais simplement « une mouvance ou une dynamique alors présente dans la société qui veut changer le système politique ».

Formellement, je n'ai rien rejoint du tout : je me suis contenté d'aller à cette première manifestation sans connaître les fondateurs. J'ai aimé ce que j'ai vu et j'ai voulu que cette dynamique se perpétue et s'agrandisse. Jusque-là je rêvais et le « printemps arabe » m'a donné la foi. Avec le Mouvement du 20 février, je me suis d'abord reconnu dans une certaine mentalité avec la faculté de rêver.

(Mehdi, 21 ans, étudiant en science politique, Rabat, 2 mai 2013)

Idéologiquement, Mehdi se situerait « très à gauche » et se définirait « plus comme un altermondialiste ».

J'aspire à la construction d'un monde nouveau sans profit, où nous devons tous choisir l'avenir communément. Pour moi, le « printemps arabe » donne les idées principales : dignité, liberté et justice sociale. Mon objectif c'est d'améliorer le concept de la démocratie en la rendant la plus participative et délibérative possible. Et pour y parvenir, il faut un effort continu, une révolution permanente.

(Mehdi, 21 ans, étudiant en science politique, Rabat, 2 mai 2013)

Durant l'année 2011, Mehdi a continué d'aller aux manifestations du Mouvement avant de participer plus activement, une année plus tard, en assistant aux assemblées générales; en organisant des initiatives personnelles notamment sur les réseaux sociaux et en participant à l'« activisme ». Il n'a participé à aucun comité de la coordination de Rabat et explique que son rôle principal consistait à mobiliser, à partager les appels aux manifestations et à pousser les individus au débat. Parallèlement au Mouvement du 20 février, Mehdi se sent inspiré par les mouvements des Indignés et *Occupy* à l'échelle internationale. Leur mode d'organisation à travers les réseaux sociaux l'encourage à militer également sur Facebook qui semble selon lui avoir un grand impact sur les individus. À la suite du 20 février 2011, Mehdi multiplie ses engagements auprès d'associations et d'autres mouvements sociaux et élargit son réseau militant.

Contrairement à Mehdi pour qui son engagement au sein du Mouvement du 20 février constitue une rupture dans sa vie, Nasser, Yasmine et Adil ne sont pas à

leurs premières armes politiques (Vairel, 2012, 220, 222). Nasser est un défenseur des droits humains qui milite au sein de l'AMDH, association fortement politisée qui n'a sans cesse émis des revendications politiques et qui lutte pour un État de droit (Gonzales Riera, 2011), et d'Amnesty International-Maroc. Yasmine et Adil sont des militant-e-s de la gauche radicale : Yasmine, au sein du parti marxiste-léniniste *Ennahj Addimocrati* (« La Voie démocratique ») et de l'AMDH où les membres du parti sont particulièrement nombreux, et Adil, au sein d'un mouvement trotskiste clandestin, *Al mounadil-a* (« Le/La militant-e »), et d'ATTAC.

Lycéen en dernière année et âgé de 19 ans, Nasser découvre la défense des droits humains dès le collège grâce à des professeurs qui l'orientent vers ce domaine. Son expérience militante commence avec ses ami-e-s du lycée, lorsqu'il devient activiste au sein d'Amnesty International-Maroc et de l'AMDH. Il raconte que lorsque les « révolutions arabes » ont commencé, les jeunes de l'AMDH ont également commencé à s'activer en vue d'un changement au Maroc. À eux et elles, se sont ajoutées des discussions politiques sur les réseaux sociaux, comme Facebook sur lequel il participait. Lui-même issu d'une famille de la classe moyenne, avec une mère au foyer et un père petit fonctionnaire, Nasser se sentait « intéressé par toute cette agitation et par un possible changement politique au Maroc, sans savoir lequel, mais l'essentiel étant de le commencer ». Il a participé aux discussions précédant le 20 février 2011, au lancement de l'appel à la manifestation et à la création des premiers slogans. Pendant le « temps fort » du Mouvement, Nasser était très présent dans les assemblées générales et les réunions du noyau. Il faisait également partie des comités d'organisation, des slogans et de logistique, au sein duquel il confectionnait les pancartes et distribuait les tracts dans les quartiers populaires.

Âgée de 25 ans, Yasmine est également engagée au sein de l'AMDH où elle travaille actuellement. Elle y a adhéré à l'âge de 18 ans et participe depuis à ses activités. De père marxiste et de mère maoïste non partisans, Yasmine a participé au Congrès de la

jeunesse du parti *Ennahj Addimocrati* en avril 2010 avant de le rejoindre définitivement. Elle se reconnaît dans l'idéologie marxiste-léniniste de ce parti, dont elle a rencontré les membres lors de manifestations, de marches syndicales de la journée du travail (1^e mai) et d'autres actions collectives. À la fin de l'année 2010 et au début de l'année 2011, elle fait partie d'un groupe de jeunes de l'AMDH qui organise les sit-in de solidarité avec les peuples tunisien et égyptien et qui décide de lancer un mouvement contestataire. Yasmine voit le Mouvement du 20 février comme l'émanation du « besoin d'une poussée pour un changement véritable » en lequel elle croit toujours. Elle affirme qu'elle continue de militer malgré l'affaiblissement du Mouvement et la réduction importante du nombre des activistes dans les assemblées générales. Lors de mon enquête de terrain, Yasmine travaillait sur des dossiers thématiques mensuels du Mouvement, notamment par le biais des réseaux sociaux comme Facebook, avec l'ensemble des coordinations locales ainsi que la coordination de Paris qui a créé un site internet, « Free koulchi » (« Libérez tout le monde »), pour dénoncer la détention politique.

Parmi l'ensemble des activistes interviewé-e-s, Adil est le seul à avoir été arrêté pour son militantisme, au sein et en dehors du Mouvement du 20 février. Étudiant en histoire politique et âgé de 27 ans, Adil a grandi dans un village berbère du sud du Maroc au sein d'une famille pauvre, avant d'emménager à Rabat en 2010 pour poursuivre ses études universitaires. Son ami Ilias raconte qu'il dédie sa vie entière au militantisme. En effet, son expérience militante débute au sein du mouvement étudiant, l'UNEM, qui luttait dans son lycée pour des revendications matérielles, comme la qualité de la nourriture à la cantine et l'ouverture d'un espace pour le sport. Certain-e-s de ses camarades aux idées de gauche lisaient des œuvres marxistes et philosophiques, et organisaient des débats sur leurs lectures et sur la culture amazighe. À l'université d'Agadir, Adil choisit enfin son identité idéologique, le trotskisme, grâce à ses nombreuses lectures. Son militantisme avec « Les étudiants

révolutionnaires de la 4^e Internationale » au sein de l'UNEM lui a valu plusieurs arrestations. Selon lui,

les autorités marocaines ont peur du marxisme parce que l'impérialisme et le capitalisme font beaucoup de tort aux peuples et qu'il est de ce fait de nouveau attrayant pour eux depuis la fin des années 1990. La gauche est très présente au Maroc même si elle n'est pas unie et le *Makhzen* a peur qu'elle s'unisse de nouveau. La gauche a été très présente dans les révoltes de Sidi Ifni de 2005 à 2008 et de Sefrou en 2006-2007, et les militants ont été arrêtés à chaque fois. Elle a un rôle très important au Maroc dans la conscientisation et la réflexion intellectuelle. Et sa force sera d'autant plus visible que la dictature est grande.

(Adil, 27 ans, étudiant en histoire politique, Rabat, 11 mai 2013)

Adil a rejoint un mouvement politique trotskiste clandestin qui tient un journal électronique et qui travaille sur la mobilisation révolutionnaire de parti, mais pas de la même manière que les autres partis politiques. *Al mounadil-a* cible essentiellement les syndicats, les étudiant-e-s et les mouvements féministes. Il explique que ce mouvement gagnerait à être légalisé pour avoir plus de visibilité auprès des « masses populaires », mais qu'il doit poursuivre dans la clandestinité pour subsister. En 2007, Adil découvre à l'université l'association ATTAC, proche de ses idées anticapitaliste, anti-néolibérale et anti-mondialisation, dans laquelle il s'investit. À Rabat, il découvre sur Facebook le groupe de discussion « Liberté et démocratie maintenant » au moment de la révolte tunisienne, puis le groupe « Les jeunes discutent avec le roi », mais ne s'y investit pas. Il participe en revanche au sit-in de solidarité avec le peuple tunisien le jour du départ de Ben Ali et découvre à ce moment plusieurs jeunes militant-e-s d'ATTAC de la section de Rabat, qui se mobilisent aux côtés de ceux et celles de l'AMDH. Au sein de la coordination de Rabat du Mouvement du 20 février, Adil a un rôle central dans la rédaction des communiqués et dans les assemblées générales où il est souvent le modérateur.

Selon les activistes interviewé-e-s, la politisation des citoyen-ne-s aurait permis à ces derniers-ères de faire leur entrée dans la vie politique où ils et elles

contestent à la fois les politiques publiques et le système de gouvernement en place. Leur engagement dans l'espace contestataire serait les prémices d'un élargissement du politique du champ officiel vers le champ de l'affrontement, qui mettrait fin à l'« antipolitique » au Maroc (Hibou, 2011, 3). L'« artivisme » au potentiel mobilisateur formerait une nouvelle stratégie dans le processus de cadrage et un nouveau répertoire de l'action collective du Mouvement du 20 février. Non seulement le Mouvement a politisé des citoyen-ne-s ordinaires qui ont rejoint la mobilisation, mais il a également été l'occasion pour certain-e-s activistes jusqu'alors non politisé-e-s de commencer leur expérience militante et de faire leurs premières armes en politique. Pour d'autres, l'engagement militant au sein du Mouvement du 20 février est dans la continuité d'une politisation antérieure, qu'il constitue une première expérience militante ou qu'il s'ajoute à des expériences militantes passées.

2.4 Portée et angles morts de la théorie des cadres à la lumière du Mouvement du 20 février

Le deuxième chapitre analyse le processus de cadrage opéré par les activistes, comme stratégie de mobilisation, à partir notamment du discours contenu dans la charte des revendications du Mouvement, des tracts de la coordination de Rabat et des slogans scandés pendant les manifestations. Ce discours se prononce à l'encontre de l'idéologie transitionnelle, émise par le Palais royal et véhiculée par une large majorité d'acteurs politiques et sociaux au Maroc. Il met de l'avant la construction d'un cadre commun de la démocratie qui constitue un enjeu essentiel des disputes de cadrage entre des acteurs aux idéologies qui coexistent difficilement. Selon Snow (2001, 10), les cadres de l'action collective sont enracinés et dérivés des idéologies disponibles mais sans être déterminés par elles et sans leur être isomorphes. Toutefois, l'on peut reprocher aux théoriciens des cadres de l'action collective d'écarter trop rapidement les idéologies de l'analyse, alors même qu'il y a une

tendance à assimiler implicitement cadres et idéologies, voire à substituer le concept de cadre à celui d'idéologie (Oliver et Johnston, 2000). Dans ce travail de recherche, la difficulté de distinguer sérieusement les cadres de l'action collective du Mouvement du 20 février et les idéologies de ses divers acteurs reflète une lacune considérable de la théorie des cadres. Snow (2001), par exemple, présente les mêmes caractéristiques des cadres (diagnostic, pronostic et motivation) que les éléments à partir desquels Wilson (1973, 91-92) définit le contenu d'une idéologie (Contamin, 2010, 71).

De plus, l'analyse du cadrage du Mouvement du 20 février démontre, comme le signale Contamin (2009, 45; 2010, 75), que le processus ne peut être étudié uniquement depuis la perspective des entrepreneurs « centraux » de la mobilisation. Selon Contamin (2010, 73), il existe une pluralité de cadrages « qui peuvent être apportés par les simples participants, les recrues potentielles, les médias ou les opposants » : il ne suffit pas « à des entrepreneurs de mobilisation d'appuyer sur le bon bouton rhétorique pour initier une mobilisation ». En effet, ce chapitre montre que le processus de cadrage échappe au noyau (les fondateurs et fondatrices du Mouvement) pour se répandre vers et être opéré par les autres acteurs (notamment des mouvements et des partis politiques) qui ont intégré le Mouvement. Par ailleurs, avec la multiplication de coordinations locales à travers le pays, le noyau n'aurait pu assurer à lui seul le processus de cadrage du Mouvement. Malgré les rapports de force en son sein qui ont mis le processus de cadrage en danger, le Mouvement du 20 février a essayé de maintenir un rapport de force vis-à-vis des gouvernants, en continuant à mobiliser les citoyen-ne-s dans les manifestations de rue après la mise en place de la CCRC par le roi. Mais cette stratégie aurait contribué à l'invisibilisation de la contestation.

Néanmoins, la contestation s'est alignée sur les thématiques de ce slogan « Dignité, liberté, justice sociale! » pour crier haro sur le processus de « démocratisation », initié

par le roi Mohammed VI en 1999. Analysés, les cadres de l'action collective mettent en lumière les raisons et les motivations qui se cachent derrière la contestation du Mouvement du 20 février. L'analyse des cadrages de diagnostic et de pronostic permettent de définir les problèmes et les solutions identifiés par les activistes. Luttant pour le changement du système de gouvernement, les activistes du Mouvement joint-e-s des manifestant-e-s exigent la démission immédiate des représentants et des gouvernants qu'ils et elles jugent irresponsables, et dénoncent l'absolutisme du régime organisé autour de la « société de cour ». En épargnant le roi dans les slogans *ad hominem*, les activistes pratiquent une forme d'autocensure comme stratégie de cadrage, pour éviter d'exclure et de mettre en fuite les manifestant-e-s pro-monarchistes.

Pour la résolution des problèmes identitaires et socioéconomiques des citoyen-ne-s, les activistes du Mouvement du 20 février opèrent un cadrage de la politisation des revendications sectorielles, de protestations précédentes non politisées. Jusqu'alors, le champ politique était limité par la répression des manifestations, circonscrivant les mobilisations à des revendications sectorielles en dehors du champ d'affrontement collectif. Le cadrage motivationnel d'indignation, de colère, et de sentiment de mépris, transformés en capacité des citoyen-ne-s à se prendre en main, et donc à participer à la construction des problèmes publics, rend compte des stratégies de légitimation et de justification de l'action collective du Mouvement. Mais pour que la construction de problèmes publics dépasse les frontières du champ politique officiel, les activistes procèdent à un cadrage pour politiser les citoyen-ne-s, qui à leur tour contesteraient les politiques publiques et le système de gouvernement en place.

Parmi les stratégies de cadrage, plusieurs activistes interviewé-e-s préconisent l'« artivisme » à la fois comme outil de mobilisation des citoyen-ne-s et comme répertoire de l'action collective. Selon Jasper (2001), qui prête une attention accrue aux individus, l'art de la protestation (*artfulness*) réside dans la force d'invention et

de créativité des membres des mouvements sociaux. En plus de la politisation des citoyen-ne-s ordinaires durant la contestation, le Mouvement du 20 février a été l'occasion pour les activistes non politisé-e-s d'acquérir une expérience militante qui leur a apporté un éveil et un apprentissage politiques significatifs. Pour d'autres activistes, l'engagement militant au sein du Mouvement se situe en continuité d'une politisation voire d'une expérience militante antérieures. Ainsi, le processus de cadrage se situe au croisement de multiples expériences : celle individuelle des citoyen-ne-s, d'une part, et des activistes, d'autre part; et celle collective du Mouvement. Bien qu'ils ne soient pas intégrés à l'analyse de la théorie des cadres, les récits des expériences militantes des activistes permettent de mieux comprendre les circonstances individuelles dans lesquelles ils et elles ont opéré le processus de cadrage, ainsi que les significations qu'ils et elles lui ont données.

Si l'analyse du processus de cadrage du Mouvement du 20 février soulève des angles morts de la théorie des cadres, celle-ci éclaire néanmoins sur les raisons et les motivations mises de l'avant par les activistes et sur les stratégies employées pour mobiliser les citoyen-ne-s. Il est vrai toutefois que le processus de cadrage ne peut à lui seul expliquer l'émergence du Mouvement et la mobilisation des citoyen-ne-s, et que d'autres facteurs sont à prendre en considération. De la même manière, la seule analyse du processus de cadrage comme élément de réussite de la mobilisation ne peut être suffisante pour expliquer l'essoufflement du Mouvement. Pour poursuivre ce travail de recherche, le troisième chapitre analyse le contre-cadrage et la répression opérés par les gouvernants pour désamorcer la contestation.

CHAPITRE III

DE LA DÉLÉGITIMATION À LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT

Après avoir expliqué de quelle manière le processus de cadrage des activistes du Mouvement du 20 février s'articule autour d'un discours à l'encontre de l'idéologie transitionnelle, le troisième chapitre analyse les tentatives de délégitimation et les diverses formes de répression dirigées par les gouvernants pour désamorcer la contestation du Mouvement. Pour ce faire, je présente les multiples annonces royales pour prévenir d'abord la contestation au Maroc et délégitimer ensuite les revendications des activistes du Mouvement du 20 février. À elles, s'ajoutent la désinformation et l'invisibilisation médiatique du Mouvement, ainsi que différentes formes répressives pour venir à bout de la contestation. Afin de prendre en considération dans l'analyse les expériences subjectives des activistes du Mouvement, j'inclus de nombreux témoignages ayant trait à leur discrédit et invisibilisation médiatique, ainsi qu'à leur vécu de la répression.

Il est cependant difficile d'évaluer avec exactitude si les tentatives de délégitimation et la répression employées par les gouvernants constituent les causes du déclin du Mouvement du 20 février au profit d'autres mouvements sociaux. Dans un premier temps, j'analyse le contre-cadrage opéré par les dirigeants pour délégitimer la contestation. Dans un second temps, j'analyse les diverses formes de la répression, aussi bien psychologiques que physiques, pour mettre fin à la mobilisation du Mouvement du 20 février. Dans un troisième temps, je tente de définir dans quelle mesure la transformation des pratiques contestataires des activistes est une conséquence du contre-cadrage et de la répression.

3.1 Délégitimation de la contestation : un contre-cadrage insuffisant?

Dans le but de délégitimer le Mouvement du 20 février, les dirigeants marocains procèdent à un contre-cadrage. Diverses mesures préventives ont été déployées, dès le mois de janvier 2011 par le Palais royal, pour étouffer dans l'œuf l'émergence de la contestation, doublées de l'annonce, le 9 mars 2011, de la réforme de la constitution. À travers l'ensemble de ces mesures, je démontre que les gouvernants procèdent à un contre-cadrage à deux versants : d'un côté, un « contre-projet » positif mettant de l'avant la poursuite du modèle de l' « exception marocaine » au sein du monde arabe; de l'autre, un versant négatif dépréciateur qui discrédite les activistes et invisibilise le Mouvement.

3.1.1 La poursuite du modèle de l' « exception marocaine »

Dès le début de l'année 2011, le Palais royal a pris une série de mesures préventives dans le but d'éviter que les contestations tunisienne et égyptienne n'atteignent le Maroc. Afin de désamorcer un potentiel de mécontentement social des classes populaires, les gouvernants marocains ont importé des céréales, à partir du 12 janvier, et augmenté les subventions aux produits alimentaires de base, le 15 février (Desrues, 2012, 364-365). Parallèlement, ils ont séduit les forces sociales, comme le mouvement des diplômés chômeurs qui a reçu des promesses d'embauches dans la fonction publique, le 10 février; les syndicats qui ont été assurés de la reprise du dialogue social avec le gouvernement, le 12 février, et qui ont enfin vu la mise sur pied du Conseil économique et social (CES), le 21 février; et les organisations de défense des droits humains qui ont vu l'élargissement des prérogatives du très critiqué Conseil consultatif des droits de l'Homme, devenu Conseil national des droits humains (CNDH), le 1^{er} mars (Desrues, 2012, 365).

De leur côté, les partis politiques ont été convoqués par le premier ministre Abbas Al Fassi pour évaluer la situation marocaine dans le contexte régional, le 14 février (Desrues, 2012, 365). De plus, un des dirigeants du parti islamiste du développement et de la justice (PJD), le principal parti de l'opposition parlementaire, a été libéré le 19 février, après avoir été emprisonné pendant trois ans pour une affaire de terrorisme (Desrues et Kirhlani, 2009), et nommé aussitôt au sein du CES (Desrues, 2012, 365). Selon Desrues (2012, 365), « [ces] mesures ont permis de réintégrer dans le jeu « makhzénien » certaines organisations sociales et politiques, qui auraient pu être tentées de rejoindre officiellement le [Mouvement du 20 février], et, en quelque sorte, d'isoler ce dernier. »

À la suite de l'appel à la manifestation du 20 février 2011, le discours des gouvernants subordonne les revendications, exigées par les fondateurs et fondatrices du Mouvement, au processus de réformes démocratiques qu'aurait initié le roi Mohammed VI depuis son intronisation en 1999. Profitant de la mise sur pied du CES au lendemain des manifestations nationales, le roi insiste dans son discours sur la continuité des réformes qui ne doivent pas être assujetties à « la démagogie » et à « l'improvisation » (Desrues, 2012, 366). Selon Desrues (2012, 366),

chaque chose devrait être abordée au moment opportun, c'est-à-dire quand le monarque en prend l'initiative et dans les termes qu'il choisit, sans qu'on puisse en retirer l'impression qu'il agirait sous la pression des événements et qu'il ferait des concessions à des revendications inédites.

La directive de poursuivre ce processus réformateur sous le patronage du roi, qualifié de modèle d' « exception marocaine », a été applaudie par la plupart des acteurs politiques marocains. Ainsi, dès l'émergence du Mouvement du 20 février, le Palais royal a procédé à un contre-cadrage qui vise à démontrer que le processus de « démocratisation » ne peut être assuré que par l'initiative monarchique. En voulant aller plus vite que la musique, les fondateurs et fondatrices du Mouvement joueraient les trouble-fête dans ce processus et feraient augmenter les risques de son échec.

Dans son discours du 9 mars 2011, le roi annonce une réforme constitutionnelle sans évoquer qu'il s'agit en réalité d'une des revendications principales du Mouvement du 20 février. Il déclare au contraire que la révision de la constitution est une nécessité dans le cadre du processus de démocratisation. Selon Ferrié et Dupret (2011, 29), « il s'agit d'une manœuvre hérésthétique, au sens de William Riker [(1986)], c'est-à-dire d'une manœuvre destinée à présenter un choix comme évident et nécessaire sans avoir à entrer dans une défense argumentée de celui-ci. » Cette nouvelle « avancée » est dès lors régie par une feuille de route supervisée par le roi. Elle comporte des points importants, dont plusieurs font partie des revendications du Mouvement, tels que la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, le renforcement des droits humains, la reconnaissance du patrimoine identitaire amazigh et la reddition des comptes des responsables publics. « Cependant, en écartant la question de l'élection démocratique d'une assemblée constituante, [le roi] entendait conserver le contrôle du processus de réforme constitutionnelle » (Desrues, 2012, 370).

En effet, la Commission consultative pour la réforme de la constitution (CCRC) comprend dix-neuf membres marocain-e-s nommé-e-s par le roi, dont aucun-e ne soutient ouvertement le Mouvement. Toutefois, la publicité faite autour de ses membres, issu-e-s notamment du monde académique et de la société civile, ainsi que l'effort de consultation des forces sociales et politiques marocaines (Desrues, 2012, 370), constituent un tour de force à l'encontre de la contestation. Ce processus de réforme constitutionnelle apparaît comme une innovation par rapport aux révisions constitutionnelles précédentes, dirigées exclusivement par le roi Hassan II³⁶. Selon Desrues (2012, 373), il établit une réappropriation des attentes de changement démocratique par le roi, qui en contrôle les modalités, le contenu et l'étendue. En revanche, le Mouvement du 20 février, dont les coordinations locales boycottent la

---

³⁶ Sous le règne de Hassan II, cinq constitutions se sont succédé au Maroc : en 1962, 1970, 1972, 1992 et 1996.

CCRC à laquelle elles étaient invitées à formuler leurs propositions, a été déserté par les indépendants et les jeunes de partis politiques qui ont décidé de s'aligner à la feuille de route du roi (Desrues, 2012, 372). En ce sens, le Palais royal a réussi à imposer son « contre-projet » pour arracher la légitimité des revendications du Mouvement et se les réapproprier.

Le mouvement a voulu parler au nom de la population dans son ensemble et il s'est auto-proclamé porte-parole des sans voix, mais il n'a pas réussi à imposer l'idée que la légitimité de ses revendications était supérieure à l'autorité dont jouit la monarchie pour mener les changements à venir. (Desrues, 2012, 373)

Suite à l'élaboration du projet de réforme constitutionnelle par la CCRC et de sa modification de dernière minute par les conseillers du roi, Mohammed VI s'est adressé à la nation, le 17 juin 2011, pour en exposer le contenu et inviter les citoyen-ne-s à voter « oui » lors du référendum constitutionnel du 1^e juillet 2011. Les activistes du Mouvement du 20 février, qui décident de boycotter le référendum, ont accusé le roi d'avoir de la sorte invité les citoyen-ne-s à se prononcer sur un projet identifié à sa personne. De plus, les deux semaines consacrées à la campagne référendaire n'ont laissé que peu de temps pour faire émerger un réel débat de société entourant le texte constitutionnel. À partir du 17 juin 2011, apparaissent dans la rue les « baltagias », groupe violent connus sous le nom officiel d' « Alliance royaliste marocaine », qui organisent des contre-manifestations en guise de soutien au roi. L'apparition de ces nouveaux acteurs dans l'espace public vise à accompagner le « contre-projet » positif du Palais royal, et donc à compléter le processus de contrecadrage, en présentant enfin aux citoyen-ne-s l'expression publique de la majorité restée jusque-là silencieuse.

Sans surprise, le 1^e juillet 2011, le projet de réforme constitutionnelle a été voté par 98,49% des électeurs inscrits. Toutefois, selon Desrues (2012, 381),

la sincérité du scrutin aurait été compromise par les pressions exercées sur de larges secteurs de l'électorat, par l'utilisation des mosquées et des biens publics

comme plates-formes de propagande, ainsi que par l'achat de votes et l'usage d'arguments fallacieux et diffamatoires.

Malgré la polémique entourant les résultats du référendum constitutionnel, le Palais royal a été satisfait par ce « plébiscite populaire » qui lui offre la légitimité nécessaire à son autorité et désamorce en partie la contestation du Mouvement du 20 février (Gonzales Riera, 2011, 45). Succèdent au référendum des élections législatives anticipées, le 25 novembre 2011, également boycottées par les coordinations locales du Mouvement. Bien que les résultats du vote aient donné la victoire au parti islamiste de la justice et du développement (PJD), présentée comme une autre avancée dans le processus démocratique, ils ont surtout démontré que le roi était toujours le seul acteur politique en mesure de « rassembler une légitimité amplement majoritaire » (Desrues, 2012, 386). De plus, l'arrivée du PJD à la tête du gouvernement n'enchanterait pas les activistes du Mouvement, dans la mesure où son chef Abdelilah Benkirane a été l'un de ses premiers adversaires. Trois semaines après le scrutin, le Mouvement du 20 février perd l'une de ses principales composantes : *Al Adl wal Ihsane* (« Justice et bienfaisance »), principale force politique au Maroc bien qu'elle ne soit pas officiellement reconnue, se retire de ses rangs le 19 décembre 2011. Cependant, Desrues (2012, 387) considère que « le mouvement a gagné en cohérence idéologique ce qu'il a perdu en capacité de représentation et de mobilisation. »

3.1.2 Le discrédit médiatique des activistes du Mouvement

Presse écrite partisane comme officielle, radio comme télévision, arabophone comme francophone, les médias marocains sont majoritairement liés à l'État. Si la presse écrite est majoritairement partisane, à l'exception des journaux directement contrôlés par le Palais royal (Hidass, 2005-2006), elle demeure néanmoins dans le sillage de

celui-ci à l'image des partis politiques dont elle est issue. Peu diffusée dans les foyers marocains, la presse écrite laisse place à la radio et à la télévision faisant l'objet du monopole de l'État et de verrouillages essentiellement juridique, éditorial, financier et sécuritaire (Hidass, 2005-2006). Selon Hidass (2005-2006), unique média populaire qui traite de l'actualité publique marocaine, l'audiovisuel est tout comme le parlement, la justice ou le gouvernement un « organe » de l'État.

Sans loger tous les médias à la même enseigne, les activistes interviewé-e-s pensent que ceux-ci ont avant tout contribué à désinformer les citoyen-ne-s sur les véritables revendications du Mouvement du 20 février, ainsi qu'à discréditer ses activistes. Seuls la presse écrite indépendante, les journaux électroniques et les réseaux sociaux auraient joué un rôle d'information auprès des citoyen-ne-s. Le contre-cadrage dépréciateur passerait par de multiples stratégies : diffamation des fondateurs et des activistes (Desrues, 2012, 365-366), articles mensongers sur les intentions du Mouvement ainsi que sur le sort réservé aux activistes, et absence d'information lors des mobilisations et des dispersements violents. Selon Adil et Yasmine, la guerre médiatique à l'encontre du Mouvement aurait commencé dès le lancement de la première vidéo, le 14 février 2011, où les fondateurs et fondatrices entament le processus de cadrage.

On a sorti la première vidéo « Ana maghribi-a » [« Je suis marocain-e »], que les gens ont beaucoup regardé, après laquelle la presse a commencé la diffamation : nous sommes des homosexuel-le-s, nous appartenons au Polisario, nous sommes des athées... Il n'y avait encore que Rabat, pas de coordinations, qui reste secrète : on sait qu'elle existe mais sans savoir comment elle travaille.

(Adil, 27 ans, étudiant en histoire politique, Rabat, 11 mai 2013)

Selon Yasmine, au début du processus de contre-cadrage, certains journaux auraient annoncé que les activistes, ennemi-e-s de la nation, étaient « financé-e-s par le Mossad, l'Algérie ou l'Espagne », en plus d'être présenté-e-s comme des mécréant-e-s. Toutefois, les fondateurs et fondatrices du Mouvement ont répondu à la diffamation par un communiqué, une deuxième vidéo qui explique à l'opinion publique qui sont

les activistes, quelles sont leurs revendications et pourquoi ils et elles manifesteront le 20 février 2011, ainsi qu'une conférence de presse, le 17 février 2011, au siège de l'AMDH où ils et elles ont appelé à la création de coordinations locales à travers le pays. Pour Adil, cette première conférence de presse a été réussie en raison de la présence de médias nationaux et internationaux. Mais la veille de la première manifestation nationale, les fondateurs et fondatrices du Mouvement accusent un nouveau coup médiatique, que nous raconte Ilias :

Au journal télévisé de la veille au soir, celui que tout le monde regarde, passe le soi-disant fondateur du Mouvement qui annonce que la manifestation a été annulée et demande aux gens de ne pas aller manifester. On n'en revenait pas, on ne savait plus quoi faire. Tout ce travail pour rien! Certains sont allés se poser ne sachant que faire, mais d'autres ont démenti sur les réseaux sociaux. Pour être honnête, on ne savait pas ce qui allait se passer le lendemain, si les gens allaient sortir ou pas.

(Ilias, 22 ans, étudiant en ingénierie, Rabat, 24 avril 2013)

Lors d'une visite au local où sont archivés les documents de la coordination de Rabat, Adil sort un dossier de coupures de journaux arabophones qu'il a compilé depuis les journées qui précédaient les manifestations du 20 février 2011. De photos montrant des fondateurs et fondatrices consommant de l'alcool aux titres d'articles mensongers, Adil décrit la stratégie de manipulation de l'opinion publique marocaine adoptée par les gouvernants. Me montrant divers articles, il en lit quelques extraits pour ensuite expliquer quelle serait la véritable version des faits, tue ou transformée par les journaux.

Dans ce journal, le titre dit « Un activiste du Mouvement du 20 février décède à la suite d'un accident ». Ce que ne dit ni le titre ni l'article, c'est que cet activiste a été assassiné et que la voiture l'a poursuivi pour le frapper. Ce n'est qu'un exemple [parmi tant d'autres].

(Adil, 27 ans, étudiant en histoire politique, Rabat, 11 mai 2013)

La guerre médiatique livrée au Mouvement par les gouvernants se poursuit au-delà du 20 février 2011. Nasser tente un bref résumé du rôle médiatique dans la visibilité du

Mouvement du 20 février, en distinguant télévision, presse écrite indépendante et presse écrite partisane :

On ne voit jamais les manifestations à la télévision, à part la journée du 20 février 2011. Pour ce qui est de la presse écrite, oui, il y a des journaux qui en parlent, qui critiquent, ce qui peut être bien, comme *TelQuel*, *Hespress*, *Sabah*³⁷, et il y a les journaux partisans qui écrivent avec leur plume idéologique.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Média de masse (Hidass, 2005-2006) détenant le pouvoir du visuel, la télévision marocaine écarte le sujet de la contestation au Maroc, tandis que l'agence marocaine de presse *Maghreb Arabe Presse* (MAP) évoque les mobilisations du Mouvement du 20 février en diminuant le nombre réel de manifestant-e-s, de quelques milliers à quelques centaines seulement. Selon Yasmine, la presse écrite aurait eu de cette manière un « rôle négatif sur les revendications du Mouvement, les manifestations et les militants ». L'activiste interviewée n'en dit pas plus sur le rôle négatif de la presse écrite sur les activistes : ne pouvant compter sur un relais juste de leurs actions collectives, certain-e-s ont-ils/elles été gagné-e-s par le découragement? Il est vrai que mon enquête de terrain révèle un certain taux d'insatisfaction qui a mené certain-e-s activistes, même parmi les fondateurs comme Ismail et Ilias, à quitter le Mouvement du 20 février. Leur départ est d'ailleurs vivement critiqué par Yasmine, qui en utilisant le terme « défaite » suggère la « victoire » des gouvernants dans le cadre d'une lutte stratégique de mobilisation et de démobilisation :

J'ai une critique à faire aux personnes qui ont participé à la création du mouvement : le fait qu'ils aient baissé les bras, qu'ils n'aient pas poursuivi leurs rêves jusqu'à la fin. Tout laisser tomber, c'est comme annoncer notre défaite.

(Yasmine, 25 ans, employée de l'AMDH, Rabat, 10 mai 2013)

Bien qu'il soit difficile de pointer du doigt les déterminants de leur départ, il semblerait que le manque de reconnaissance de leur engagement au sein de la société en serait l'un des vecteurs.

³⁷ Les journaux cités sont indépendants.

Pour sa part, Mehdi estime que les médias ont modifié le comportement des activistes du Mouvement du 20 février : « au lieu d'agir chacun localement, ils ont privilégié le commun en tant qu'organisation. » Cette idée rejoint celle de Neveu (1996, 93) lorsqu'il écrit que l'importance des médias dans le « cadre de perception » de Goffman (1991) « ressort aussi de l'intériorisation par les groupes mobilisés, des impératifs d'une action qui obtienne leur relais ». Dans ce cadre de perception, l'action alors privilégiée est effectivement collective plutôt qu'individuelle. Neveu (1996, 93) ajoute que les manifestations visent à produire une image valorisante du groupe et de ses revendications à l'intention des médias. Au contraire, les médias marocains discréditeraient le Mouvement du 20 février et ses activistes. Ils adopteraient la raison d'État et relaièrent le discours transitionnel véhiculé par le Palais royal :

Les médias font de la propagande pour perpétuer les mêmes idées : le roi est bon, le Maroc est démocratique et il ne faut surtout pas essayer de changer les choses, oui à la constitution et le Mouvement du 20 février est mauvais.

(Mehdi, 21 ans, étudiant en science politique, Rabat, 2 mai 2013)

L'émergence du Mouvement du 20 février aurait « constitué une opportunité pour la monarchie » (Ferrié et Dupret, 2011, 29) de redéfinir l'exercice de sa domination sur le champ politique, qui s'incarne dans le processus de révision constitutionnelle (Vairel, 2012, 231-232). Les médias, quant à eux, ont accompagné cette redéfinition de manière déterminante, en figeant l'opinion publique sur le seul modèle politique acceptable pour le Palais royal, celui de l'« exception marocaine ».

3.1.3 L'invisibilisation médiatique de la contestation

Alors qu'Oberschall (1993) avait montré combien le mouvement contestataire des années 1960 aux États-Unis avait instrumentalisé les médias dans son processus de

cadrage, l'exemple du Mouvement du 20 février montre, au contraire, que ceux-ci sont exploités par les gouvernants marocains dans une logique de contre-cadrage de la contestation. Comme l'écrit Neveu (1996, 91), les médias sont partie prenante des interactions du mouvement social et ne sont pas seulement des supports pour les discours des mobilisé-e-s. Dans le contexte autoritaire marocain, les médias font office de relais de la propagande des gouvernants, qui empêchent de fait un jeu d'interaction entre les médias et les activistes du Mouvement du 20 février. Plutôt que de chercher à renouveler leurs actions collectives et leur discours pour attirer l'attention des médias ou renouveler l'image qu'ils véhiculent, les activistes doivent opposer à l'image construite à leur encontre une autre image du Mouvement, à travers des moyens de communication plus modernes. Aussi utilisent-ils/elles dans cet objectif de recadrage les réseaux sociaux que consulte notamment la jeune génération :

Si les médias ne reflètent pas vraiment l'image réelle du Mouvement, le Mouvement doit à son tour faire son propre média à travers les réseaux sociaux : il y a *Mamfakinch*³⁸, les pages Facebook, les blogs... Il y a cette catégorie de jeunes qui suit le Mouvement du 20 février à travers les réseaux sociaux même s'ils ne sortent pas dans les manifestations. Ils veulent parler mais ne se sentent pas capables de le faire.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

En plus des réseaux sociaux, Yasmine évoque le rôle positif des journaux électroniques comme *Lakome* « qui essaient de rapporter les faits tels qu'ils sont ». Toutefois, ces journaux électroniques à la ligne éditoriale indépendante et critique sont dans le collimateur du Palais royal, comme le démontre la poursuite contre le directeur de la version arabophone de *Lakome*, Ali Anouzla³⁹. Selon le journaliste et

³⁸ *Mamfakinch* (2011a) est un site animé par un collectif de blogueurs et de militant-e-s qui a vu le jour à la suite de l'appel à manifester du Mouvement du 20 février. Il s'agit d'un « média citoyen qui croit au droit à l'accès à l'information. Information souvent ignorée voire déformée par d'autres médias plus ou moins officiels. »

³⁹ Ali Anouzla a été arrêté le 17 septembre 2013 pour avoir mis en ligne une vidéo d'Al Qaida au Maghreb islamique incitant au terrorisme. Poursuivi pour « apologie du terrorisme », « incitation » et

homme politique Khalid Jamai, l'arrestation d'Anouzla est dans la continuité de l'acharnement contre la presse indépendante : « Les censeurs d'aujourd'hui sont en parfaite harmonie avec ce qu'avaient commencé leurs prédécesseurs quelques années auparavant en fermant un certain nombre d'organes de presse comme *Demain*, *Le Journal Hebdo*, *Assahifa* ou *Al Jarida Al Oula* » (Lakome, 2013). Face à l'impossibilité de les manipuler dans leur opération de contre-cadrage, les gouvernants s'attaquent judiciairement, voire économiquement, aux journaux de la presse écrite et électronique indépendante.

Par ailleurs, Neveu (1996, 94) explique que les médias peuvent aussi paraître comme des acteurs à part entière des mouvements sociaux, notamment lorsqu'il y a des biais et partis pris en ne donnant pas la parole à ceux qui pourraient mieux expliquer la mobilisation. Ceci est particulièrement vrai lorsque les activistes du Mouvement du 20 février militaient en faveur des boycotts du référendum constitutionnel et des élections législatives. À ce propos, Desrues (2012, 381) écrit que le Mouvement a dénoncé pendant la campagne référendaire « la campagne d'ostracisme des partisans du boycott et du « non » de la part des médias « officiels » ».

En effet, le rapport du Collectif associatif pour l'observation des élections (2011) souligne qu'un accès aux médias publics et privés « inégal, sinon inéquitable et tendancieux privilégiant l'accès aux partisans du « oui » par rapport aux points de vue adverses ». Desrues (2012, 385) ajoute que durant la campagne électorale, les activistes ont également mené une campagne dont le mot d'ordre « Mamsawtinch » (« Nous ne voterons pas ») était « accompagné de slogans désavouant la classe politique et d'activités palliant leur impossible accès aux médias audiovisuels et visant à informer la population de leur choix du boycott. »

« assistance matérielle », il a été mis en liberté provisoire le 25 octobre 2013 (Roger, 2013). Jusqu'à ce jour, il attend encore une audience avec le juge d'instruction (Le Monde, 2014)

Bien que les médias internationaux soient réputés avoir une plus grande indépendance, les activistes interviewé-e-s ne sont pas particulièrement élogieux-ses à leur égard. Concernant la couverture des mobilisations du Mouvement du 20 février, les journalistes étrangers-ères manqueraient de profondeur et relaièrent le discours transitionnel selon lequel le Maroc serait une terre « d'exception » dans le monde arabe. Selon Nasser, « les chaînes étrangères se contentent de filmer mais sans expliquer » et restent de cette manière « en surface, sans profondeur » par rapport au sujet à traiter. Yasmine, quant à elle, considère qu'il existe deux types de médias internationaux : d'un côté, ceux qui rapportent les faits tels qu'ils sont; de l'autre, ceux qui « croient en l'« exception marocaine » et font l'éloge du roi et de la constitution ».

Pour sa part, Amar cible plus précisément le rôle des médias français dans le relais de l'information concernant la contestation des activistes du Mouvement du 20 février. D'après cet activiste, l'alliance diplomatique entre le Maroc et la France influencerait directement sur une forme d'autocensure de la part des médias français, qui véhiculeraient à leur tour le discours transitionnel et contribueraient de ce fait à l'opération de contre-cadrage des gouvernants marocains. Le long extrait d'entretien qui suit a l'intérêt de présenter une comparaison historique entre l'alliance diplomatique actuelle entre les deux pays, et le début du Protectorat français au Maroc, un siècle avant le Mouvement du 20 février.

Une fois j'ai parlé sur *France 24*, j'avais dit qu'en ce moment même il y a une manifestation à Rabat. C'était le 17 avril quand il y a eu les massacres à Casablanca. Les gens se sont fait tabasser. Et la vidéo est sautée sur le site de *France 24* et [sur] leur chaîne *Youtube*, elle n'est même pas restée cinq minutes, il n'y avait plus de vidéo. D'ailleurs même à l'étranger, il y a eu le 9 mars [2011]⁴⁰, tout le monde a relayé l'information en disant que c'était suite aux manifestations le 20 février. Mais le grand sujet, c'était le discours, la démocratie... Ce sont des alliances qui dépassent le pays : de grandes alliances aux grands enjeux. Il faut se

⁴⁰ Date du discours royal après les manifestations du 20 février 2011.

positionner par rapport à ça. Le Protectorat a été signé à Fès parce que le peuple a assiégé le palais royal et à l'intérieur il y avait [le sultan] Abdelhafid. Donc les vingt mille soldats français qui étaient à Casa ont fait une intervention directe : 1911. Ils sont intervenus pour protéger le roi contre le peuple et par la suite signer le Protectorat contre les étrangers... Les Français sont des étrangers, ce n'est pas leur terre.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Selon Bennafla et Seniguer (2011, 154), le discours royal du 9 mars 2011 est considéré par les activistes du Mouvement du 20 février « comme un miroir aux alouettes destiné aux médias étrangers ». Les auteur-e-s notent d'ailleurs que la couverture médiatique de la contestation au Maroc est peu importante au regard d'autres pays et que la chaîne qatarie *Al Jazeera* avait dû fermer ses bureaux au Maroc en 2008 à la suite de sa couverture controversée de la répression des protestations de Sidi Ifni (Bennafla et Seniguer, 2011, 154).

Avant même l'émergence du Mouvement du 20 février et pendant sa gestation, le Palais royal a annoncé un certain nombre de mesures destinées à faire avorter tout mécontentement social potentiel. À ces mesures, s'est ajoutée l'annonce d'une réforme constitutionnelle dans le cadre du processus de « démocratisation » engagé depuis 1999 par le monarque. Procédant à un « contre-projet » qui met de l'avant le modèle de l'« exception marocaine », le roi se réapproprie les attentes populaires du changement démocratique et se positionne comme seul acteur politique en mesure de rassembler une légitimité majoritaire. Parallèlement, les gouvernants marocains opèrent un contre-cadrage dépréciateur afin de discréditer les activistes. Les médias marocains, majoritairement contrôlés par les gouvernants, ont désinformé les citoyen-ne-s sur la contestation et adopté la raison d'État en véhiculant la propagande du discours transitionnel. Cette propagande, également reprise par les médias internationaux, a empêché un jeu d'interaction entre les médias et les activistes du Mouvement, et a fini par invisibiliser la contestation.

3.2 Expérimenter la répression psychologiquement et physiquement

Malgré les mesures destinées à calmer le mécontentement populaire et à rassurer l'Occident sur la stabilité du pays, les gouvernants marocains ont de nouveau utilisé de la répression pour gérer la contestation du Mouvement du 20 février (Bennafla et Seniguer, 2011, 155). Si comme nous le rappellent Bennafla et Seniguer (2011, 156) le mois de mai 2011 entame le « choix du tout répressif », les activistes révèlent que leur expérience vis-à-vis de la répression a commencé dès la gestation du Mouvement. De l'intimidation jusqu'à la torture, en passant par les surveillances, les courses-poursuites, les coups de matraque ou de poignard, les arrestations et les emprisonnements, les activistes semblent assumer la pratique de la répression qui s'exerce sur eux et elles, qui ne les empêche pas de militer. Après avoir expliqué les limites de l'intimidation comme logique dissuasive à la mobilisation, j'explique pourquoi les gouvernants sous-traitent, à partir du mois de juin 2011, la répression à de nouveaux acteurs, les « baltagias ». Je mets également en lumière les diverses formes répressives subies physiquement et assénées par les forces de l'ordre.

3.2.1 L'intimidation : une logique dissuasive déficiente

Les activistes sont pleinement conscient-e-s du danger auquel leur engagement militant les expose, comme le confirment certaines de leurs phrases-chocs, telles que : « Si pour le système quelqu'un doit être arrêté, il sera arrêté » (Amar); « Si tu parles, tu dois avoir peur pour ta peau » (Ismail); ou encore, « C'est normal, quand tu es un activiste tu peux t'attendre à ce que tout puisse t'arriver » (Nasser). Mais le témoignage le plus frappant tant il est cru est certainement celui d'Adil, qui avant de militer au sein du Mouvement du 20 février avait déjà été arrêté à plusieurs reprises en 2008 pour son militantisme avec « Les étudiants révolutionnaires de la 4^e

Internationale » au sein du syndicat étudiant marocain, l'UNEM. Voici un extrait de notre entretien :

Ils m'ont frappé, ils m'ont interrogé. Ils me gardaient deux trois jours et me relâchaient à deux ou trois heures du matin en plein milieu de nulle part. Tu dois savoir que quand tu rentres dans le militantisme tout peut arriver. Mais tu ne dois pas avoir peur. S'ils te veulent, ils viendront te chercher.

(Adil, 27 ans, étudiant en histoire politique, Rabat, 11 mai 2013)

Dans le cadre de l'activisme du Mouvement du 20 février, la répression se présente d'abord sous la forme dissuasive avec son lot d'intimidation. La surveillance des fondateurs et fondatrices a commencé avant même que l'appel à la manifestation ne soit lancé. Dans les récits des activistes, les policiers en civil habillés en noir et portant des lunettes tout aussi noires sont des figures qui reviennent souvent : ils traquent les fondateurs et fondatrices du Mouvement du matin au soir pendant trois semaines, jusqu'au jour de la première manifestation. Ilias se rappelle de celui qui l'attendait chaque matin devant sa maison et le suivait durant toute la journée :

J'ai commencé à le saluer : « Salut, ça va? C'est l'heure du café, on y va. » Le soir, la même chose : « Allez, à demain à la même heure. » C'est comme si j'avais un garde du corps. Je savais qu'il était là pour me surveiller.

(Ilias, 22 ans, étudiant en ingénierie, Rabat, 23 avril 2013)

Desrues (2012, 365) explique qu'« une fois l'appel à manifester lancé, les mesures d'intimidation contre ses promoteurs et leur entourage familial se sont multipliées pour qu'ils renoncent et annulent la convocation. » L'auteur spécifie que ces mesures passent par des menaces proférées par coups de téléphone anonymes, des convocations aux commissariats de police et des visites des agents de police à leur domicile (Desrues, 2012, 365). Ces mesures d'intimidation se sont poursuivies après la manifestation du 20 février 2011. Yasmine, par exemple, se souvient avoir été surveillée les premiers jours qui ont suivi la première manifestation par une voiture noire. À la suite de cet épisode, elle a continué à faire face à des mesures d'intimidation :

J'ai reçu des coups de téléphone où on m'insultait. Ils sont venus me chercher deux fois dans mon école mais je n'y étais pas. Ils ont demandé mon dossier médical et de notes. Puis ils sont revenus trois fois en juin. Sur internet aussi, j'ai reçu des insultes par Facebook. Mais tout ça, ça n'a fait que m'encourager.

(Yasmine, 25 ans, employée de l'AMDH, Rabat, 10 mai 2013)

Yasmine n'est pas la seule à avoir été suivie et menacée. D'autres fondateurs racontent une expérience similaire, en plus d'avoir reçu des interdictions de manifester, parfois apportées en pleine nuit par la police et un juge d'instruction. Ismail estime ne pas avoir eu à craindre beaucoup pour sa sécurité, contrairement à sa sœur beaucoup plus active que lui au sein de la coordination de Rabat :

La police venait se renseigner à mon sujet à l'école pour savoir si je suis du genre à parler aux autres étudiants du Mouvement, mais ce n'est pas mon genre, je garde mes convictions pour moi. Ma grande sœur, qui a 24 ans, par contre a beaucoup été suivie. Elle est plus engagée que moi. Tout le monde ressent la menace. Une fois en pleine nuit, à minuit quarante-cinq, la police et le juge sont venus nous présenter l'interdiction d'aller à la manifestation du 22 mai 2011. On a souvent eu des interdictions de manifester. Les parents prennent peur malgré leur ancien passé militant. Des fois on n'y allait pas pour eux, mais d'autres fois on y allait malgré tout. La dissuasion ne marchait pas pour nous en ce sens.

(Ismail, 21 ans, étudiant en informatique et gestion industrielle, Rabat, 19 avril 2013)

Les activistes interviewé-e-s, à l'image de Nasser, estiment que la peur d'un danger potentiel doit être dépassée pour continuer à militer.

J'ai reçu deux fois l'interdiction d'aller à la manifestation. Une fois j'ai refusé de la signer et l'autre fois je l'ai trouvée sous ma porte. On était six connus à Salé à recevoir les interdictions. Et puis j'ai été suivi deux trois fois par des policiers civils au lycée. Une fois, un est entré et a interrogé le directeur qui a su gérer la situation. J'avais peur de ce qui pouvait arriver mais je dépassais tout ça.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Ainsi, ces interdictions de manifester sont apportées par les représentants de l'État jusqu'au domicile des activistes pour essentiellement intimider leurs familles, qui à leur tour les empêcheraient de militer. D'ailleurs, le harcèlement des parents des

activistes est courant, que ce soit par téléphone ou directement à domicile, comme l'explique Amar :

Parfois ils appellent même les familles. [...] Oui, la police qui vient parfois crier sur les parents pour qu'ils parlent avec leurs enfants. Ces trucs que les gens comprennent : dont ils ont peur.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

En l'absence de leader et de porte-parole du Mouvement du 20 février, les gouvernants choisissent leurs propres interlocuteurs à travers des interdictions de manifester, mais aussi à travers des interdictions de manifestation qui visent les activistes connu-e-s de longue date. Dans le local des archives de la coordination de Rabat, Adil sort une interdiction de manifestation qu'il a reçue, où il est tenu personnellement pour responsable des manifestations si elles ont lieu. Militant de longue date reconnu et fondateur du Mouvement, Adil est tenu pour responsable des manifestations si elles ont lieu, tandis que les autres fondateurs et fondatrices connu-e-s seulement au sein du Mouvement sont interdits de manifester:

J'en ai reçu plusieurs comme celle-là. Elle dit que la manifestation doit être annulée et que si elle a lieu j'en serai tenu personnellement pour responsable. Premièrement, le Mouvement du 20 février ne demande pas d'autorisation pour manifester. Deuxièmement, pourquoi en serai-je moi responsable?

(Adil, 27 ans, étudiant en histoire politique, Rabat, 11 mai 2013)

Ainsi, tenir ces activistes personnellement pour responsables de manifestations jugées illégales, puisque le Mouvement ne demande pas d'autorisation, et de toute action qui surviendrait pendant ces manifestations, revient à criminaliser non pas seulement des mobilisations mais aussi des acteurs contestataires.

3.2.2 Les baltagias : une sous-traitance de la répression au quotidien

Un autre aspect de la répression se situe entre dissuasion et violence physique, souvent sous forme de courses-poursuites des activistes, notamment en vue d'une

manifestation. Celles-ci, pratiquées par les policiers comme par les baltagias, ont pour but de susciter de la peur comme de donner une leçon violente à l'activiste ciblé-e. Alors que le régime autoritaire marocain reposait sur une répression violente et exécutée par l'État plutôt que par des acteurs privés (Earl, 2009, 129), le terme et les acteurs « baltagias » ont fait leur apparition au Maroc avec le Mouvement du 20 février, notamment dans les semaines qui précédaient le référendum constitutionnel du 1^{er} juillet 2011 (Vairel, 2012, 231). Vairel explique que ce mode de répression des mobilisations serait inspiré de la délégation, par la Sécurité centrale égyptienne, de la dispersion violente des rassemblements publics durant les années 2000. En Égypte, les baltagias ont été recrutés par le ministère de l'Intérieur pour inonder les espaces publics pendant les périodes de protestation (Tisdall, 2006), se mélanger avec les manifestant-e-s et scander des slogans extrémistes afin de faire passer les militant-e-s pour des «terroristes» (Amar, 2011, 308). Alternativement, il leur a été ordonné de battre les civils et faire des dégâts matériels dans le lieu de la manifestation, tout en brutalisant les manifestant-e-s (Amar, 2011, 308).

Au Maroc, la première décennie des années 2000 a été marquée par l'autolimitation, la routinisation ainsi que la renégociation des règles du jeu politique de la part des mouvements sociaux (Bennani-Chraïbi, 1999; Vairel, 2008; Bennafla et Emperador Badimon, 2010; Allal et Bennafla, 2011; Emperador Badimon, 2011). En même temps, les protestations ont été gérées par les gouvernants en alternant répression et négociation avec les acteurs contestataires (Vairel, 2005; Bennafla et Emperador Badimon, 2010; Allal et Bennafla, 2011), à l'exemple des diplômés chômeurs (Emperador Badimon, 2011). Toutefois, la contestation dans le cadre du Mouvement du 20 février rompt avec l'autolimitation des mouvements précédents. Cette rupture se fait tant au niveau du discours par la charge politique des revendications, qu'au niveau de la pratique contestataire par la nouveauté des lieux de mobilisation et l'innovation du répertoire d'action. La sous-traitance par les baltagias apparaît alors comme un moyen efficace de la répression, sans rompre pour autant avec l'image

d'un système de gouvernement qui accepte la manifestation comme liberté publique (Combes, 2009, 463).

Selon Vairel (2012, 231), les coups de pieds et de poings ainsi que les courtes matraques seraient assénés par des policiers en civils, repris de justice et voyous ou jeunes désœuvrés des quartiers populaires. Les activistes interviewé-e-s émettent toutes les mêmes hypothèses, selon lesquelles il s'agit de policiers en civils ou de voyous et délinquants payés par les gouvernants. Ils et elles observent les mêmes comportements, à savoir que les policiers laissent les baltagias agresser les activistes et que les deux corps sont en coordination, mais aucun-e ne garantit savoir qui sont exactement les baltagias. Amar témoigne de la mésaventure de l'un de ses amis avec les baltagias dans la semaine qui a précédé le deuxième anniversaire du Mouvement, en février 2013. En plus d'exposer la réalité des courses-poursuites, cet extrait d'entretien dépeint une réalité quotidienne de la répression de la part des baltagias, vécue comme une tentative de décourager l'engagement militant des activistes :

Le 20 février 2013, on était deux et un photographe de [l'hebdomadaire] *TelQuel*, on s'est fait suivre par un flic. [...] ⁴¹ Des trucs comme ça, ça devient une habitude. [...] C'est juste pour faire peur. [...] Il y a des potes qui se sont fait tabasser, tu ne sais pas comment ils [les baltagias] réagissent. J'ai un pote qui était à cette manifestation, il était à fond, il voulait faire un monologue trop beau. Ils lui ont pourri la vie, pendant une semaine, ils le suivaient partout. Parfois ils le tabassent dans la rue et s'en vont. [...] C'est arrivé [à beaucoup de] jeunes. Il y a même eu un mort à El Hoceima je crois, [Bni] Bouayach ⁴², un mec qui a été poignardé dans la rue par les baltagias. Après le danger ça peut être un endroit où il ne fallait pas se trouver, en face de quatre baltagias qui sont là à roder dans une rue vide, tu es mal barré, tu cours. Tu ne peux pas le savoir, tu passes à côté et ils t'attrapent. Il faut être tout le temps sur ses gardes.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Malgré la violence physique et mentale exercée par les baltagias sur les activistes, Amar considère qu'elle n'a pas réussi à créer de la dissuasion vis-à-vis des actions

⁴¹ Je ne retranscris pas les détails de la course-poursuite. Les deux activistes et le photographe ont réussi à semer le policier qui les traquait.

⁴² Bni Bouayach est une petite ville située dans la province d'Al Hoceima, dans le Nord-Est du Maroc.

collectives du Mouvement. Cette violence quotidienne aurait modifié les comportements des activistes qui doivent être en tout temps sur leurs gardes pour se protéger des baltagias, notamment en écourtant leurs trajets à pied.

Après tu peux te protéger aussi, tout le monde te connaît, soit dans la rue, on te dit de passer par là ou pas, soit t'es pas tout seul, vous êtes trois ou quatre. Il faut souvent prendre un taxi, ne pas marcher beaucoup. Ou bien, si tu as été attrapé et tabassé, les journalistes vont parler de ça. Donc ce n'est pas non plus dans leur intérêt que tu te fasses attraper ou intimider. Mais ils le font.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Alors que nous étions en entretien dans le café Balima en face du parlement, j'ai demandé à Ismail si le danger de se retrouver face aux baltagias était palpable au quotidien. L'activiste a répondu :

Évidemment qu'on ressentait la menace. D'ailleurs ceux qui sont en face de nous [et ils étaient à deux tables de nous] sont des baltagias. Celui qui porte la casquette, c'est Amine Barroudi, le chef des baltagias à Rabat⁴³.

(Ismail, 21 ans, étudiant en informatique et gestion industrielle, Rabat, 19 avril 2013)

Tandis que nous quittions le café, celui qui me fut désigné comme étant Amine Barroudi fit mine de parler au téléphone avec la police, prétendant vouloir faire arrêter des activistes. Cette intimidation à notre égard, en plus de la simple présence à quelques mètres de nous de baltagias, a fait réaliser à la chercheuse que je suis que l'éventualité d'un danger était plus présente que je ne l'imaginai. Ce n'était pas la première fois que j'entendais parler du chef des baltagias. Amine Barroudi a la réputation d'être d'une grande violence à l'égard des activistes du Mouvement du 20 février, notamment lors des manifestations où ses troupes lui obéissent au doigt et à l'œil. Nasser se rappelle avoir souvent eu des altercations avec des baltagias dans les quartiers populaires de Rabat lors de distribution de tracts. Toutefois, estime-t-il,

---

⁴³ Amine Barroudi est connu comme étant le porte-parole de l'« Alliance royaliste marocaine » ou encore le chef des baltagias à Rabat.

les activistes parvenaient à « dépasser ces problèmes » : « La plupart des jeunes ont continué malgré les menaces, il y a eu très peu de cas particuliers. »

3.2.3 De la matraque à la torture : des gracieusetés offertes par les gouvernants

Enfin, le dernier aspect de la répression est celui qui se subit physiquement, soit à coups de matraque, soit à coups d'arrestations et d'emprisonnements de la part des forces de l'ordre. À partir du mois de mai 2011, c'est le « choix du tout répressif » qui commence. Le 15 mai 2011, le Mouvement a organisé un pique-nique aux alentours de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) à Témara, dans la périphérie de Rabat, où il est reconnu exister un centre de détention secret où les présumés terroristes sont torturés. Cette remise en question de la DST a été considérée par les gouvernants comme le franchissement d'une ligne rouge intolérable. Les manifestant-e-s qui ont tenté de rejoindre Témara ont été brutalement dispersé-e-s. Nasser et Ilias témoignent de leur mésaventure lors de la répression du 15 mai 2011 dans le quartier Hay Riad à Rabat⁴⁴.

Le jour de la manif de Témara, ils mettaient les gens dans les stafettes. Moi aussi, ils m'ont tabassé et relâché. Les islamistes eux sont restés détenus. Ils ciblent les personnes très actives, qui mobilisent beaucoup.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Ilias pour sa part corrige la version de Nasser en ce qui concerne la détention des islamistes : toute personne aurait été relâchée le 15 mai 2011, y compris les islamistes. À son tour, il raconte son expérience cette journée-là sur la grande avenue Annakhil. Selon son témoignage, après que la police anti-émeute ait matraqué les manifestant-e-s « ordinaires », les activistes auraient été ciblés un à un.

⁴⁴ Les activistes du Mouvement du 20 février avaient donné rendez-vous devant le supermarché Aswak Salam à Hay Riad avant de se rendre au centre de détention de Témara.

Il y avait la police anti-émeute partout dans le secteur, tous habillés en noir avec gilets pare-balles, casques et matraques. Ils ont matraqué les gens mais les activistes sont resté-e-s. Du coup, leur chef donnait l'ordre à ses hommes d'attraper les activistes. Il m'a pointé du doigt et une douzaine s'est mis à me courir après. Je n'en revenais pas, je me suis mis à courir! J'avais l'impression que le sol tremblait sous leurs pas. Je courais, je courais jusqu'à n'en plus pouvoir. Je n'en pouvais plus, je me suis dit qu'ils allaient m'attraper de toute façon. Alors je me suis arrêté en plein milieu de l'avenue et je me suis assis par terre en tailleur. Je les voyais arriver... Et là je me suis dit qu'il n'était pas question qu'ils touchent un seul de mes cheveux! Je me suis relevé et me suis remis à courir. J'ai vu une ruelle et je suis passé par là en me disant qu'ils ne pourraient pas tous passer en même temps. Mais je ne sais pas par quelle chance ils ne m'ont pas vu tourner et ont continué tout droit! Je me suis caché dans un immeuble où je suis resté longtemps. Quand j'en suis sorti, j'ai découvert [Yasmine] qui se cachait elle aussi dans un autre immeuble à côté. Il lui était arrivé à peu près la même chose.

(Ilias, 22 ans, étudiant en ingénierie, Rabat, 29 avril 2013)

À partir de cette date, le cycle de répression systématique a commencé : la répression physique n'est plus seulement réservée aux manifestant-e-s du Mouvement du 20 février mais à toute mobilisation (Bennafla et Seniguer, 2011, 156). Arrestations lors de la manifestation nationale du Mouvement le 22 mai 2011, répression violente des protestataires lors du festival Mawazine à Rabat en fin mai 2011, matraquage des médecins rassemblés le 24 mai 2011, et bien d'autres encore (Bennafla et Seniguer, 2011, 156). De leur côté, les gouvernants justifiaient ces mesures répressives par l'argument du respect de la loi, les mobilisations étant non autorisées. Bien que la répression ait été déléguée dès le mois de juin 2011 aux baltagias à l'occasion de la campagne référendaire, les forces auxiliaires et la police anti-émeute ont continué à être mobilisées sur le terrain. Amar nous raconte un épisode traumatique pour tou-te-s les participant-e-s, activistes du Mouvement ou non⁴⁵, à l'appel des Indignés, le 15 octobre 2011 :

⁴⁵ Amar, Dounia, Ilias, Adil, Yasmine ainsi que d'autres personnes (activistes ou non) que j'ai rencontrées lors de mon enquête de terrain ont souligné cet épisode traumatique.

On voulait faire une parade avec des clowns. On voulait faire ça à l'Agdal, [le quartier de la] société de consommation. Il y avait des slogans de mai 68. On s'était donné rendez-vous à dix-sept heures, on s'organisait dans le local d'ATTAC, on se préparait. À quinze heures, on s'est fait entourer par les flics, on était 30, ils étaient 200. Ils nous ont attaqués dans le local, on a bloqué la porte avec des chaises et des tables. Il y avait des jeunes, certains se sont évanouis. La tension montait. Ceux qui sortaient étaient arrêtés, les filles maltraitées, c'était horrible, des jeunes de 18-19 ans qui se faisaient gifler... [...] ⁴⁶. Tout ça parce que c'était une action à l'Agdal : il y a des touristes, des expatriés...

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Ainsi, la répression devient flagrante au mois de mai 2011, mais est néanmoins présente dès les débuts du Mouvement du 20 février. Adil, par exemple, a été arrêté avec d'autres activistes par les forces auxiliaires alors qu'ils distribuaient des tracts appelant à la manifestation du 20 mars 2011 dans un quartier populaire de Rabat. Cette arrestation ne fut pas la seule pour Adil. Les arrestations prennent parfois l'allure de disparitions, dans la mesure où les personnes qui viennent arrêter les activistes ne sont pas clairement identifiées, comme l'explique Amar :

[...] la population sait, surtout quand il y a une disparition, on le cherche à la police. Il n'y a pas eu tant de disparitions, mais bon je ne sais pas tous les cas. Mais il y a eu comme des disparitions. Souvent, sur Facebook ou Twitter, on annonçait « telle personne a été arrêtée à côté de chez [elle] par trois personnes qui l'ont mise dans une voiture qui n'est pas de la police » Après, on le retrouve au commissariat.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Mais du fait que j'ai réalisé mon enquête de terrain dans la capitale, les témoignages que j'ai recueillis ne couvrent pas l'ensemble des formes de répression qui s'abattent sur les activistes du Mouvement ailleurs au Maroc. Si dans les grands centres urbains comme Rabat et Casablanca, la répression est atténuée par la relative visibilité médiatique de la mobilisation, parce qu'il est « normal » qu'il y ait des protestations dans les « vitrines » du pays, les activistes des petites et moyennes villes

⁴⁶ Sans retranscrire la description de la descente de la police, en voici quelques éléments : course-poursuite, confiscation des caméras, appareils-photos et instruments pour la parade, police et services secrets (« les lunettes noires ») à l'Agdal, les gens ont été photographiés et suivis toute la journée.

périphériques sont beaucoup plus à même de connaître la répression, en raison de leur éloignement et du désintérêt public que cela engendre. Lors de mon enquête de terrain en avril et mai 2013, environ soixante-dix activistes étaient emprisonné-e-s à travers le pays, ce qui signifie qu'ils ont également été torturés, puisque la pratique de la torture est quasi systématique envers les détenu-e-s politiques au Maroc. Pendant notre entretien, j'ai demandé à Amar s'il pensait que les activistes étaient conscient-e-s de ce nombre élevé.

Oui, ils le savent je pense. Je ne sais pas quoi répondre à ça. Chacun a ses dosages. Dans une action, il y a ceux qui ont peur, ceux qui n'ont pas peur, ceux qui s'en foutent, ceux qui savent qu'ils n'iront pas en prison... tu vois? Mais il y a la conscience d'autres personnes dans d'autres coins, comme Taza, qui rentrent dans une catégorie. Alors que Rabat et Casa sont la vitrine, il doit y avoir ça. Donc voilà, ça dépend. Dans certaines villes, les mecs s'essoufflent et ils se disent que c'est le même combat dans un syndicat et continuent leur combat au sein du syndicat, tout en disant que c'est le 20 février.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

À ce jour, alors même que le Mouvement est essoufflé et que nous n'en entendons presque plus parler, le nombre de détenu-e-s a triplé : ils-elles seraient autour de deux cents activistes en prison. Le 22 mai 2014, onze jeunes activistes du Mouvement, arrêtés lors d'une manifestation syndicale légale le 6 avril 2014 à Casablanca, ont écopé jusqu'à une année de prison. Entre temps, le jeune rappeur Lhaqed (« L'enragé »), connu pour ses textes dénonciateurs et son activisme au sein de la coordination de Casablanca, a été arrêté le 18 mai 2014. Ce dernier n'en est effectivement pas à sa première détention : il avait déjà été emprisonné en 2011 et 2012 pendant des périodes de quatre mois et d'une année. Une année seulement après sa libération, Lhaqed est de nouveau arrêté peu de temps après la sortie de son nouvel album « Walou » (« Rien »), où il affirme que rien n'a changé dans le pays.

L'invisibilité actuelle du Mouvement du 20 février permet aux gouvernants de revenir à la pratique de l'extirpation de l'« ennemi intérieur » de la communauté politique

(Vairel, 2008, 216), appliquée durant les années de plomb⁴⁷, quand elle leur semble nécessaire. Les activistes en liberté, les anciens activistes et leurs proches continuent quant à eux à être surveillé-e-s. J'ai été moi-même arrêtée et intimidée lorsque mon enquête tirait vers sa fin, du fait de ma proximité avec des activistes. J'ai été arrêtée avec trois autres ami-e-s dans un parc par deux policiers en civil, officiellement pour consommation d'alcool, qui ont refusé de nous dire à quel commissariat on nous emmenait. Nous avons su une fois à l'intérieur, grâce à une autre personne arrêtée, qu'il s'agissait du commissariat central de Rabat, « là où les grosses affaires se passent », selon les dires d'un proche. Sans l'intervention téléphonique de ce proche qui nous a fait libérer, j'ignore encore quelle aurait été l'issue de cette arrestation.

Les menaces via un proche et le harcèlement téléphonique qui ont suivi cet épisode relevaient clairement de l'intimidation, à la fois à titre d'amie d'activistes et de chercheuse marocaine sur un objet considéré dangereux. L'intimidation que j'ai vécue a été une expérimentation directe de la répression sous sa forme dissuasive, connue de bien d'autres citoyen-ne-s marocain-e-s qui ont approché de trop près les activistes du Mouvement. Parce qu'il est vrai que si la répression semble ne pas dissuader les activistes, elle fonctionne néanmoins sur les citoyen-ne-s ordinaires, les manifestant-e-s, qui après les premières matraques et les intimidations finissent par ne plus joindre les mobilisations. Toutefois, la répression n'annihile pas l'opposition ou la mobilisation, mais la contraint, la circonscrit, la façonne, et donc la transforme (Combes, 2009, 465). En effet, l'observation sur le terrain montre que la mobilisation actuelle des activistes du Mouvement est circonscrite dans le cadre des réseaux sociaux et ne se situe dans la rue qu'à des occasions ponctuelles. La répression a également modifié les cadres établis par les activistes, dans la mesure où leur discours

---

⁴⁷ Durant les années de plomb, cette pratique consistait notamment en des enlèvements, communément appelées des « disparitions forcées », qui ont touché plusieurs générations de militant-e-s (Vairel, 2008, 216).

se concentre davantage sur la libération des détenu-e-s politiques plutôt que sur l'ensemble des revendications de la charte (Radi, 2014).

Les gouvernants ont employé un large éventail de formes répressives à l'encontre des activistes et des manifestant-e-s du Mouvement du 20 février. Depuis la gestation du Mouvement jusqu'au-delà du 20 février 2011, l'intimidation comme logique dissuasive à l'égard des activistes et de leurs proches a été suivie de répression physique de la part des forces de l'ordre comme de la part des baltagias. Le mois de mai 2011 a été marqué par le « choix du tout répressif » qui a sans aucun doute contribué à la diminution de la mobilisation chez les citoyen-ne-s ordinaires. Malgré la forte répression vécue par les activistes du Mouvement, les forces de l'ordre sembleraient « avoir su faire preuve de retenue », dans la mesure où le Maroc « ne déplore que quelques morts, à la différence des violences tunisiennes, égyptiennes, libyennes, syriennes ou bahreïnies » (Vairel, 2012, 231). Entre maintien de l'ordre lors des manifestations nationales de grande ampleur et répression contre des rassemblements moins nombreux, elles « fixent les limites du faisable et du possible, circonscrivent les lieux autorisés et les relations acceptables entre le 20 février et la population, notamment ses couches populaires. » (Vairel, 2012, 231).

3.3 La transformation des pratiques contestataires

À travers les tentatives de délégitimation, de discrédit et d'invisibilisation du Mouvement, de ses acteurs et de ses revendications, le contre-cadrage a certainement concouru à la démobilisation des citoyen-ne-s et donc à l'affaiblissement puis l'essoufflement du Mouvement du 20 février. En ce sens, bien que ni le contre-cadrage ni la répression n'aient entamé la ténacité des activistes (Desrues, 2012, 381), ils ont toutefois contribué à la transformation de leurs pratiques contestataires. En

tenant à rester dans la légalité, à la fois pour leur reconnaissance par les gouvernants et par peur de dérapage qui conduirait à leur répression (Vairel, 2008, 228-230), les acteurs contestataires circonscrivent l'espace de la contestation ainsi que les formes d'action collective. Je montre d'abord que la répression des manifestations dans les quartiers populaires a obligé les activistes à confiner les actions collectives dans le centre-ville de Rabat, loin des franges de la population ciblées par la mobilisation. Ensuite, que les jeunes activistes ont développé parallèlement de nouvelles formes d'actions créatives, donnant naissance à un nouveau répertoire de l'action collective. Enfin, que plusieurs de ces derniers-ères se sont dirigé-e-s vers de nouveaux mouvements sectoriels.

3.3.1 Les quartiers populaires : enjeux d'un nouvel espace de la contestation

L'espace de la contestation a été circonscrit, depuis les années 1990, dans le centre-ville de Rabat. Tracé par les activistes du Mouvement du 20 février, le trajet habituel, mesurant huit cents mètres, commence à la place populaire de Bab el Hed, traverse l'avenue Mohammed V, concentrant de nombreux bâtiments d'État et de sièges de compagnies, et se termine devant le parlement. À cet endroit, déserté par les représentants le jour du dimanche⁴⁸, la manifestation prend l'allure d'un sit-in où, slogans scandés, les revendications s'adressent à des absents. Mais à la suite du discours royal du 9 mars 2011 annonçant une réforme constitutionnelle, les jeunes activistes du Mouvement du 20 février proposent en assemblée générale de relocaliser, à partir du mois d'avril 2011, les manifestations dans les quartiers populaires de Rabat. Ils et elles désirent s'adresser directement aux citoyen-ne-s les plus touché-e-s par la précarité, leur faire entendre leurs revendications pour le changement et les mobiliser à leurs côtés.

---

⁴⁸ Les manifestations dans le cadre du Mouvement du 20 février ont généralement lieu le dimanche, à Rabat comme dans les autres villes du Maroc.

Selon les activistes interviewé-e-s, la manifestation du 24 avril 2011 a eu lieu à Yaacoub el Mansour, celle du 22 mai 2011 à Akkari et celle du 19 juin 2011 à Takkadoum, où les habitant-e-s se seraient joint massivement aux activistes du Mouvement et au reste des manifestant-e-s. Les habitant-e-s de ces quartiers, d'abord méfiant-e-s à l'égard des activistes, auraient adhéré au discours d'un mouvement contestataire qui semble défendre leurs intérêts. Selon Dounia, ces manifestations relocalisées ont été un véritable succès. Les habitant-e-s répétaient en chœur les slogans et portaient les pancartes que les activistes leur avaient distribuées. Ils et elles auraient même élaboré leurs propres pancartes. Dounia raconte qu'un groupe de jeunes, par exemple, avait fabriqué une mini *beraka*, habitat insalubre de bidonville, brandie en forme de protestation contre leurs conditions de vie difficiles. Comme leurs prédécesseurs des « années de plomb », les jeunes activistes du Mouvement du 20 février tentent de capitaliser les forces populaires marginalisées et se penseraient de cette manière en « avant-garde « consciente » » (Vairel, 2012, 223). Selon l'information de certain-e-s activistes, le quartier Akkari aurait formé son propre comité, joint au travail de mobilisation de ses habitant-e-s au sein de la coordination de Rabat.

Toutefois, les répressions fortes et systématiques à l'encontre des manifestant-e-s dans ces nouveaux lieux de mobilisation ont changé l'espace de la contestation. Les répressions policières qui avaient cours depuis le mois de mai 2011 (mobilisation du 15 mai prévue devant la DST et manifestation du 22 mai à Akkari), auxquelles s'ajoutaient les coups des *baltagias* depuis le 19 juin 2011, ont démontré deux enjeux liés à l'espace de la contestation. D'un côté, le ralliement des classes défavorisées à la contestation du Mouvement du 20 février et par conséquent la déstabilisation du régime comme en Tunisie et en Égypte. De l'autre, la peur des gouvernants que les manifestations dans les quartiers populaires dégénèrent en émeutes, comme dans les « années de plomb » (Le Saout et Rollinde, 1999; Bouaziz, 1999; Al Ayadi, 1999), et

provoquent de nouveau une crise politique au Maroc, à l'image de celles de mars 1965, de juin 1981, de janvier 1984 et de décembre 1990 (Bouaziz, 1999, 73-77).

Les assemblées générales de la coordination de Rabat ont fini par faire éclipser la possibilité d'organiser des manifestations dans les quartiers populaires de la capitale. Le consensus étant difficile à obtenir, les manifestant-e-s sont retourné-e-s au centre-ville parcourir l'artère principale jusqu'au parlement. Selon Desrues (2013, 416-417), il existerait un fossé générationnel entre les jeunes activistes et les plus âgé-e-s, qui s'accompagnerait d'un désir de reconnaissance de leadership de la part des premiers. D'après mes entretiens sur le terrain, la plupart des activistes interviewé-e-s ne se reconnaissent pas dans le modèle contestataire de leurs aîné-e-s, qu'ils et elles jugent routinier et sans imagination. Mais dans son analyse du sit-in comme mode d'action centrale au Maroc dans les vingt dernières années, Vairel (2005, 47, 59) explique que ce mode d'action routinisé a permis aux groupes protestataires et à leurs causes d'obtenir une visibilité auprès des gouvernants, tout en étant relativement toléré. De leur côté, les jeunes activistes du Mouvement ont développé parallèlement de nouvelles formes d'actions collectives, notamment des actions artistiques.

3.3.2 La créativité dans l'action : le « poétique » au service de la politique

Outre la relocalisation de l'espace de la contestation dans les quartiers populaires, les jeunes activistes du Mouvement adhèrent à l'action collective créative : d'une part, celle qui appelle au geste citoyen responsable et qui déconcerte les gouvernants, d'autre part, celle qui par le biais de l'art conscientise les citoyen-ne-s. Les jours qui précèdent la manifestation du 20 mars 2011, des activistes distribuent dans les rues de Rabat des roses aux policiers de la sécurité nationale, d'autres donnent du sang pour les hôpitaux, et un appel au civisme dans les administrations et au non versement de pots-de-vin est lancé (Vairel, 2012, 227). Une autre forme d'action collective est celle

du « flashmob », où les activistes se rassemblent subitement après l'avoir rapidement décidé, pour surprendre les gouvernants. Des groupes d'activistes arrivent successivement en scandant des slogans mais sans porter sur eux de signe d'appartenance au Mouvement du 20 février. Cette forme d'action collective a notamment été utilisée lors de la campagne de boycott du référendum constitutionnel, comme le 30 juin 2011, à la veille de celui-ci où elle s'est déroulée dans un climat de tension entre les activistes et les baltagias (Chapouly, 2011).

La répression n'est pas uniquement systématique quand il est question de nouveaux lieux de mobilisation, comme la DST ou les quartiers populaires d'avril à juin 2011. Elle l'est également lorsqu'un nouveau répertoire d'action collective est mis en place, à l'exemple des actions artistiques lancées par les jeunes activistes du Mouvement dans la rue⁴⁹. En effet, l'utilisation d'un répertoire d'action non conventionnel et innové est plus réprimée que celle d'un répertoire routinisé (Combes, 2009, 463). Selon plusieurs activistes interviewé-e-s, l'incertitude liée à l'apparition d'une nouvelle forme d'action collective explique le systématisme de sa répression, surtout lorsqu'il s'agit d'actions artistiques jugées subversives. D'après Dounia, « le *Makhzen* a peur de l'art, parce qu'il ne veut pas que le peuple sympathise avec le Mouvement. Il a déjà essayé par tous les moyens de le rendre antipathique au Mouvement, mais l'art rejoint les gens ». À l'occasion de la fête de la musique, le 21 juin 2014, les activistes de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE, 2014) organisent, dans le cadre de la campagne « #FreeKoulchi » (« #Libérez tout le monde ») en solidarité avec les détenu-e-s politiques au Maroc, un concert précédé d'un débat d'ouverture intitulé « La répression de la création artistique ».

---

⁴⁹ Sur les « arts de la rue », voir Haenni (2005)

Malgré la répression, les jeunes activistes ne mettent pas fin à leur créativité dans la rue. Ils et elles deviennent les précurseurs de la contestation artistique au Maroc. De courtes pièces de théâtre jouées dans la rue, des danses accompagnées de chants de résistance improvisés, des vidéos satiriques postées dans les réseaux sociaux, des *freeze*⁵⁰ organisés dans les endroits publics à forte affluence sont autant d'actions artistiques qui visent la visibilité auprès des citoyen-ne-s pour les conscientiser et les rendre sympathiques à la cause du Mouvement. Selon Benski *et al.* (2013, 546), qui analysent les mobilisations survenues en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ainsi que celles du mouvement *Occupy* en Europe et en Amérique, la plupart d'entre elles ont été marquées par des manifestations révolutionnaires d'humour, d'ironie et de parodie. Ces manifestations ont pu annoncer la création d'un nouveau type d'« activisme ludique », qui se fait dans le plaisir, le jeu et la créativité (Benski *et al.* 2013, 546). Toutefois, ces actions ludiques et créatives sont mal vues par les gouvernants marocains qui ne tardent jamais à les interdire ou à les réprimer.

Lors d'une entrevue avec Mehdi et son ami, les deux activistes de 21 ans m'expliquent que la révolution politique doit passer dans un premier temps par une révolution artistique et culturelle, dans la mesure où le changement doit s'opérer dans les mentalités avant d'atteindre les institutions étatiques.

Il aurait fallu que chaque jeune travaille avec sa propre énergie sans chercher l'énergie collective: que chaque personne soit un changement. Le processus de changement des mentalités est long dans une société. Ça a commencé avec le Mouvement du 20 février, mais il faut que ça continue. Il faut toute une révolution culturelle et artistique.

(Mehdi, 21 ans, étudiant en science politique, Rabat, 2 mai 2013)

Cette idée est largement répandue chez les activistes rencontré-e-s, à la différence près que d'autres estiment que la révolution artistique et culturelle doit accompagner la révolution politique. Amar, artiste de profession, croit que « la politique est

⁵⁰ Arrêt de mouvement soudain d'un groupe d'individus, dans une position peu ordinaire pour faire passer un message au reste des individus présents

toujours là pour freiner le poétique » alors que « le poétique doit être un guide pour le politique, parce que ça prévoit ce qui peut arriver ». Il justifie élégamment l'« artivisme », utilisation de l'art comme outil de l'activisme :

L'art est tout le temps en mouvement, tout le temps à proposer, tout le temps subversif. Quand il perd de côté-là, il devient une épopée. [...] En plus, l'art peut passer entre les mailles... Il est là : c'est menaçant, mais en même temps c'est de l'art, c'est de l'illusion. On montre juste ce qu'on rêve de faire, mais ce n'est pas vrai, ce n'est pas concret.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

L'élaboration d'un programme politique pour « concurrencer le pouvoir », par exemple, devrait tenir compte de l'évolution des mentalités dans la société, qui elle-même est une variable dépendante de l'art.

[Un programme politique alternatif] doit prendre aussi en charge, ne pas négliger ce côté poétique. C'est-à-dire, si on veut changer les mentalités [...], se mettre d'accord sur une idée [...], à partir de ça, le projet politique doit marcher en parallèle avec le projet poétique, qui est plus au niveau des mœurs, de l'habitude des gens. [...] Les deux marchent ensemble. Sinon, si on rêve d'une société et qu'on l'écrit : regarde, on n'est pas prêts encore. Non, c'est en même temps, ça marche ensemble : c'est préparer les gens à accepter ça. Si tu ne les prépares pas, c'est une dictature aussi. T'arrives, tu imposes, tu fais chuter le pouvoir et tu imposes quelque chose d'autre, alors que le peuple, les gens ne sont pas prêts à ça.

(Amar, 28 ans, étudiant en théâtre et artiste, Rabat, 13 avril 2013)

Mais de son côté, Adil ne tient compte que du processus politique pour parvenir à une révolution politique. Activiste au sein du mouvement trotskiste clandestin *Al mounadil-a* (« Le/La militant-e »), il considère que le changement politique ne peut avoir lieu qu'en présence de forces politiques révolutionnaires qui guident vers ce changement.

[...] [II] faut que les activistes présentent un programme alternatif, mais ce ne sera pas fait avec le Mouvement du 20 février. Il faut des forces politiques, un parti révolutionnaire qui tire le changement car le Mouvement n'a pas de tête et est intégré par tous : le *Makhzen*, la police, les partis.... Le Mouvement du 20 février est une dynamique pour aider une éventuelle vague révolutionnaire.

(Adil, 27 ans, étudiant en histoire politique, Rabat, 11 mai 2013)

Au sein de la même coordination, les activistes mettent en avant des agendas différents. Ce découpage sectoriel de la mobilisation révèle des rapports de force au sein du groupe d'activistes, des questions de priorisation, de hiérarchisation et d'articulation des étapes à franchir en vue d'une « révolution politique » au Maroc. Ces rapports de force ont mené certain-e-s activistes à créer de nouveaux mouvements sociaux sectoriels, selon les priorités de leurs agendas.

3.3.3 La re-sectorisation des luttes : une émergence de nouveaux mouvements sociaux⁵¹

L'« artivisme » attise la curiosité des citoyen-ne-s dans la rue et les rend plus attentifs-ives aux messages exprimés par les activistes. Subversif parce que ni routinisé ni banalisé, l'« artivisme » est redouté par les gouvernants en raison de l'incertitude qu'il provoque. L'action créative au sein du Mouvement du 20 février se poursuit dans le cadre de nouveaux mouvements sociaux que certain-e-s activistes ont créés, depuis l'été et l'automne 2012. Selon plusieurs activistes interviewé-e-s, ces mouvements sont l'émanation d'une jeunesse marocaine qui désire militer autrement, à travers d'autres modes d'action. Mehdi, par exemple, reproche aux activistes du Mouvement du 20 février de ne pas avoir érigé l'« artivisme » comme principal répertoire d'action collective, comme l'ont fait les activistes de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), qui l'utilisent depuis sa création. Leur particularité ne tient pas uniquement à l'utilisation de l'« artivisme » comme répertoire d'action collective : elle tient également à la re-sectorisation des luttes démocratiques, après que le Mouvement du 20 février ait rompu avec les sectorisations précédentes. Ces mouvements, dont nous donnerons trois exemples

---

⁵¹ Les nouveaux mouvements sociaux font référence dans cette recherche aux espaces de protestation créés à la suite du Mouvement du 20 février, et non pas à la théorie des « nouveaux » mouvements sociaux (Inglehart, 1977; Melluci, 1977; Touraine, 1978; Offe, 1990).

principaux, travaillent chacun sur une thématique spécifique, en touchant certaines failles du système politique et social marocain.

Le mouvement Guerrilla Cinema naît en juillet 2012, à l'initiative d'étudiant-e-s en cinéma à Rabat, afin de lutter par le biais du cinéma pour la liberté d'expression au Maroc : « La caméra est notre arme », affirment-ils/elles. Ces étudiant-e-s se servent de leur outil de travail clandestinement pour mettre en lumière les réalités de la censure et informer les citoyen-ne-s sur des sujets sensibles qui mêlent les domaines public et privé, comme le mariage forcé, le viol, les lois rétrogrades, la propagande et la violation de la liberté d'expression. Ainsi ont-ils/elles tourné le court-métrage « 475 : Quand le mariage devient châtiment » pour informer le public sur le cas d'Amina Filali, jeune marocaine de 16 ans qui s'est suicidée après avoir été mariée à son violeur (Bouhmouch, 2013). « 475 » correspond à l'article du code pénal marocain qui légalise le mariage d'un violeur à sa victime et qui est dénoncé dans le court-métrage. « Basta » est un autre court-métrage qui montre les différentes formes de censure auxquelles sont confrontés les réalisateurs au Maroc, aussi bien de la part des gouvernants que des citoyen-ne-s ordinaires qui empêchent les réalisateurs de filmer (Guerrilla Cinema, 2013). Se reconnaissant dans l'activisme par le biais de l'art, Nasser s'est joint à ce mouvement cinématographique dont les films envoient d'après lui « des messages pour engendrer des débats » au sein de la société marocaine. Guerrilla Cinema, comme mouvement sectoriel pour la liberté d'expression, soulève et dénonce avant tout les contradictions entre la loi fondamentale, les lois en vigueur et les politiques publiques.

L'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE) apparaît également durant l'été 2012 et organise, comme premier événement national, un sit-in dans une vingtaine de villes le 6 août 2012 en guise de protestation contre les nouveaux critères d'accès aux grandes écoles. Selon les activistes de l'UECSE, les nouveaux seuils exigés privilégient les bachelier-ère-s des écoles privées au détriment

des bachelier-ère-s du système public et creusent le fossé des inégalités entre une élite éduquée promise à un avenir brillant et le reste du peuple diplômé à l'université, promis au chômage. Étendue à une trentaine de villes du Maroc, l'UECSE rassemble des lycéen-ne-s et des étudiant-e-s qui débattent et agissent en vue de solutions concrètes pour l'amélioration du système éducatif, notamment par le biais de meetings, conférences, tables rondes, cercles de lecture et ateliers. Par exemple, à la fin du mois d'avril 2013, l'UECSE s'est jointe à Jeunesse Estudiantine Féministe (JEF) pour l'organisation d'un colloque à Casablanca portant sur l'image de la femme dans les manuels scolaires marocains. Selon Ismail, ce sont ce type d'activités qui ciblent l'éducation et l'esprit critique qu'il faut encourager à ce jour :

Le moment du Mouvement du 20 février est passé, il pourrait y avoir un autre mouvement selon le contexte. Comme l'UECSE qui a commencé à travailler. Si nous voulons changer quelque chose, commençons par l'éducation, la pensée.

(Ismail, 21 ans, étudiant en informatique et gestion industrielle, Rabat, 19 avril 2013)

Depuis le mois de juillet 2013, l'UECSE organise l'université populaire de philosophie « L'flssafa f'zenqa » (« La philosophie dans la rue »), qui s'est étendue de Rabat à d'autres petites, moyennes et grandes villes du pays. Selon un membre fondateur, Nabil Belkabir, ce rendez-vous hebdomadaire vise à « développer l'esprit critique, banaliser la pensée libre, [et] éveiller la créativité de chacun » (Guessous, 2013). L'UECSE se distingue du syndicat historique étudiant, UNEM, et aspire à prendre la relève au sein du milieu éducatif pour créer une conscience et une mobilisation estudiantine. Les 25 et 26 janvier 2014, l'UECSE se dote d'un cadre légal lors de son congrès national constitutif, durant lequel les activistes ont voté les statuts de leur nouvelle association, approuvé le plan d'action de l'année 2014 et élu les membres du bureau exécutif (Bennamate, 2014). Parmi ses activités, la nouvelle association organisera un travail de documentation sur le système éducatif marocain, afin de proposer sur le long terme un projet de système éducatif alternatif.

Guerrilla Cinema et l'UECSE se présentent comme des mouvements sectoriels à visée politique, dans la mesure où le premier lutte contre un système liberticide et pour l'information des citoyen-ne-s; et le second pour un système d'éducation qui forme des citoyen-ne-s avisé-e-s et politisé-e-s. Selon Nasser,

avec la diminution de la force du Mouvement du 20 février, d'autres petits mouvements ont commencé à apparaître, parlant de problèmes sociaux ou politiques. C'est une bonne chose parce qu'ils agissent point par point, comme l'UECSE qui agit pour le changement du système éducatif qui est en ce sens primordial. Moi-même je suis confronté à ce problème. Il y a aussi le mouvement féministe Woman choufouch... Ces mouvements touchent les points faibles de la société marocaine qu'il faut changer. Chacun d'entre eux a une stratégie [...] et essaie d'avoir un impact à travers les médias, les universités et les réseaux sociaux.

(Nasser, 19 ans, lycéen, Rabat, 26 avril 2013)

Contrairement au Mouvement du 20 février dont les cadres de l'action collective sont multiples, ces nouveaux mouvements sociaux développent chacun un processus de cadrage spécifique à leur lutte sectorielle. Guerrilla Cinema opère un processus de cadrage pour la liberté d'expression, tandis que l'UECSE opère un processus de cadrage pour le changement du système éducatif. Pour sa part, le collectif féministe Woman choufouch⁵², fait du harcèlement sexuel sa lutte sectorielle depuis l'automne 2012. Pour briser ce tabou de la société marocaine, ce collectif lutte à ses débuts à travers les réseaux sociaux et organise des conférences et des tables de discussion, notamment à Rabat. À la suite du suicide d'Amina Filali, ses activistes organisent un sit-in à Rabat pour l'abrogation de l'article 475 du code pénal. Toutefois, il serait difficile de suggérer que Woman Choufouch procède à un processus de cadrage, dans la mesure où ses activités ne sont ni régulières ni fréquentes et où sa visibilité est limitée dans le cadre des réseaux sociaux.

---

⁵² Woman choufouch est un jeu de mot entre le terme anglais *woman* (« femme ») et une expression marocaine, « *man choufouch?* » (« Pourrions-nous l'envisager? »), dont se servent les hommes pour aborder vulgairement une fille ou une femme dans un espace public.

Avec l'apparition de ces nouveaux mouvements sociaux, il est intéressant de souligner que plusieurs activistes de la coordination de Rabat ont continué leurs luttes vers de nouveaux espaces de protestation. Certain-e-s s'investissent toujours dans le Mouvement du 20 février tout en participant activement à ces nouveaux espaces, dans un esprit de continuité entre une lutte globale et une lutte sectorielle. La re-sectorisation des luttes, que le Mouvement du 20 février avait réussi à dépasser, n'exclut pas leur politisation, contrairement aux mouvements sectoriels précédents qui minoraient la charge politique de leurs luttes (Allal et Bennafla, 2011, 10). Il est tout aussi intéressant de remarquer que pour certain-e-s d'entre eux et elles, leur activisme continue dans une lutte multisectorielle, en participant à plusieurs de ces mouvements sectoriels.

Ce sont des acteurs multipositionnés, qui croient en l'efficacité de mouvements sectoriels ayant un objectif précis. Selon Dounia, l'essoufflement du Mouvement du 20 février ne signifie pas pour autant sa mort, dans la mesure où « son esprit est toujours en vie ». Cet esprit se serait poursuivi dans ces nouveaux mouvements sectoriels auprès desquels elle continue son activisme. De son côté, Mehdi poursuit une activité militante réduite auprès du Mouvement du 20 février, mais continue de militer au sein de Woman choufouch et de l'UECSE. En investissant ces nouveaux espaces, les activistes concentrent leurs énergies sur le processus de cadrage spécifique de chacune des luttes sectorielles pour lesquelles ils et elles militent, plutôt que sur la mise en place de cadres de l'action collective divers et en concurrence.

Le contre-cadrage ainsi que la répression ont participé à la démobilisation des citoyen-ne-s et par conséquent à la transformation des pratiques contestataires des activistes du Mouvement du 20 février. Le systématisme de la répression à l'encontre des manifestations relocalisées dans les quartiers populaires a obligé les activistes, à la manière des militant-e-s de générations précédentes, à circonscrire de

nouveau la mobilisation dans le centre-ville de Rabat, loin des principales franges de la population ciblées. Le fossé générationnel entre les jeunes activistes et leurs aîné-e-s a poussé les premiers-ères à développer des actions collectives plus créatives. Toutefois, tout comme pour les nouveaux lieux de mobilisation, l'apparition d'un nouveau répertoire d'action est réprimée, surtout lorsqu'il s'agit d'actions artistiques jugées subversives. Ni routinisé ni banalisé, l'« artivisme » est apprécié de la majorité des activistes interviewé-e-s pour sa capacité à changer les mentalités des citoyen-ne-s pour les préparer à un changement démocratique. L'action créative qui naît dans le cadre du Mouvement du 20 février se poursuit dans le cadre de nouveaux mouvements sociaux, au sein desquels les activistes mènent des luttes sectorielles, comme la liberté d'expression (Guerrilla Cinema), le changement du système éducatif (UECSE) et le harcèlement sexuel (Woman choufouch). Malgré cette re-sectorisation des luttes, qui avait été dépassée par le Mouvement du 20 février, les nouveaux espaces de protestation investis par les activistes sont politisés.

3.4 Contre-cadrage, répression et re-sectorisation de la contestation

Le troisième chapitre analyse le contre-cadrage des gouvernants, ainsi que les diverses formes de répression ayant pour objectif de désamorcer la contestation du Mouvement du 20 février. Tout en mettant de l'avant un contre-cadrage pour la poursuite du modèle de l'« exception marocaine », le roi a su imposer l'idée que les « avancées » démocratiques ne pouvaient se réaliser que sous son patronage. À travers notamment le processus de réforme de la constitution, le roi a délégitimé les revendications du Mouvement et s'est positionné comme le seul acteur politique véritablement légitime au Maroc. Le contre-cadrage dépréciateur constitue, quant à lui, une tentative des gouvernants de désinformer les citoyen-ne-s sur la contestation, en discréditant les activistes et en invisibilisant le Mouvement. Majoritairement contrôlés par les gouvernants, les médias marocains, auxquels se sont joints les

médias internationaux, ont relayé la propagande de l'idéologie transitionnelle pour délégitimer la contestation. De leur côté, plusieurs journaux indépendants qui donnaient de la visibilité au Mouvement ont connu une répression judiciaire, voire économique, laissant les activistes sans aucun recours médiatique.

Bien qu'essentiel, le contre-cadrage n'a été qu'un élément de la stratégie de désamorçage mise en place par les gouvernants. En plus de mobiliser le concept de contre-cadrage, ce chapitre a recours au concept de répression qui n'appartient pas au cadre théorique emprunté et qui permet de compléter l'analyse de la stratégie de désamorçage du Mouvement. L'attention particulière portée aux expériences subjectives des activistes interviewé-e-s, pour analyser à la fois le contre-cadrage et la répression, s'explique à plusieurs égards. Analytiquement, il s'agissait d'un choix de recherche que de s'intéresser particulièrement aux perceptions des activistes. Méthodologiquement, parce que mon enquête de terrain portait exclusivement sur la coordination de Rabat et ses activistes, et qu'il aurait été improbable d'interroger les cadres et les agents du Ministère de l'intérieur sur leur stratégie de désamorçage du Mouvement du 20 février. C'est pourquoi ce chapitre analyse distinctement le contre-cadrage par rapport au processus de cadrage du Mouvement.

Ainsi, la répression sous ses multiples formes est l'autre élément important pour venir à bout de la contestation du Mouvement du 20 février. Depuis sa gestation jusqu'à sa quasi disparition actuelle, les gouvernants ont aussi bien usé de l'intimidation à l'encontre des activistes et de leurs proches, que de coups de matraque ou de poignard, d'arrestations, d'emprisonnements et de la pratique de la torture. Le « choix du tout répressif » à partir du mois de mai 2011 a été poursuivi par la sous-traitance de la répression à de nouveaux acteurs, les baltagias, à partir du mois de juin 2011. Leur apparition dans le contexte de la campagne référendaire pour la réforme de la constitution relève d'une double logique. D'abord, il s'agit de présenter aux citoyen-ne-s l'expression publique d'une majorité silencieuse. Ensuite, en remplaçant la

violence des forces de l'ordre par celle des baltagias, les gouvernants veulent démontrer leur respect vis-à-vis de la campagne de boycott du Mouvement. Même si la répression n'a pas annihilé la contestation des activistes du Mouvement du 20 février, elle a sans doute eu des répercussions néfastes sur une majorité de manifestant-e-s qui ont cessé de se mobiliser.

Il est néanmoins difficile de déterminer avec exactitude quel a été le rôle joué par le contre-cadrage et la répression dans le désamorçage de la contestation, même s'ils ont contribué à la démobilisation des citoyen-ne-s. Par exemple, la répression systématique des manifestations relocalisées dans les quartiers populaires a amené les activistes à localiser de nouveau la mobilisation dans le centre-ville de Rabat. La circonscription de l'espace contestataire, à l'image des protestations menées par des militant-e-s de générations précédentes, a été un élément qui a creusé le fossé générationnel entre les jeunes activistes du Mouvement et leurs aîné-e-s. De plus, les activistes interviewé-e-s avouent ne pas toujours se reconnaître dans le répertoire d'action routinisé et banalisé de leurs aîné-e-s, ce qui les a amené à développer un répertoire d'action plus créatif. Par ricochet, la stratégie de désamorçage de la part des gouvernants a participé à la transformation des pratiques contestataires des activistes. Mais l'innovation du répertoire d'action, tout comme l'innovation de l'espace contestataire, est réprimée par les gouvernants qui jugeraient les actions artistiques subversives.

Objet de curiosité et d'intérêt des citoyen-ne-s, l'« artivisme » devient l'outil de prédilection de la plupart des activistes interviewé-e-s qui mettent de l'avant de nouveaux agendas pour parvenir au changement démocratique au Maroc. Cette re-sectorisation des luttes se dessine notamment lorsqu'émergent, en été 2012, de nouveaux mouvements sociaux au sein desquels militent les jeunes activistes du Mouvement du 20 février, dans un esprit de continuité entre une lutte globale et une

lutte sectorielle. Peut-on parler pour autant d'une fragmentation du Mouvement et de la mobilisation?

CONCLUSION

Enquête de terrain et tensions savoir-pouvoir

L'enquête de terrain à Rabat apporte plusieurs éléments d'analyse à la recherche, comme l'« artivisme » des jeunes activistes et leur mutation vers de nouveaux mouvements sociaux sectoriels, ainsi que leurs récits biographiques bien que marginalement utilisés. Les entretiens compréhensifs que j'ai menés se sont révélés heuristiques : à la fois pour la collecte d'information, mais aussi pour le confort de mes informateurs qui m'ont dit avoir apprécié que nous prenions le temps de converser. En effet, ce temps leur permet de développer leurs idées, d'exprimer ce qu'ils ont rarement l'opportunité d'exprimer à un enquêteur, et d'entrer dans un travail sur eux-mêmes « pour construire [leur] unité identitaire, en direct, face à l'enquêteur, à un niveau de difficulté et de précision qui dépasse de loin ce qu' [ils font] ordinairement » (Kaufmann, 2004, 60). Grâce à ces entretiens compréhensifs et aux activistes qui s'y sont prêtés, j'ai eu « tout un monde à découvrir » (Kaufmann, 2004, 51). Il ne faut toutefois pas perdre de vue que cette enquête de terrain, exclusivement réalisée dans la capitale marocaine, analyse avant tout le discours des fondateurs et fondatrices du Mouvement et les activistes de la coordination de Rabat. Il est vrai que la coordination de Rabat présente une configuration spécifique, liée aux caractéristiques socioéconomiques diversifiées de ses membres, particulières par rapport à celles plus homogènes d'autres coordinations locales à travers le Maroc.

Par ailleurs, au sujet de mon expérience de la répression, il est intéressant de souligner les tensions savoir-pouvoir (Foucault, 1977) qui croisent les tensions Nord-Sud. La production de savoir sur le Sud est une activité privilégiée de chercheurs-euses scientifiques du Nord, dans la mesure où ils et elles ne sont pas soumis-es à l'autorité du Sud. Saïd écrit que l'orientalisme est « un nœud de savoir et de pouvoir

qui crée "l'Oriental" [...] », dans la mesure où « [l]e savoir sur l'Orient, parce qu'il est né de la force, crée en un sens l'Orient, l'Oriental et son monde. » En ce sens, les mécanismes de pouvoir présents à l'intérieur des discours scientifiques du Nord, vont définir les règles de production de savoir, et donc d'un « énoncé vrai », sur le Sud (Foucault, 1977, 402). Selon Foucault (1977a, 160), « la vérité est liée circulairement à des systèmes de pouvoir qui la produisent et la soutiennent, et à des effets de pouvoir qu'elle induit et qui la reconduisent. »

Ce croisement des tensions révèle le statut géopolitique des recherches et des chercheurs-euses. D'une part, en raison du savoir qu'ils produisent et qui traduit un jugement de la réalité; d'autre part, du fait que la détention du pouvoir permet la production de savoir dominant. La recherche en sciences sociales est donc politique. En tant que chercheuse, je fais le choix de ne pas adopter une posture d'observatrice objective (Hale, 1997; Naber, 2014, 130), dans une logique dénonciatrice de l'autoritarisme. En effet, les régimes autoritaires circonscrivent ainsi la production de savoir et encouragent de ce fait une production de savoir sur le Sud par des chercheurs-euses scientifiques du Nord, ancrée dans un rapport de domination postcolonial. Cette réalité doit nous amener en tant que chercheurs-euses à analyser le rôle des savoirs dans la légitimation de la domination politique propre aux régimes autoritaires.

Les apports et les limites de la théorie des cadres en contexte autoritaire

L'analyse du processus de cadrage opéré par les activistes du Mouvement reflète un discours prononcé à l'encontre de l'idéologie transitionnelle, émise par le Palais royal et véhiculée par une large majorité d'acteurs politiques et sociaux au Maroc. Cependant, le cadre commun de la démocratie a été mis en danger par les disputes de cadrage entre des acteurs aux idéologies opposées. L'analyse du cadrage révèle un

biais théorique, qui consiste à écarter le concept d'idéologie pour lui substituer celui de cadre (Oliver et Johnston, 2000). De plus, le fait que divers acteurs procèdent au cadrage du Mouvement indique la nécessité d'étudier le processus en dehors des entrepreneurs « centraux » de la mobilisation (Contamin, 2009; 2010). La théorie des cadres permet néanmoins d'analyser la stratégie de mobilisation employée par les activistes pour maintenir un rapport de force vis-à-vis des gouvernants sans y parvenir, ainsi que pour dénoncer le processus de « démocratisation », initié par le roi Mohammed VI en 1999.

Mettant l'emphase sur le discours du Mouvement du 20 février, ce travail de recherche limite la portée d'analyse de la mobilisation et n'éclaire que partiellement le passage à l'action des activistes. Mais l'analyse des cadrages de diagnostic, de pronostic et de motivation met en lumière les problèmes et les solutions identifiés par les activistes, ainsi que les stratégies de légitimation et de justification de l'action collective. Les activistes et les manifestant-e-s luttent contre l'absolutisme du régime et le remplacement du système de gouvernement organisé autour de la « société de cour ». L'analyse permet de montrer que l'autocensure peut être un choix stratégique dans le cadre d'un processus de cadrage, comme les activistes qui ont choisi d'épargner le roi dans les slogans *ad hominem*. Pour le passage du politique du champ officiel à un champ d'affrontement collectif, les activistes cherchent à politiser les revendications sectorielles de luttes précédentes non politisées, ainsi que les citoyen-ne-s qui à leur tour participeraient à la construction de problèmes publics. L'« artivisme », comme stratégie de cadrage, apparaît comme une force d'invention et de créativité (Jasper, 2001) chez les activistes du Mouvement. Bien qu'ils ne fassent pas partie de l'analyse de la théorie des cadres, les récits de leurs expériences militantes permettent de montrer que le processus de cadrage se situe au croisement de multiples expériences, à la fois individuelles et collectives.

Concernant l'essoufflement du Mouvement, l'analyse tient compte du contre-cadrage et des diverses formes de répression⁵³ dirigés par les gouvernants pour prévenir et mettre fin à la contestation. Le contre-cadrage en situation autoritaire n'appartient pas à une logique d'interaction équilibrée entre contestataires et gouvernants, où ces derniers opposent aux premiers leur perception de la réalité. En proposant un « contre-projet » qui met de l'avant la poursuite du modèle de l'« exception marocaine », le Palais royal a imposé l'idée que le processus de « démocratisation » ne pouvait se poursuivre que sous le patronage du roi, seul acteur politique véritablement légitime au Maroc. Le « contre-projet » n'a pas été proposé uniquement pour délégitimer les revendications contestataires du Mouvement du 20 février, mais également pour limiter la pluralité des voix exprimées. En précisant que les réformes doivent être assujetties à son initiative (21 février 2011) et en invitant les citoyen-ne-s à voter en faveur du projet de réforme constitutionnelle (17 juin 2011), le roi Mohammed VI a consumé la démarche démocratique des activistes et a inscrit son discours dans le cadre d'un régime autoritaire de monarchie absolue.

Parallèlement, les gouvernants ont effectué un contre-cadrage dépréciateur pour désinformer les citoyen-ne-s sur la contestation, discréditer les activistes et invisibiliser le Mouvement du 20 février⁵⁴. Ce contre-cadrage opéré à travers les médias a infirmé le rapport de force avec les activistes, dans la mesure où la grande majorité des médias marocains sont contrôlés par les gouvernants et où de nombreux journaux indépendants offrant de la visibilité à la contestation ont été réprimés. En plus de ces tentatives de délégitimation de la contestation, les gouvernants ont eu recours à diverses formes de la répression, psychologiques comme physiques, pour briser la mobilisation. En effet, l'introduction dans la théorie des cadres du seul

---

⁵³ Il existe une vaste littérature sur la répression que je n'évoque pas dans ce travail de recherche. Il aurait toutefois gagné à prendre en compte les travaux de Marx Ferree (2004), par exemple, sur la « répression douce » qui consiste à « ridiculiser, stigmatiser et réduire au silence » les mouvements sociaux.

⁵⁴ Ce contre-cadrage dépréciateur correspond à la « répression douce » chez Marx Ferree (2004)

concept de contre-cadrage comme stratégie de démobilisation ne rend pas compte de la diversité des stratégies auxquelles ont recours les opposants à la mobilisation pour la désamorcer, le contre-cadrage n'étant de ce point de vue qu'un élément presque marginal (Contamin, 2010, 75). L'analyse de la répression du Mouvement du 20 février montre que celle-ci a été présente dès la gestation du Mouvement et continue à ce jour à être exercée à l'encontre des activistes.

Cette analyse de la répression montre essentiellement deux choses. D'abord, les limites établies par les gouvernants et que les activistes ne devaient pas franchir : les manifestations et sit-in à un rythme soutenu; viser certaines cibles comme la DST; s'allier à des organisations exclues par le Palais royal, telles que *Ennahj Adimocrati* et *Al Adl wal Ihsane*; ainsi que menacer le succès du processus référendaire (Desrues, 2012, 381). Ce qui n'a pas entamé la fermeté des activistes a, en revanche, dissuadé une majorité de manifestant-e-s qui sont rentré-e-s chez eux/elles. Ensuite, ce qui a permis aux activistes de persévérer malgré la répression subie, c'est leur réseau de solidarité. Ils et elles comprennent comment fonctionne l'appareil répressif, quels sont les éventuels risques de leur engagement militant, et qu'il faut se faire mutuellement confiance pour ne pas tomber dans la peur, la division et la démobilisation. L'« artivisme » comme nouveau répertoire d'action n'échappe pas à la logique répressive, précisément en raison du pouvoir de subversion prêté à l'art. Devenant un outil de prédilection, il fait partie intégrante de nouveaux agendas militants, re-sectorisant les luttes démocratiques au sein de nouveaux mouvements sociaux.

La re-sectorisation de la contestation

Il est difficile toutefois de déterminer si cette re-sectorisation des mouvements sociaux signifie une fragmentation du Mouvement du 20 février et de la mobilisation.

D'abord, parce que malgré la charge politique des nouvelles luttes sectorielles, les cadres de l'action collective qui leur sont spécifiques ne correspondent pas à ceux développés par le Mouvement du 20 février. Il est vrai toutefois que la liberté d'expression et l'éducation font partie de ses revendications. Ensuite, parce que la majorité des activistes interviewé-e-s milite au sein du Mouvement et de ces nouveaux espaces de protestation, dans un esprit de continuité entre une lutte globale et une lutte sectorielle. Enfin, parce que les nouveaux mouvements sociaux évoqués sont localisés uniquement dans certaines villes, contrairement au Mouvement du 20 février qui a des coordinations locales à travers tout le pays. Seule l'UECSE connaît une véritable extension territoriale.

Bayloq et Granci (2012, 258) soulignent que le Mouvement du 20 février a créé les réseaux et le « capital militant » qui lui permettraient de modifier le jeu politique au Maroc. Malgré son essoufflement, le Mouvement a tracé la voie à d'autres mouvements sociaux sectoriels où la jeunesse militante marocaine est fortement impliquée. Parviendra-t-elle au sein de son nouvel espace contestataire à mobiliser les citoyen-ne-s marocain-e-s? L'université populaire de philosophie « L'fssafa fzenqa », organisée par l'UECSE depuis le mois de juillet 2013 à Rabat, amène les jeunes à aiguïser leur esprit critique et s'est étendue à d'autres villes du Maroc. Une activité similaire, « Une heure de lecture », organisée dans les espaces publics depuis la même période par les étudiant-e-s de la faculté d'Ain Chok à Casablanca et membres du Club conscience estudiantine, a été interdite le 3 novembre 2013 (Oudrhiri, 2013). Les activistes du mouvement Guerrilla Cinema projettent, quant à eux/elles, des films réalisés clandestinement.

Ces activités philosophiques et culturelles de conscientisation citoyenne représentent-elles une menace pour l'idéologie transitionnelle? Quelle que soit la réponse des gouvernants, les jeunes activistes semblent motivé-e-s à conscientiser le reste de la société, en attendant qu'un autre *momentum* comme celui de 2011 se présente. Je me

demande toutefois si ces mouvements sectoriels peuvent remplacer le mouvement contestataire aux revendications essentiellement politiques. Les jeunes activistes du Mouvement du 20 février ont également participé, depuis l'été 2013, aux mobilisations pour l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, les libertés individuelles et la libération des détenu-e-s politiques.

Le 2 août 2013, le « Daniel Gate » provoque des manifestations nationales sans précédent : Daniel Fino Galvan, pédophile espagnol condamné à trente années de prison en 2011 pour le viol d'onze enfants marocain-e-s, a été gracié comme d'autres détenus par le roi à l'occasion de la Fête du Trône (Global Voices, 2013). Demandant justice pour les victimes et leurs familles, les manifestant-e-s violemment réprimé-e-s par les services de l'ordre ont tenu personnellement le roi pour responsable de la libération du pédophile. Bien que la grâce ait été annulée par le roi et que le gracié ait été de nouveau arrêté en Espagne, le « Daniel Gate » a donné l'occasion aux citoyen-ne-s et associations des droits humains de réclamer l'indépendance de la justice et la limitation des pouvoirs extrajudiciaires du roi, ainsi que de dénoncer la répression quasi systématique contre les manifestant-e-s.

Un mois et demi plus tard, de nouvelles manifestations ont lieu à Rabat et Casablanca pour la libération d'Ali Anouzla, journaliste et directeur de la version arabophone de *Lakome*, arrêté le 17 septembre 2013 pour avoir mis en ligne une vidéo d'Al Qaida au Maghreb islamique (Le Monde, 2013). Le mois d'après, le 12 octobre 2013, un rassemblement devant le parlement à Rabat est organisé pour un « baiser symbolique », en solidarité avec les deux adolescent-e-s de Nador, arrêté-e-s le 3 octobre 2013 et poursuivi-e-s en justice pour la publication sur Facebook de leurs photos en train de s'embrasser (Le Huffington Post, 2013). À l'accusation d'atteinte à la pudeur, les manifestant-e-s ont opposé leur revendication des libertés individuelles.

Dans les mois qui suivent, les activistes se mobilisent sous le slogan « #FreeKoulchi » (« #Libérez tout le monde ») en solidarité avec les détenu-e-s politiques au Maroc. La campagne prend de l'ampleur à la suite des arrestations d'onze jeunes activistes du Mouvement du 20 février, lors d'une manifestation syndicale légale le 6 avril 2014 à Casablanca, et de leur jugement le 22 mai 2014 jusqu'à une année de prison. À ces arrestations, s'ajoute la troisième du jeune rappeur Lhaqed (« L'enragé »), connu également pour son activisme au sein de la coordination de Casablanca, le 18 mai 2014. Les campagnes de mobilisation à travers les réseaux sociaux, comme les pages Facebook « Marocains violés par la grâce royale », Twitter « Free Anouzla », les pages Facebook et Twitter « Free boussa » (« baiser » en arabe dialectal marocain), ainsi que la campagne de solidarité internationale sur Facebook « STOP Political Detention in Morocco » ont contribué à alerter l'opinion publique marocaine et internationale sur les injustices au Maroc.

Les divers engagements militants et implications des activistes du Mouvement du 20 février dans les récentes mobilisations invitent les chercheurs-euses à être attentifs-ives quant au développement de la mobilisation contestataire au Maroc. D'autres recherches sur le terrain devraient avoir lieu pour analyser le processus de cadrage, ainsi que le contre-cadrage et la répression s'il y a lieu, d'un nouveau mouvement social sectoriel. Il serait en outre intéressant de valider la charge politique de ses revendications à travers les cadres de l'action collective que ses activistes mettent en place. Une étude de cas sur l'UECSE, par exemple, qui s'étend à plusieurs villes du royaume, pourrait s'interroger sur sa vocation : est-ce que, comme le syndicat étudiant UNEM dans les « années de plomb » et le Mouvement du 20 février, l'UECSE a pour but de remettre en cause le système de gouvernement? A-t-elle pour but de modifier les relations de pouvoir avec les gouvernants? Pour ce faire, la recherche devrait prêter une attention particulière au processus de cadrage opéré par les entrepreneurs « locaux » de la mobilisation. En plus de cela, l'analyse

pourrait évaluer l'évolution de l'intégration des divers acteurs au sein du mouvement étudiant et si une diversité d'idéologies en présence entrave le processus de cadrage.

Au-delà de la contestation au Maroc?

Même si le Mouvement du 20 février n'aurait jamais pu exister sans les révoltes tunisienne et égyptienne, les lacunes de la revue de la littérature scientifique mettent de l'avant la nécessité d'appréhender l'étude de cas marocain au-delà de l'« effet d'utopie » arabe. L'examen de la singularité du contexte autoritaire et de l'histoire contestataire du Maroc indépendant permet de montrer à la fois le renouvellement de l'autoritarisme marocain à travers l'idéologie transitionnelle et l'évolution de formes particulières de lutte à travers lesquelles les acteurs contestataires négocient les règles du jeu politique. Chacun des pays arabes concernés par les contestations et révoltes depuis 2011 connaît une spécificité de sa situation autoritaire et des dynamiques de mobilisation de longue date qui lui sont propres. En interrogeant les stratégies de mobilisation et de désamorçage du Mouvement du 20 février, cette étude de cas montre l'intérêt de mettre en dialogue la sociologie des mouvements sociaux avec les études sur les régimes autoritaires. Qu'est-ce que l'analyse du Mouvement du 20 février peut alors nous apprendre sur d'autres mobilisations contestataires dans des contextes autoritaires à l'extérieur du Maroc?

En tenant compte de la complexité des situations autoritaires et des dynamiques de mobilisation ancrées territorialement, l'étude de cas marocain permet de renseigner sur les processus de cadrage ailleurs dans le monde arabe, par exemple. Contre l'autoritarisme des régimes en place, les entrepreneurs de la mobilisation construisent un cadre commun de la démocratie, tout en faisant face à l'ampleur plus ou moins grande des disputes de cadrage entre les acteurs en concurrence. Les divisions profondes de l'espace contestataire préexistant et les clivages entre acteurs

protestataires et partisans peuvent, comme en Algérie, empêcher la construction d'un cadre commun. Quand il est construit, le cadre commun de la démocratie prend un sens distinct dépendamment des dynamiques entre les acteurs protestataires et le régime autoritaire. Si au Maroc les manifestant-e-s exhortent l'entourage du roi à dégager, le mot d'ordre « Dégage! » cible directement les chefs d'État en Tunisie et en Égypte, par exemple. La dénonciation de la classe dirigeante suit les particularités et les complexités du système politique en place; le choix de l'autocensure pouvant être stratégique dans le processus de cadrage. Comme au Maroc, la politisation de revendications matérielles a certainement été employée comme élément du processus de cadrage ailleurs dans le monde arabe.

L'apparition de mouvements contestataires à partir de mouvements protestataires, dans un cycle long de mobilisation, aura probablement ouvert la voie à de nouvelles formes d'actions collectives et à de nouveaux espaces protestataires, comme l'« artivisme » et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux au Maroc. Pour mettre fin aux mobilisations, les gouvernants adaptent à des degrés différents les stratégies de délégitimation, de désinformation et d'invisibilisation de la contestation ainsi que la répression; le contre-cadrage n'étant qu'un élément marginal des tentatives de démobilisation. Par ailleurs, la théorie des cadres ne tient pas en compte des facteurs exogènes qui participent à la démobilisation des participant-e-s à une contestation. Sont à considérer, par exemple, les guerres civiles libyenne et syrienne comme facteurs dissuasifs pour les citoyen-ne-s qui craignent que la contestation déstabilise leur pays et aboutisse à un conflit sanglant.

ANNEXE A

PLATEFORME CONSTITUTIVE DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER

Les revendications du peuple marocain – 20 points urgents

6 février 2011⁵⁵

- 1) Le changement du système de gouvernement monarchique exécutif pour une monarchie parlementaire où tout le pouvoir et la souveraineté appartiennent au peuple.
- 2) L'abolition de la constitution actuelle octroyée, la démission du gouvernement actuel et la dissolution des Chambres des représentants et des conseillers.
- 3) La formation d'un gouvernement d'union nationale de transition par les forces politiques et la société civile, composée de citoyens honnêtes et équitables, pour diriger le pays pendant la période transitoire.
- 4) L'élection d'une assemblée constituante pour rédiger une constitution populaire et démocratique qui instaure le pouvoir populaire et la monarchie comme institution symbolique. La constitution prévoit l'élection du premier ministre à la majorité parlementaire. Le premier ministre doit constituer un gouvernement responsable et rendre des comptes aux représentants du peuple. Le gouvernement gère les affaires politiques générales et peut être destitué de ses fonctions. La constitution conserve la monarchie comme symbole historique et abolit la commanderie des croyants, la sacralité et tout pouvoir politique. La constitution établit le tamazight comme langue officielle à l'instar de l'arabe et instaure la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.
- 5) La reddition des comptes de tous les auteurs de crimes économiques et politiques, leur arrestation et la confiscation de leurs biens au niveau national et à l'étranger, de les traduire en justice qu'ils soient militaires ou civils, et d'émettre des mandats internationaux de recherche à l'encontre de ceux qui se trouvent en dehors du territoire national.

---

⁵⁵ Traduction à partir du document original en arabe (ci-dessous)

6) La libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion, quelles que soient leurs affiliations et les affaires pour lesquelles ils étaient poursuivis et emprisonnés. La fermeture de tous les centres de détention secrets et l'amélioration des conditions des prisonniers de droit public.

7) L'augmentation des salaires des ouvriers et des employés, des officiers subalternes et des soldats. La régularisation et l'amélioration de la situation des jeunes employés.

8) L'abolition du Programme d'urgence de la Charte nationale d'éducation et de formation, l'arrêt immédiat et définitif de la privatisation de l'éducation, l'abolition de la loi sur le terrorisme, du code de la route, du code du travail, de la Loi sur les partis politiques, de la Loi sur la presse et la Loi sur les grèves. La généralisation de la couverture gratuite de la santé pour tous et la confiscation des terres saisies par la mafia de l'immobilier, les élus des communes et d'autres élus et les préparer pour assurer un logement gratuit pour les enfants du peuple, les personnes à faible revenu, les démunis, les habitants des bidonvilles et des quartiers marginaux ainsi que les sans-abris.

9) L'augmentation du montant de la bourse et sa généralisation à tous les étudiants et l'ajout d'une quatrième subvention pour faire face aux augmentations des prix et la hausse des loyers. Le retrait de ce qu'on appelle la « garde universitaire » des établissements d'enseignement.

10) La création d'un fonds de protection sociale pour assurer des subventions pour les familles à faible revenu, les pauvres, les démunis, les veuves, les orphelins, les femmes divorcées, les handicapés et ceux qui ont des précédents judiciaires. La baisse des impôts directs et indirects et l'exemption pour les indigents des taxes administratives par l'application d'un impôt progressif sur les revenus et la réduction de la rémunération des hauts fonctionnaires, des ministres et des parlementaires. La soumission du budget de l'armée et du Palais au parlement pour débat et détermination.

11) La création d'un fonds d'indemnisation de chômage pour les chômeurs qui sont à la recherche d'un emploi et qui n'en trouvent pas, les travailleurs licenciés et les diplômés chômeurs. La titularisation des travailleurs et la jouissance de leurs droits légitimes.

12) L'embauche des diplômés chômeurs afin de combler le manque en personnel dans tous les secteurs et en particulier dans les secteurs sociaux.

13) La confiscation des terres agricoles occupées par les nouveaux colons immobiliers suite aux récentes expropriations des petits agriculteurs, des terres collectives et des propriétés privées. Rendre ces terres à leurs propriétaires, petits agriculteurs et paysans sans terre, et leur fournir tout ce dont ils ont besoin en aides et subventions en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire du pays. L'arrêt du harcèlement de la population rurale par les gardes forestiers et l'annulation des réserves forestières qui ne sont pas nécessaires.

14) L'augmentation des salaires et la baisse des prix des biens de consommation de base et des produits pharmaceutiques, ainsi que l'augmentation des pensions de retraite.

15) L'assainissement des services de sécurité et de renseignement, des douanes et de la gendarmerie, de l'armée et des forces auxiliaires, des corrompus et des criminels et la réhabilitation de ceux qui n'étaient pas impliqués dans les crimes de torture et de répression, de détournement de fonds et de corruption. L'amélioration des services et la redéfinition de leur encadrement dans le respect des droits humains et l'obligation de respecter la Convention contre la torture [et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants]. La restructuration et l'encadrement de la police en réglementant les conditions d'arrestation et de détention, de recherche et d'enquête tout en respectant l'intégrité physique et morale des citoyens et en préservant la dignité humaine.

16) La dissolution de tous les conseils, organismes, organisations, comités et caisses créés par le roi et leur remplacement par des conseils supérieurs élus au sein des secteurs ou par suffrage universel.

17) La création d'un fonds pour soutenir les résidents marocains à l'étranger qui octroie des subventions aux personnes en situation difficile. La formation d'une institution pour le rapatriement des immigrés en situation d'exploitation et d'irrespect de leur dignité, qui leur accorde le soutien matériel et juridique nécessaire.

18) L'annulation immédiate de la privatisation de secteurs stratégiques tels que les communications, les transports, l'eau et l'électricité, ainsi que la renationalisation de tous les secteurs, établissements, offices et services qui ont été privatisés ou donnés en gestion déléguée à des compagnies étrangères.

19) La formation d'un conseil supérieur pour la gestion de la mise en place des infrastructures et de leur entretien, ainsi que leur généralisation à toutes les régions du territoire national.

20) Le respect des droits du peuple marocain au rassemblement, à la manifestation, à l'expression et à l'organisation ainsi que la responsabilisation du système de gouvernement marocain pour l'utilisation de la répression systématique (répression, enlèvement, torture, intimidation, meurtre...) qui peut être commise à l'encontre des mobilisations protestataires pacifiques pour le changement.

youtube.com/mouvement20fevrier
facebook.com/mouvement20fevrier

حركة 20 فبراير
20 فبراير
Mouvement 20 février
Movimiento 20 de febrero
February 20th movement

الأرضية التأسيسية لحركة 20 فبراير
مطالب الشعب المغربي - النقاط ال 20 الملحة
بتاريخ 06 فبراير 2011

- (1) تغيير نمط الحكم من ملكية تنفيذية الى ملكية برلمانية حيث كل السلطة و السيادة للشعب.
- (2) إلغاء الدستور الحالي الممنوح و استقالة الحكومة الحالية و حل مجلسي النواب و المستشارين.
- (3) تشكيل القوى السياسية و المدنية الوطنية الشريفة و النزيهة لحكومة وحدة وطنية مؤقتة لتسيير البلد خلال المرحلة الانتقالية.
- (4) انتخاب مجلس تأسيسي لوضع دستور شعبي و ديمقراطي ينص على سلطة الشعب و رمزية المؤسسة الملكية، دستور ينص على انتخاب رئيس الوزراء من طرف الشعب انطلاقا من اغلبية برلمانية مسؤولة امام ممثلي الشعب و اناطة مهمة تشكيل حكومة مسؤولة امام البرلمان لرئيس الوزراء، حكومة تدير الشأن السياسي العام و يمكن اقالتها بشكل جماعي، مع احتفاظ الملكية برمزياتها التاريخية مع الغاء توصيفها بامارة المؤمنين و سحب القداسة عنها و نزع كل سلطة سياسية منها، دستور يقر باللغة الامازيغية كلغة رسمية الى جانب اللغة العربية. و ينص على فصل السلط الثلاث التنفيذية و التشريعية و القضائية .
- (5) محاسبة كل مقترفي الجرائم الاقتصادية و السياسية عبر اعتقالهم و مصادرة اموالهم بالداخل و الخارج و تقديمهم للقضاء سواء كانوا عسكريين او مدنيين، و اصدار مذكرات بحث دولية في حق من هم خارج التراب الوطني.
- (6) اطلاق سراح كافة السجناء السياسيين و معتقلي الرأي كيفما كانت انتماءاتهم و أيا كانت القضايا التي توبعوا و سجنوا لاجلها، و اغلاق جميع المعتقلات السرية و تحسين اوضاع سجناء الحق العام.
- (7) الرفع من اجور العمال و المستخدمين و صغار ضباط الجيش و الجنود و تسوية و تحسين وضعية الموظفين الصغار.

(8) الغاء الميثاق الاستعجالي و كذا الميثاق الوطني للتربية و التكوين و التراجع الفوري و النهائي عن خوصصة التعليم، و الغاء قانون الارهاب و مدونة السير و قانون الشغل و قانون الاحزاب و قانون الصحافة و قانون الاضراب، و تعميم التغطية الصحية المجانية للجميع و مصادرة الاراضي المستولى عليها من طرف مافيا العقار و المنتخبين الجماعيين و غيرهم و تهيتها لتوفير السكن المجاني لابناء الشعب من محدودي الدخل و المعدمين و ساكنة الكهوف و الاحياء الهامشية و الصفيحية و المشردين .

(9) الرفع من قيمة المنحة بالنسبة للطلبة و تعميمها و اضافة منحة رابعة لتلائم غلاء الاسعار و ارتفاع السومة الكرائية و اخراج ما يسمى بالحرس الجامعي من المؤسسات التعليمية.

(10) احداث صندوق للرعاية الاجتماعية يوفر منحا شهرية للأسر ذات الدخل المحدود و للفقراء و المعدمين و الارامل و اليتامى و النساء المطلقات و المعوقين و ذوي السوابق العدلية ، و تخفيض الضرائب المباشرة و غير المباشرة و اعفاء المعوزين من الرسوم الادارية و سن ضريبة تصاعدية على الدخل بموازاة خفض اجور كبار موظفي الدولة و الوزراء و البرلمانيين و اخضاع ميزانيتي الجيش و القصر للتحديد و المساواة البرلمانية.

(11) احداث صندوق للتعويض عن البطالة يستفيد من منحه العاطلون عن العمل الذين يبحثون عن فرص شغل و لا يجدونها و العمال الذين تم طردهم سابقا و المعطلون من حاملي الشهادات، مع ترسيم العمال و تمتيعهم بحقوقهم الشرعية.

(12) تشغيل المعطلين حاملي الشهادات لسد الخصاص الحاصل في كافة القطاعات و بخاصة القطاعات الاجتماعية.

(13) اعادة مصادرة الاراضي الفلاحية التي استولى عليها المعمرون الجدد و التي تم انتزاعها مؤخرا من الفلاحين الصغار سواء اراضي الجموع او الملكيات الخاصة ، و اعادة توزيعها على اصحابها من الفلاحين الصغار و الفلاحين بدون ارض و مدهم بكل ما يحتاجونه من مساعدات و منح بهدف تحقيق الاكتفاء الذاتي الغذائي للبلد، و كف مضايقات حراس الغابة للساكنة القروية و الغاء المحميات الغابوية غير الضرورية .

(14) الرفع من الاجور و تخفيض اسعار المواد الاستهلاكية الاساسية و الأدوية، و كذا الرفع من المعاشات و أجور المتقاعدين.

(15) تطهير اجهزة الامن و المخابرات و الجمارك و الدرك و الجيش و القوات المساعدة من العناصر الاجرامية و الفاسدة و اعادة تاهيل عناصرها ممن لم يقترفوا جرائم تعذيب و قمع و اختلاس و رشوة و تطعيم هذه الاجهزة و اعادة تاطيرها لاحترام حقوق الانسان و الالتزام باحترام بروتوكول منع التعذيب و اعادة هيكلتها ، و تاطير عناصر الشرطة عبر تحديد مساطر التوقيف و الاعتقال و البحث و التحقيق لتوافق القواعد و المنهجيات الملئية لشرط احترام السلامة النفسية و الجسدية للمواطنين و عدم الحط من الكرامة الانسانية.

16) حل جميع المجالس و الهيئات و المنظمات و اللجان و الصناديق المشكلة من طرف الملك و تعويضها بمجالس عليا منتخبة داخل القطاعات او عبر الانتخاب الشعبي العام.

17) انشاء صندوق لدعم المهاجرين المغاربة بالخارج يقدم منحاً لمن هم في وضعية صعبة، و تشكيل مؤسسة لارجاع المهجرين ممن هم في وضع استغلال و امتهان للكرامة الى بلدهم و تمكينهم من المساعدات الضرورية القانونية و المادية.

18) الغاء خوصصة القطاعات الاستراتيجية فورا، كالاتصالات و النقل و الماء و الكهرباء، و بدء اعادة تأميم كل القطاعات و المؤسسات و المكاتب و الخدمات التي تمت خوصصتها او تخويل تدبيرها لشركات تابعة لجهات اجنبية.

19) تشكيل مجلس اعلى لتدبير انشاء البنيات التحتية و مدها و صيانتها و تعميمها على كافة مناطق التراب الوطني.

20) احترام حقوق الشعب المغربي في التجمع و التظاهر و التعبير و التنظيم و تحمل مسؤولية تبعات اي استخدام للقمع المنهجي (القمع،الاختطاف،التعذيب،الترهيب، التقتيل...) للنظام القائم بالمغرب مما قد يصدر أثناء مواجهته لاستمرار احتجاجات حركة التغيير السلمية.

ANNEXE B

COMMUNIQUÉ CONSTITUTIF DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER

14 février 2011⁵⁶

À la lumière de ce que vit aujourd'hui le peuple marocain, en terme d'injustice sociale, de sentiment d'humiliation et d'infériorité, de baisse du pouvoir d'achat en raison du gel des salaires et de la flambée des prix ainsi que du refus de prestation de services sociaux de base (santé, éducation, emploi, logement...), dans une économie basée sur la corruption, la fraude et l'évasion fiscale, et dans un climat de droits humains caractérisé par la répression systématique de la liberté d'opinion (arrestations successives, empêchement du droit de manifester, suppression de la liberté de la presse...),

À la lumière de notre croyance comme « Jeunes du 20 février » que l'accumulation des problèmes sociaux est due aux choix politiques et que la structure du système politique marocain est contre les intérêts des pauvres, nous appelons à :

- Une constitution démocratique qui représente la véritable volonté du peuple.
- La dissolution du gouvernement et du parlement, ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition temporaire soumis à la volonté du peuple.
- L'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire.
- Le procès des personnes impliquées dans des affaires de corruption et d'abus de pouvoir et de pillage.
- La reconnaissance de la langue amazighe comme langue officielle à l'instar de la langue arabe, ainsi que la reconnaissance des spécificités de l'identité marocaine dans ses éléments constitutifs essentiels: linguistiques, culturels et historiques.
- La libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion ainsi que la traduction devant la justice de tous les responsables.

Ceci en vue de répondre aux aspirations des citoyens libres de cette chère patrie et de leur garantir des conditions de vie décentes :

- L'intégration immédiate de tous les diplômés chômeurs à tous les niveaux dans la fonction publique
- Assurer une vie digne en réduisant le coût de la vie et l'augmentation du salaire minimum
- Assurer à tous les citoyens l'accès aux services sociaux et améliorer leurs ressources

---

⁵⁶ Traduction à partir du document original en arabe (ci-dessous)

Ainsi, nous demandons à l'ensemble des citoyens libres de cette chère patrie de participer et de soutenir cette initiative, de contribuer fortement à sa réussite et faire du 20 février une journée nationale pacifique pour la dignité. Nous nous engageons à travailler avec tous ceux qui désirent unir leurs efforts pour la dignité, la justice et la citoyenneté.

youtube.com/mouvement20fevrier
facebook.com/mouvement20fevrier

حركة 20 فبراير
ἘΠΟΧΗ 20 0216%0
Mouvement 20 février
Movimiento 20 de febrero
February 20th movement

بيان تأسيسي لحركة 20 فبراير

بتاريخ 14 فبراير 2011

في ظل ما يعيشه الشعب المغربي اليوم من احتقان اجتماعي والإحساس بالإهانة والدونية، وتراجع القدرة الشرائية للمواطنين بسبب تجميد الأجور والارتفاع الصاروخي للأسعار، والحرمان من الاستفادة من الخدمات الاجتماعية الأساسية (الصحة، التعليم، الشغل، السكن...) كل هذا في ظل اقتصاد تبعي ينخره الفساد والغش والرشوة والتهرب الضريبي ومناخ حقوقي يتسم بالقمع الممنهج لحرية الرأي (الاعتقالات المتتالية، منع حق التظاهر، قمع حرية الصحافة...)

وإيماننا منا كـ "شباب 20 فبراير" أن تراكم المعضلات الاجتماعية يرجع بالأساس إلى الاختيارات السياسية وبنية النظام السياسي المغربي المناهض لمصالح أبناء الشعب الفقراء، نطالب ب:

- دستور ديمقراطي يمثل الإرادة الحقيقية للشعب.
- حل الحكومة والبرلمان وتشكيل حكومة انتقالية مؤقتة تخضع لإرادة الشعب.
- قضاء مستقل ونزيه
- محاكمة المتورطين في قضايا الفساد واستغلال النفوذ ونهب خيرات الوطن.
- الاعتراف باللغة الأمازيغية كلغة رسمية إلى جانب العربية والاهتمام بخصوصيات الهوية المغربية لغة ثقافة وتاريخا
- إطلاق كافة المعتقلين السياسيين ومعتقلي الرأي ومحاكمة المسؤولين.

وذلك قصد الاستجابة لتطلعات عموم أحرار هذا الوطن العزيز وتوفير شروط العيش الكريم
يضمن:

- الإدماج الفوري والشامل للمعطلين في أسلاك الوظيفة العمومية
- ضمان حياة كريمة بالحد من غلاء المعيشة والرفع من الحد الأدنى للأجور
- تمكين عموم المواطنين من ولوج الخدمات الاجتماعية وتحسين مردوديتها

وبذلك ندعو عموم الأحرار بمغربنا العزيز للمساهمة ودعم هذه المبادرة والمشاركة بكثافة في إنجاحها وجعل يوم 20 فبراير يوما وطنيا سلميا للكرامة، والتزامنا بالعمل مع الجميع لتوحيد الجهود من أجل الكرامة والعدالة والمواطنة.

ANNEXE C

CHARTRE DES REVENDICATIONS DU MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER⁵⁷

Mouvement 20 février
Communiqué officiel

- Une constitution démocratique votée par une assemblée constituante élue démocratiquement;
- La dissolution du parlement et la destitution de l'actuel gouvernement ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition chargée d'initier les revendications du mouvement du 20 février;
- Une justice indépendante et plus généralement la séparation des pouvoirs;
- Le jugement de tous ceux qui sont impliqués dans le pillage, la gabegie et la dilapidation des richesses du pays;
- La reconnaissance de la langue amazighe comme langue officielle à l'instar de la langue arabe, ainsi que la reconnaissance des spécificités de l'identité marocaine dans ses éléments constitutifs essentiels : linguistiques, culturels et historiques;
- La libération de tous les prisonnier-e-s politiques et d'opinion ainsi que la traduction devant la justice de tous les responsables des arrestations arbitraires, des « disparitions », des tortures et des répressions sauvages.

Il s'agit là de conditions nécessaires pour que le peuple marocain accède à une véritable démocratie et citoyenneté afin de devenir seul maître de son destin et puisse:

- Intégration des diplômés chômeurs à tous les niveaux de la fonction publique et ce par des concours en toute transparence et équité;
- Assurer une vie digne à tous et toutes en luttant contre la vie chère. L'augmentation des salaires et du SMIC;
- Assurer l'accès des plus pauvres à des services publics dignes de ce nom et dotés des moyens leur permettant de remplir leurs missions.

14 février 2011

---

⁵⁷ Il s'agit du communiqué officiel en langue française.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

Addi, Lahouari (2011), « Le régime algérien après les révoltes arabes », *Mouvements*, n° 66, pp. 89-97

Agathangelou, Anna M. et Soguk, Nevzat (2011), « Rocking the Kasbah. Insurrectional Politics, the “Arab Streets”, and Global Revolution in the 21st Century », *Globalizations*, 8 (5), pp. 551-558

Ait-Aoudia, Myriam, *et. al.* (2010), « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale, Presses de Sciences Po*, 3, n° 48, pp. 207-220

Id. (2011), « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale, Presses de Sciences Po*, 1, n° 50, pp. 9-20

Allal, Amin et Bennafla, Karine (2011), « Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) : Des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique? », *Revue Tiers Monde*, hors-série, pp. 27-46

Amar, Paul (2011), “Turning the Gendered Politics of the Security State Inside Out?”, *International Feminist Journal of Politics*, 13:3, pp. 299-328

Amin, Samir (2011), « 2011 : le printemps arabe ? », *Mouvements*, n° 67, pp. 135-156

Baamara, Layla (2012), « (Més)aventures d'une coalition contestataire : le cas de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) en Algérie », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 161-179

- Badie, Bertrand (2011), « Printemps arabe : un commencement », *Études*, 415 (7-8), pp. 7-18
- Baghzouz, Aomar (2011), « L'Algérie et les révoltes arabes : ni exception ni domino », *Outre-Terre*, 3, n. 29, pp. 159-174
- Baylocq, Cédric et Granci, Jacopo (2012), « « 20 février ». Discours et portraits d'un mouvement de révolte au Maroc », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 239-258
- Bendourou, Omar (2012), « La consécration de la monarchie gouvernante », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 391-404
- Benford, Robert D. (1993), « "You Could Be the Hundredth Monkey": Collective Action Frames and Vocabularies of Motive Within the Nuclear Disarmament Movement », *Sociological Quarterly*, n° 34. (1993a), "Frame Disputes Within the Nuclear Disarmament Movement" , *Social Forces*, n° 71
- Benford, Robert D. et Snow, David A. (2012), « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, Vol. 25, n°99, pp. 219-255
- Bennafla, Karine (2011), « Introduction », dans « Le Maroc : Changements et faux-semblants », *Confluences Méditerranée, L'Harmattan*, 3, n° 78, pp. 9-24
- Bennafla, Karine et Emperador Badimon, Montserrat (2010), « Le « Maroc inutile » redécouvert par l'action publique : les cas de Sidi Ifni et Bouarfa », *Politique Africaine*, n° 120, pp. 67-86
- Bennafla, Karine et Seniguer, Haoues (2011), « Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe: une contestation désamorcée? », *Outre-Terre*, 3, pp. 143-158
- Bennani-Chraïbi, Mounia et Fillieule, Olivier (2012), « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », *Revue française de science politique*, Vol. 62, n° 5, pp. 767-796
- Bennani-Chraïbi, Mounia et Jeggllaly, Mohamed (2012), « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, Vol. 62, n° 5, pp. 867-894

Bozarlsan, Hamit (2011), « Réflexions sur les configurations révolutionnaires tunisienne et égyptienne », *Mouvements*, n° 66, pp. 11-21

Catusse, Myriam (2002), « *Le charme discret de la société civile. Ressorts politiques de la formation d'un groupe dans le Maroc "ajusté"* », *Revue internationale de politique comparée*, n° 2, pp. 297-318, dans HAL-SHS, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/35/55/22/PDF/MCatusse_Charmes_discrets_de_la_societe_civile_au_Maroc.pdf (page consultée le 3/7/2013)

Id. (2011), « Le « social » : une affaire d'État dans le Maroc de Mohammed VI », dans « Le Maroc : Changements et faux-semblants », *Confluences Méditerranée, L'Harmattan*, n° 78, pp. 63-76

Catusse, Myriam et Vairel, Frédéric (2010), « *Question sociale et développement : les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc* », dans « *Le Maroc de Mohammed VI : mobilisations et action publique* », *Politique Africaine*, n° 120, pp. 5-23

Corm, Georges (2011), « Première approche d'une contextualisation des révoltes populaires arabes », *Confluences Méditerranée*, n° 79, pp. 93-111

Daguzan, Jean-François (2011), « De la crise économique à la révolution arabe », *Maghreb-Machrek*, n° 206, pp. 9-15

Desrués, Thierry (2012), « Le Mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 359-379

Dris Ait Hamadouche, Louisa et Dris, Chérif (2012), « De la résilience des régimes autoritaires : la complexité algérienne », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 279-301

Dufy, Caroline et Thiriot, Céline (2013), « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 20, n° 3, pp. 19-40

- Earl, Jennifer (2003), "Tanks, tear gas and taxes: Towards a theory of movement repression", *Sociological Theory*, n° 21, pp. 44-68
- Id.* (2009), "Introduction : Repression and the social control of protest", *Mobilization*, n° 11, pp. 129-143
- Emperador Badimon, Montserrat (2007), « Diplômés chômeurs au Maroc : dynamiques de pérennisation d'une action collective plurielle », *L'Année du Maghreb*, III, pp. 297-311
- Id.* (2011), « Où sont les diplômés chômeurs? Un exemple de pragmatisme protestataire à l'époque du « 20 février » », dans « Le Maroc : Changements et faux-semblants », *Confluences Méditerranée, L'Harmattan*, n° 78, pp. 77-91
- Feliu, Laura (2004), « Le Mouvement culturel amazigh (MCA) au Maroc », *L'Année du Maghreb*, I, pp. 274-285
- Ferrié, Jean-Noël et Dupret, Beaudouin (2011), « La nouvelle architecture constitutionnelle et les trois désamorçages de la vie politique marocaine », dans « Le Maroc : Changements et faux-semblants », *Confluences Méditerranée, L'Harmattan*, n° 78, pp. 25-34
- Fillieule, Olivier (2001), « *Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel* », *Revue française de science politique*, n° 1-2, pp. 199-215
- Gaxie, Daniel (1977), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, pp. 123-154
- Geisser, Vincent (2012), « Les protestations populaires à l'assaut des régimes autoritaires : une « révolution » pour les sciences sociales? », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 7-26
- Geisser, Vincent et Krefa, Abir (2011), « L'uniforme ne fait plus le régime, les militaires arabes face aux "révolutions" », *Revue internationale et stratégique*, n° 83, pp. 93-102
- Gonzales Riera, José M. (2011), « Des années de plomb au 20 février. Le rôle des organisations des droits humains dans la transition politique au Maroc », dans

- « Le Maroc : Changements et faux-semblants », *Confluences Méditerranée*, L'Harmattan, n° 78, pp. 35-47
- Hibou, Béatrice (2005), « Économie politique de la répression : le cas de la Tunisie », *Raisons politiques*, n° 20, pp. 9-36
- Id.* (2011), « Le mouvement du 20 février, le Makhzen et l'antipolitique. L'impensé des réformes au Maroc », *CERI-Sciences Po*, pp. 1-12
- Id.* (2011a), « Économie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n° 121, pp. 5-22
- Hidass, Ahmed (2005-2006), « La régulation des médias audiovisuels au Maroc », *L'Année du Maghreb*, II, pp. 539-547, <http://anneemaghreb.revues.org/163#bodyftn7> (page consultée le 28/10/2013)
- Hincker, François (1987), « L'effet d'utopie de la Révolution française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 9, pp. 2-7
- Joffé, George (2011), "The Arab Spring in North Africa. Origins and Prospects, *The Journal of North African Studies*", 16 (4), pp. 507-532
- Kitschelt, H. (1986), "Political opportunity structure and political protest: Anti-nuclear movements in four democracies", *British Journal of Political Science*, vol. 16, pp. 57-85
- Klandermans, Bert et Oegema, Dirk (1987), "Potentials, Networks, Motivations and Barriers Steps Toward Participation in Social Movements", *American Sociological Review*, 52, pp. 519-532
- Lacroix, Bernard (1985), « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Vol. 1 : *La science politique, science sociale. L'ordre politique*, Presses universitaires de France, Paris, pp. 469-565

Larzillère, Pénélope (2011), « Contestation et autoritarisme libéral en Jordanie », *Mouvements*, n° 66, pp. 104-109

Mannheim, Karl (1952), "The Problem of Generations" in Mannheim, *Essays on the Sociology of Knowledge*, RKP, London

Martin, Denis-Constant (1989), « À la quête des OPNI (Objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, Vol. 39, n° 6, pp. 793-815

Martinez, Luis (2011), « Le printemps arabe, une surprise pour l'Europe », *Projet*, n° 322, pp. 5-12

Marx Ferree, Myra (2004), « Soft Repression : Ridicule, Stigma, and Silencing in Gender-Based Movements », dans Daniel J. Myers et Daniel M. Cress (dir.) *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, San Diego, Elsevier, 25, pp. 85-101

Mathieu, Lilian (2004), « Des mouvements sociaux à la politique contestataire: les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, Vol 45, n° 3, pp. 561-580

Id. (2007), « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 1, pp. 131-151

McCarthy, John D. et Zald, Mayer (1977), "Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory", *The American Journal of Sociology*, Vol. 82, n° 6, pp. 1212-1241

Mernissi, Laila (2011), « Le Mouvement du 20 février au Maroc : Vers une seconde indépendance? », *Revue Averroès*, N° 4-5, Spécial « Printemps arabe », pp. 6-15

Mouhoud, El Mouhoub (2011-2012), « Economie politique des révolutions arabes : analyse et perspectives », *Maghreb-Machrek*, n° 210, pp. 35-47

Naber, Nadine (2014), "Sondra Hale's Ethnographic Accountability", *Journal of Middle East Women's Studies*, Volume 10, Number 1, Winter, Indiana University Press, pp. 128-132

- Nahrath, Stéphane (2007), «La question métropolitaine» dans « Lectures critiques », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n° 1, pp. 91-101
- Oliver, Pamela et Johnston, Hank (2000), "What a good idea! Ideologies and frames in social movement research", *Mobilization*, Vol. 5, n° 1, pp. 37-54
- Percheron, Anne (1985), « La socialisation politique ; défense et illustration », dans Grawitz Madeleine et Leca Jean (dir.), *Traité de science politique*, Presses universitaires de France, Paris, pp. 166-235
- Pommerolle, Marie-Emmanuelle et Vairel, Frédéric (2009), « S'engager en situation de contrainte », *Genèses*, Belin, 4, n° 77, pp. 2-6
- Quijano-Gonzalez, Yves (2011), « Les "origines culturelles numériques" des révolutions arabes », *CERI-Sciences Po*, 11 p.
- Revue française de science politique (2012), « Retour sur les situations révolutionnaires arabes », vol. 62, n° 5-6, 320 p. RIKER William (1986), *The Art of Political Manipulation*, Yale University Press, Yale, 152 p.
- Salt, Jeremy (2012), « Containing the "Arab Spring" », *Interface*, 4 (1), pp. 54-66
- Siméant, Johanna (2001), « Entrer, rester en humanitaire », dans Fillieule et Mayer (dir.), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1-2, pp. 47-72
- Smith, Jackie (2011), "Globalizations Forum on Middle East Protests. Commentary", *Globalizations*, 8 (5), pp. 655-659
- Tourabi, Abdellah et Zaki, Lamia (2011), « Maroc : une révolution royale? », *Mouvements*, n° 66, pp. 98-103
- Vairel, Frédéric (2004), « Le Maroc des années de plomb : équité et réconciliation? », *Politique africaine*, 4, n° 96, pp. 181-195

- Id.* (2005), « L'ordre disputé du sit-in au Maroc », *Genèses, Belin*, 2, n° 59, pp. 47-70
- Id.* (2007), « La transitologie, langage du pouvoir au Maroc », *Politix, De Boeck Université*, 4, n° 80, pp. 109-128
- Id.* (2012), « « Qu'avez-vous fait de vos vingt ans? » Militantismes marocains du 23-mars (1965) au 20 février (2011) », *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 219-238
- Vairel, Frédéric et Zaki, Lamia (2011), « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale, Presses de Sciences Po*, 1, n° 50, pp. 91-108
- Verdeil, Éric (2011), « Villes arabes en révolution: quelques observations », *Métropolitiques*, <http://hal-ujm.ccsd.cnrs.fr/docs/00/56/38/52/PDF/Met-Verdeil-revolutionsVillesArabes.pdf>
- William Baker, Raymond (2012), "Understanding Egypt's Worldly Miracles", *The Middle East Journal*, 66 (1), pp. 163-170
- Zaki, Lamia (2008), « Maroc : dépendance alimentaire, radicalisation contestataire, répression autoritaire », dans CETRI, *Alternatives Sud*, Vol. 15/4 : *État des résistances dans le Sud. Face à la crise alimentaire*, Louvain-la-Neuve, Syllèpse/Centre tricontinental, Paris, pp. 83-88

Ouvrages

- Al Ayadi, Mohammed (1999), « Les mouvements de la jeunesse au Maroc. L'émergence d'une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix », dans *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, Paris, pp. 201-230
- Aminzade R., R., *et al.* (2001), *Silence and voice in the study of contentious politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 296 p.

- Ayari, Michael Béchir et GEISSER Vincent (2011), *Renaissances arabes. 7 questions clés sur des révolutions en marche*, Les Éditions de l'Atelier, Éditions Ouvrières, Paris, 160 p.
- Bayart, Jean-François (1992), *La politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Éditions Karthala, Paris, 268 p.
- Bayat, Asef (1997), *Street politics : Poor people movements in Iran*, Columbia University Press, New York, 256 p.
- Becker, Howard S. (1963), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Éditions Métailié, Paris 247 p.
- Id.* (2002), *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Collection Grands Repères Guides – La Découverte, Paris, 360 p.
- Beinin, Joel et Vairel, Frédéric (dir.) (2011), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford University Press, Stanford, pp. 1-42, 83-106, 217-235
- Bennani-Chraïbi, Mounia (1999), « L'ouverture d'une brèche. Les événements du 14 décembre 1990 et de la guerre du Golfe au Maroc », dans *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, Paris, pp. 127-135
- Id.* (2007), « Jeunesses marocaines et politique. Le clivage générationnelle revisité », dans BENNANI-CHRAÏBI M., FARAG I. (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes. Par-delà les menaces et les promesses*, Cedej/Aux lieux d'être, Le Caire/Paris, pp. 137-163
- Bouaziz, Mostefa (1999), « Mouvements sociaux et mouvement national au Maroc. De la liaison organique à l'amorce du désengagement », dans *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, Paris, pp. 67-78
- Bourdieu, Pierre (1994), « Un acte désintéressé est-il possible? », *Raisons pratiques*, Éditions du Seuil, Paris, pp. 149-167

- Camau, Michel et Geisser, Vincent (2003), *Le syndrome autoritaire: Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Presses de Sciences Po, Paris, pp. 13-112
- Camau, Michel et Massardier, Gilles (dir.) (2009), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Éditions Karthala, Paris, 363 p.
- Combes, Hélène (2009), « Répression », dans Fillieule, Olivier *et al.* (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, Paris, pp. 462-467
- Contamun, Jean-Gabriel (2009), « Analyse des cadres », dans Fillieule, Olivier *et al.* (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, Paris, pp. 38-45
- Id.* (2010), « Cadrages et luttes de sens », dans Fillieule, Olivier *et al.* (dir.) *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, Paris, pp. 55-75
- Dabène, Olivier *et al.* (dir.) (2008), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle – Convergences Nord-Sud*, Collection Recherches, Édition La Découverte, Paris, 336 p.
- Dictionnaire de l'histoire de France (2005), « Noblesse », *Dictionnaire de l'Histoire de France*, p. 878
- Dobry, Michel (1986), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la fondation des sciences politiques, Paris, pp. 13-95
- Elias, Norbert (1993), *La Société de cour*, Flammarion, Paris
- Fillieule, Olivier (1996), *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 440 p.
- Fillieule, Olivier *et al.* (dir.) (2009), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, Paris, 650 p.

- Fillieule, Olivier *et. al.* (dir.) (2010), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, Paris, 336 p.
- Foucault, Michel (1977), « Pouvoir et savoir », *Dits et Écrits II*, Gallimard, Coll. Quarto, Paris
- Id.* (1977a), « Entretien avec Michel Foucault », *Dits et Écrits II*, Gallimard, Coll. Quarto, Paris
- Gamson, William A. (1992), *Talking politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 292 p.
- Id.* (1992a), “The Social Psychology of Collective Action” , in Morris (A. D.), Mueller (C. M.), eds, *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press
- Geisser, Vincent (2008), « L'autoritarisme des « dominés » : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique? », dans *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle – Convergences Nord-Sud*, Collection Recherches, Édition La Découverte, Paris, pp. 181-212
- Goffman, Erving (1991), *Les cadres de l'expérience*, Éditions Minuit, Paris, 576 p.
- Gold, Raymond (2003), « Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique », dans CEFAL Daniel *L'enquête de terrain*, Collection Recherches, La Découverte MAUSS, Paris, pp. 340-349
- Graciet, Catherine et Laurent, Éric (2012), *Le Roi prédateur*, Éditions du Seuil, Paris, 222 p.
- Gurr, Ted (1970), *Why men rebel*, Princeton University Press, Princeton, 421 p.
- Haenni, Patrick (2005), *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Karthala/CEDEJ, Paris/Le Caire, 322 p.

- Hale, Sondra (1997), *Gender Politics in Sudan: Islamism, Socialism, and the State*, Westview Press, 294 p.
- Hessel, Stéphane (2010), *Indignez-vous!*, Collection Ceux qui marchent contre le vent, Indigène Éditions, Montpellier, 32 p.
- Inglehart, Ronald (1977), *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, 482 p.
- Jasper, James (2001), « L'art de la protestation collective », *Les formes de l'action collective*, CEFAI Daniel et TROM Danny (dir), Éditions de l'EHESS, Paris, pp. 135-159
- Kaufmann, Jean-Claude (2004), *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, Paris, 128 p.
- Khader, Bichara (2009), *Le Monde arabe expliqué à l'Europe. Histoire, imaginaire, culture, politique, économie, géopolitique*, L'Harmattan, Paris, 532 p.
- Khosrokhavar, Farhad (2012), *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder, Paradigm Publishers, 364 p.
- Lagroye, Jacques (dir.) (2003), *La politisation*, Collection Socio-Histoires, Belin, Paris, 568 p.
- Id.* (2003a), « Les processus de politisation », *op. cit.*, pp. 359-372
- Larzillère, Pénélope (2013), *La Jordanie contestataire. Militants islamistes, nationalistes et communistes*, Sindbad, Actes Sud, 2013, 248 p.
- Le Saout, Didier et Rollinde, Marguerite (1999) (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Karthala – Institut Maghreb-Europe, 384 p.
- Leveau, Rémy (1985), *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Collection Références, Presses de Science Po, Paris, 318 p.

- Linz, Juan J. (2000), *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Lynne Rienner Publishers, Boulder (CO), 343 p., cité dans « Dictature et développement peuvent-ils faire bon ménage? », Entretien avec Mahmoud Ben Romdhane par Nadia Omrane (24 novembre 2005), *Alternatives citoyennes*, N°17
- McAdam, Doug (1988), *Freedom Summer*, Oxford University Press, New York, 333 p.
- Id.* (1996), "Political opportunities : conceptual origins, current problems, future directions", pp. 23-40, dans McAdam, McCarthy et Zald (1996) (dir.), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge University Press. Cambridge, 446 p.
- McAdam, McCarthy et Zald (1996) (dir.), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge University Press. Cambridge, 446 p.
- McAdam Doug *et al.* (2001), *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, Cambridge, 412 p.
- Melucci, Alberto (1977), *Sistema politico, partiti e movimento sociali*, Feltrinelli, Milan, 187 p.
- Neveu, Érik (1996), *Sociologie des mouvements sociaux*, Éditions La Découverte, Paris, 122 p.
- Noueihed, Lin et Warren, Alex (2012), *The Battle for the Arab Spring. Revolution*, New Haven, Yale University Press, 368 p.
- Oberschall, Anthony (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Pearson Education, 371 p.
- O'Donnell, Guillermo., SCHMITTER Philippe (1986), *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 120 p.

- Offe, Claus (1990), *Organisierte Eigenarbeit: Das Modell Kooperationsring*, Campus Verlag, 361 p.
- Olson, Mancur (1966), *La Logique de l'action collective*, Presses universitaires de France, Paris, 214 p.
- Riker, William (1986), *The Art of Political Manipulation*, Yale University Press, Yale, 153 p.
- Said, Edward (1980), *L'orientalisme, L'Orient créé par l'Occident*, Le Seuil, Paris, 393 p.
- Saint-Prot, Charles et Rouvillois, Frédéric (2013), *L'Exception marocaine*, Éditions Ellipse, Paris, 264 p.
- Scott, James C. (1990), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Éditions Amsterdam, Paris, 269 p.
- Singerman, Diane (1995), *Avenues of participation : Family, Politics and networks in urban quarters of Cairo*, Princeton University Press, Princeton, 358 p.
- Smelser, Neil (1962), *Theory of Collective Behaviour*, Free Press, New York, 436 p.
- Snow, David (2001), « Analyse de cadres et mouvements sociaux », *Les formes de l'action collective*, CEFAI Daniel et TROM Danny (dir), Éditions de l'EHESS, Paris, pp. 1-21
- Tarrow, Sidney (1989), *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Clarendon Press, Oxford, 1989
- Tilly, Charles (1976), *From mobilization to Revolution*, Addison-Wesley Publishing Co., 349 p.
- Touraine, Alain (1978), *La voix et le regard*, Les Éditions du Seuil, Paris, 315 p.
- Vairel, Frédéric (2008), « L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe*

siècle – Convergences Nord-Sud, Collection Recherches, Édition La Découverte, Paris, pp. 213-232

Id. (2011), “Protesting in authoritarian situations. Egypt and Morocco in comparative perspective”, dans *Social movements, mobilization and contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford University Press, Stanford, pp. 27-42

Vermeren, Pierre (2002), *Histoire du Maroc depuis l'Indépendance*, Collections Repères, Éditions La Découverte, Première Édition, Paris, 128 p.

Vermeren, Pierre (2009), *Le Maroc de Mohammed VI. La transition inachevée*, Éditions La Découverte, Paris, 320 p.

Wilson, John (1973), *Introduction to Social Movements*, Basic Books, New York, 369 p.

Thèse, mémoire et conférence

Benford, Robert D. (1987), *Framing Activity, Meaning, and Social Movement Participation: The Nuclear Disarmament Movement*, thèse de doctorat, University of Texas, Austin

Chapouly, Romain (2011), « Le « mouvement du 20 février » au Maroc, une étude de cas de la coordination locale de Rabat », mémoire de Master 2, Institut d'études politiques de Lyon, *Mémoire Online*, <http://www.memoireonline.com/03/12/5508/Le-mouvement-du-20-fevrier-au-Maroc-une-etude-de-cas-de-la-coordination-locale-de-Rabat.html> (page consultée le 2/7/2013)

Radi, Omar (17 avril 2014), « La répression sur les journalistes et les activistes au Maroc », intervention dans le cadre de la conférence : *Regards alternatifs croisés Québec-Maroc : La répression, parlons-en!*, Montréal

Sites internet et journaux en ligne

Akesbi, Najib (2011), « Quel contenu économique pour la nouvelle Constitution? », *lakome.com*, <http://fr.lakome.com/archives/opinion/62-chroniques-dopinion/435-quel-contenu-economique-pour-la-nouvelle-constitution-.html> (page consultée le 25/1/2013)

Ben Barka, Mehdi (1962), « Option révolutionnaire au Maroc », *Al Mounadil-a*, 30 p. http://www.almounadil-a.info/IMG/pdf/BenBarka_optionRevolutionnaire.pdf (page consultée le 2/7/2013)

Bennamate, Nizar (2014), « UX, du virtuel à la lutte pour l'éducation sur le terrain », *H24*, http://www.h24info.ma/maroc/societe/luecse-devient-une-association/19453#.UuaBORDS_IU (page consultée le 15/6/2014)

Bouharham, Mohammed et Iraqi, Fahd (2011), « Histoire. La « démocratie », mon fils », *TelQuel*, n°478, http://www.telquel-online.com/archives/478/couverture_478.shtml (page consultée le 2/7/2013)

Collectif associatif pour l'observation des élections (2011), *Rapport préliminaire d'observation du referendum du 1^{er} juillet 2011*, Rabat, 5 juillet 2011, dans *Mamfakinch*, <https://www.mamfakinch.com/caoe-rapport-preliminaire-d%E2%80%99observation-du-referendum-du-1er-juillet-2011/> (page consultée le 28/10/2013)

Cornette, Joël (2002), « «La Société de cour» de Norbert Elias », *L'Histoire*, <http://www.histoire.presse.fr/livres/les-classiques/la-societe-de-cour-de-norbert-elias-01-01-2002-3948> (page consultée le 18/8/2014)

Fillieule, Olivier (2007), « La sociologie de l'engagement militant. Les apports d'une approche par les carrières », Séminaire à l'Institut des Sciences de l'Homme (ISH), Lyon, 23 mars 2007, dans *Groupe de Recherche sur la Socialisation (GRS)*, <http://recherche.univ-lyon2.fr/grs/index.php?page=27&seance=37> (page consultée le 21/11/2013)

Global Voices (2013), « Maroc : Le « Daniel Gate » crée une mobilisation nationale sans précédent », *Global Voices*,

<http://fr.globalvoicesonline.org/2013/08/10/151425/> (page consultée le 2/12/2013)

Guessous, Sana (2013), « « Élèves, chômeurs, SDF, sans papiers, professeurs : tout le monde doit philosopher » », entretien avec BELKABIR Nabil, *La Vie éco*, <http://www.lavieeco.com/news/culture/-eleves-chomeurs-sdf-sans-papiers-professeurs-tout-le-monde-doit-philosopher--26416.html> (page consultée le 10/11/2013)

Hanieh, Adam (2011), "Egypt's Uprising. Not Just a Question of Transition", *The Bullet*, 462, <http://www.socialistproject.ca/bullet/462.php> (page consultée le 18/8/2014)

Lakome (2013), « Interview : Khalid Jamai sur l'affaire Anouzla », *Lakome*, <https://fr.lakome.com/index.php/maroc/1417-interview-khalid-jamai-sur-l-affaire-anouzla> (page consultée le 28/10/2013)

Larbi (2011), « Les slogans du 20 février », *larbi.org*, <http://www.larbi.org/post/2011/07/Les-slogans-20f%C3%A9vrier> (page consultée le 2/7/2013)

Le Huffington Post (2013), « Maroc : un « kiss-in » à Rabat pour soutenir les adolescents poursuivis pour un baiser », *Le Huffington Post*, http://www.huffingtonpost.fr/2013/10/12/kiss-in-rabat-soutin-ado-baiser-facebook_n_4089937.html (page consultée le 2/12/2013)

Le Monde (2013), « Maroc : poursuite des manifestations de soutien à Ali Anouzla », *Le Monde.fr*, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/09/27/maroc-poursuite-des-manifestations-de-soutien-a-ali-anouzla_3485744_3212.html (page consultée le 2/12/2013)

Id. (2014), « Maroc : le journaliste Ali Anouzla condamné en appel dans une seconde affaire », *Le Monde.fr*, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/05/29/maroc-le-journaliste-ali-anouzla-condamne-en-appel-dans-une-seconde-affaire_4428952_3212.html (page consultée le 15/6/2014)

Mamfakinch (2011), « Texte intégral du discours adressé par le Roi à la Nation », *Mamfakinch.com*, <https://www.mamfakinch.com/texte-integral-du-discours-adresse-par-le-roi-a-la-nation-2/> (page consultée le 25/1/2013)

Id. (2011a), « À propos », *Mamfakinch.com*, <https://www.mamfakinch.com/a-propos/> (page consultée le 15/6/2014)

Mouvement du 20 février (2011), « Communiqué officiel », *Facebook*, <https://www.facebook.com/mouvement20fevrier/info> (page consultée le 25/1/2013)

Id. (2011a), « Communiqué pour le boycott du COMITE ALMANOUNI », *Journal Attadamoune*, Spécial fête de l'Humanité, p. 2, <http://www.amdh.org.ma/upload/Attadamoune/Special%20Huma.pdf> (page consultée le 25/1/2013)

Id. (2011b), « Campagne 20 février », *YouTube*, http://www.youtube.com/watch?v=Pux_fSiFF3o (page consultée le 2/7/2013)

Offe, Claus (1994), « Les nouveaux mouvements sociaux : un défi aux limites de la politique institutionnelle », *Multitudes*, http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=945#nh1 (page consultée le 25/1/2013)

Ourdhiri, Kaouthar (2013), « « Une heure de lecture » interdite à Casablanca », *h24info.ma*, <http://www.h24info.ma/maroc/une-heure-de-lecture-interdite-casablanca/16651> (page consultée le 2/12/2013)

Rapport du département d'État américain sur les droits de l'Homme au Maroc (2013), « Morocco 2013 Human Rights Report », *Amazigh World*, <http://www.amazighworld.org/uploadedfiles/US%20State%20Dep%20-%20Country%20report-%20Morocco%202013.pdf> (page consultée le 18/8/2014)

Revillard, Anne, (2004), « La sociologie des mouvements sociaux: structures de mobilisation, opportunités politiques et processus de cadrage », *MELISSA*, 16 p., <http://www.melissa.ens-cachan.fr/spip.php?article502> (page consultée le 25/1/2013)

Roger, Benjamin (2013), « Maroc : Le journaliste Ali Anouzla mis en liberté provisoire », *Jeune Afrique*, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20131025123553/maroc-proces-medias-terrorisme-medias-maroc-le-journaliste-ali-anouzla-mis-en-liberte-provisoire.html> (page consultée le 28/10/2013)

Tisdall, Simon (2006), "Egypt Finds Democracy Can Wait", *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2006/may/16/world.egypt> (page consultée le 18/8/2014)

Todd, Emmanuel (2011), *Allah n'y est pour rien ! Sur les révolutions arabes et quelques autres*, Loubiana, <http://www.arretsurimages.net/chroniques/2011-04-18/Notre-deuxieme-livre-Allah-n-y-est-pour-rien-id3936> (page consultée le 18/8/2014)

Uecse (2014), « Concert #FreeKoulchi #FêteDeLaMusique », <https://www.facebook.com/events/409319755872687/> (page consultée le 21/6/2014)

Filmographie

Bouhmouch, Nadir (2011), « Mon Makhzen et moi », *Vimeo*, <http://vimeo.com/37579535> (page consultée le 15/6/2014)

Id. (2013), « 475 : Quand le mariage devient châtiment », *YouTube*, <http://www.youtube.com/watch?v=r-FQ1uRjDBY> (page consultée le 15/6/2014)

Guerrilla Cinema (2013), « Basta », *YouTube*, <http://www.youtube.com/watch?v=1W5IIoJi-mY> (page consultée le 15/6/2014)

Rhalib, Jawad (2013), « Le chant des tortues », *YouTube*, <http://www.youtube.com/watch?v=TgV5w5bNVqg> (page consultée le 15/6/2014)